

Espoir de paix en Amérique centrale

La paix assurée au Nicaragua, c'est maintenant au Salvador et au Guatemala qu'on l'entrevoit. A vingt-quatre heures d'intervalle, les gouvernements et les guérillas de ces deux pays ont conclu à Mexico, sous l'égide de l'ONU, des accords limités, certes, mais qui laissent espérer, pour la première fois, la cessation de guerres civiles qui semblaient ne devoir jamais prendre fin.

C'est entre les partisans salvadoriens que les pas les plus grands ont été faits, samedi 27 avril. Le gouvernement conservateur de M. Cristiani s'est engagé à promouvoir certaines des réformes que réclamaient les guérilleros pour démocratiser le pays. Refonte de la Cour suprême, des juridictions militaires et électorales, création d'une police sous contrôle gouvernemental, les réformes envisagées visent à renforcer la tutelle civile sur des institutions manipulées jusqu'à présent par l'oligarchie et l'armée.

MAIS il y a mieux : une enquête de la part de l'ONU enquêtera sur les crimes en onze ans de guerre civile. C'était là une revendication essentielle du Front Farabundo Martí de libération nationale et des défenseurs des droits de l'homme. On sait à quel point ces droits ont été bafoués par les militaires et leurs complices des escadrons de la mort. L'assassinat de Mgr Romero, en 1980, et celui des jésuites de l'université, il y a deux ans, sont les ignominies les plus connues. Il y eut aussi, sous les bombes et les balles, de nombreux massacres de civils innocents, la majorité des 75 000 victimes recensées. Reste que le principal est encore à faire : lors d'un prochain round de négociations, en mai, il faudra s'entendre sur la réduction des effectifs de l'armée, et sur la date et les modalités d'un cessez-le-feu, autant dire sur la réinsertion, dans la société civile, de dizaines de milliers d'hommes en armes.

S'agissant du Guatemala, la nouveauté était que, pour la première fois, gouvernement et mouvements de guérilla acceptaient de discuter. Le conflit qui ensanglantait ce pays est moins connu parce que plus sporadique : il n'en a pas moins fait, en trente ans, quelque cent mille morts et quarante mille disparus, si l'on en croit les organisations humanitaires - surtout parmi les Indiens, la majorité de la population. C'est sur les droits des indigènes, précisément, sur les droits de l'homme en général et la démocratisation du pays, que les deux parties ont accepté, vendredi 28 avril, de négocier, le mois prochain.

Ces primices de paix s'expliquent, évidemment, par les bouleversements de la scène mondiale. L'Europe communiste n'est plus là pour entretenir les foyers tardifs d'une lutte à la Che Guevara. Cuba a trop à faire avec ses pénuries - notamment en armes - pour s'occuper de ses « frères » au combat.

N'étant plus au pouvoir, les sandinistes nicaraguayens ne peuvent fournir qu'une aide limitée aux rebelles salvadoriens. Ces derniers se sentant encouragés à envisager un « adieu aux armes » depuis les élections législatives et municipales du 10 mars dernier, qui ont vu la gauche devenir la troisième force du pays, ils pensent qu'ils auront désormais un relais politique, au Parlement et dans les municipalités. De l'autre côté aussi, on a évolué, et les États-Unis ont fait des efforts - pas tous les efforts - pour faciliter cette évolution.

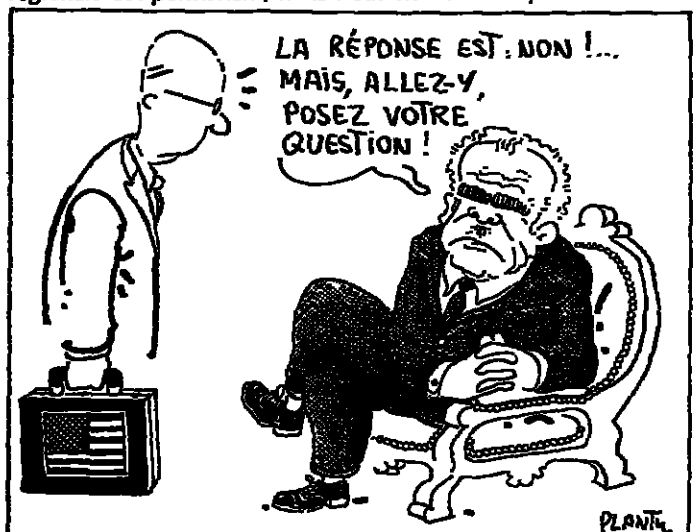
M0147 - 0430 0 - 6.00 F



Les efforts de paix américains au Proche-Orient

Les relations se tendent entre Jérusalem et Washington

Les relations entre Jérusalem et Washington sont de nouveau tendues. Le premier ministre israélien, M. Shamir, est revenu, le 28 avril, sur les concessions faites vendredi par son ministre des affaires étrangères, au secrétaire d'Etat américain, M. Baker. « En tant que médiateur, a-t-il affirmé, M. Baker pense que ses chances de succès augmenteraient avec des concessions israéliennes lui permettant d'annoncer aux Arabes que le cadre de la réunion régionale est permanent, mais nous ne sommes pas d'accord. »



Lire page 3 l'article d'ALAIN FRACHON

Les alliés tentent d'obtenir davantage de garanties pour les Kurdes

Lire nos informations page 3

Les milices libanaises sont appelées à rendre leurs armes pour le 30 avril

Lire page 5 l'article de LUCIEN GEORGE

Les pays industriels face au ralentissement de l'économie

Les sept Grands divisés sur les taux d'intérêt

Réunis le 28 avril à Washington à la veille des assemblées du FMI et de la Banque mondiale, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés ne sont pas parvenus à un accord sur la politique des taux d'intérêt. Lundi, le dollar progressait vivement. Réunis parallèlement, les représentants du tiers-monde ont demandé aux pays riches des « annulations de dette significatives ». Les Sept préparent une initiative pour leur sommet de juillet, à Londres.

Les dangers de la dette

par Françoise Lazare

« La dette ne risque plus de faire sauter le système financier mondial. » Cette remarque d'un expert français est aujourd'hui largement partagée dans la communauté internationale. Pourtant, neuf ans après la crise mexicaine, la dette du tiers-monde reste l'une des grandes menaces qui pèsent sur l'économie mondiale. Les progrès, certains, réalisés depuis l'été 1982 soulèvent de nouvelles questions. Au Nord (dans les pays riches), comme au Sud et à l'Est, un malaise persiste. Celui-ci plane sur toutes les réunions financières internationales, sur celle qui a lieu aujourd'hui à Washington notamment.

Des changements radicaux dans la stratégie de la dette sont en train de se produire, qui pourraient modifier profondément la manière dont les gouvernements des pays industrialisés et de ceux du tiers-monde tentent de gérer le fardeau financier. Ces évolutions présentent trois risques majeurs. Le premier, c'est celui de transformer le débat sur la dette en une confrontation plus politique qu'économique. La récente annulation de plus de la moitié de la dette publique polonaise a constitué, à cet égard, un coup de semonce.

Lire la suite page 24

Jean-Paul II, acte II

Une encyclique sociale et une stratégie pour l'après-communisme

par Henri Tincq

Qui peut prédire la durée d'un pontificat ? Jean-Paul II, qui fêtera le 20 mai son soixante et onzième anniversaire, en est à sa treizième année de règne. Plus jeune pape élu depuis un siècle et demi, rescapé d'un attentat qui faillit le laisser pour mort place Saint-Pierre, il y aura exactement dix ans le 13 mai, Karol Wojtyła

semble bien placé pour battre des records de longévité, même si celui du pape Pie IX, qui au siècle dernier avait régné pendant trente-deux ans, est encore loin !

A la treizième année de son mandat, Jean-Paul II se classe parmi les plus « anciens » dirigeants de la planète, dépassant les présidents américains, français, soviétique, le chancelier allemand et M^{re} Thatcher, qui

Lire la suite page 14

Un témoignage de première main



Collection L'Histoire dirigée par Jean-Claude Guillebaud

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.-B., 95 p.; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,10 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,50 \$.

La presse quotidienne fragilisée

La diffusion globale des journaux baisse.

Les conditions d'exploitation sont difficiles et les profits insuffisants

par Yves Agnès

La presse quotidienne française, tous titres confondus, dérive lentement. Vers quels rivages ? Les faiblesses actuelles de la conjoncture économique n'incitent guère à l'optimisme pour des titres malmenés entre une diffusion globalement à la baisse et des recettes de publicité incertaines. Les éditeurs s'inquiètent. Va-t-on vers une nouvelle « crise de la presse », comme dans les années 70, quand la montée des coûts avait mis maints journaux en difficulté ?

Entre 1985 et 1990, la diffusion totale des sept quotidiens nationaux généralistes (1) contrôlés par l'Office de la justification de la diffusion (OJD) a baissé de 1 % (1 828 000 exemplaires en moyenne en 1990 contre 1 847 000 en 1985). Cette diminution cache en fait un phénomène déjà ancien : l'effondrement des quotidiens nationaux populaires. Entre 1970 et 1985, déjà, par réduction de la diffusion ou par disparition pure et simple (Paris-Jour, l'Aurore...), les journaux de cette catégorie avaient vu leurs acheteurs réduits de 1 500 000... France-Soir a continué inexorablement sa descente aux enfers (- 33,5 % entre

1985 et 1989, dernier OJD connu) ; l'Humanité a perdu 24 % ces cinq dernières années. Le Parisien - qui a multiplié les éditions locales et ne peut plus autre être considéré comme « national » - a pour sa part augmenté sa diffusion de 9 % pendant cette dernière période, tout en connaissant un reflux en 1990. En revanche, la presse « non populaire » a progressé de 1985 à 1990, à l'exception de la Croix (- 6 %), qui ne parvient pas à renouveler suffisamment un lectorat vieillissant. La diffusion totale du Figaro augmente de 7,5 %, celle du Monde de 12,6 % (mais il a gagné 60 000 exemplaires en diffusion payée sur la France seule, soit 22,7 %), celle de Libération de 31,5 %. La concurrence entre ces trois titres, alliée à la croissance du nombre des diplômés, sont des facteurs positifs de cette évolution.

La presse quotidienne régionale, qui draine un lectorat mixte mais à majorité populaire, connaît elle aussi un effacement. De 1985 à 1990, la diffusion des dix-neuf quotidiens à plus de 100 000 exemplaires a baissé de 1,7 % (2). Mais ce chiffre global cache une autre disparité, géographique cette fois. Dans l'Ouest et en Alsace l'augmentation, ailleurs la baisse. Ouest-France poursuit son impressionnante ascension (+ 9 % en cinq ans), frisant les 800 000 exemplaires diffusés et consolidant sa place de leader national.

Lire la suite page 22

(1) Le Figaro, le Monde, le Parisien, France-Soir, Libération, l'Humanité, la Croix.
(2) Pour les titres de moindre importance, la tendance est la même d'après les chiffres connus.

CHAMPS ÉCONOMIQUES

Le contrôle des exportations stratégiques, un casse-tête technique

■ Europe monétaire : le roi est nu. ■ Qui redressera l'Albanie ? ■ La chronique de Paul Fabra : maladies déclarées ou cachées des pays de la CEE.

pages 25 à 28

مركز الأمل

هكذا من الاحل

DÉBATS

Un entretien avec M. Bernard Kouchner

« Nous entrons dans une époque où il ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières » nous déclare le secrétaire d'Etat à l'action humanitaire

« La guerre du Golfe, puis l'exode des Kurdes, ont illustré l'importance que revêt aujourd'hui l'action humanitaire. Cela vous a-t-il surpris ?

— Je n'avais pas perdu l'espoir, et je salue tous les pionniers. Nous entrons désormais dans le vingt et unième siècle, où il ne sera plus possible d'assassiner massivement à l'ombre des frontières. Il y aura des réticences, des retours en arrière, mais le droit finira par codifier une nouvelle conception morale et politique de la vie. Michel Foucault disait, dans sa dernière leçon au Collège de France, que la souveraineté d'Etat qui consistait à « distribuer la mort ou à laisser vivre » était en voie d'être dépassée, car la société moderne, de son côté, biologiquement, scientifiquement, fait tout pour préserver la vie. Restons prudents. Si les progrès sont éclatants, beaucoup reste à faire.

— Je sais que s'annoncent de grands chocs Nord-Sud, qui naîtront de la confrontation entre les pays riches et moins peuplés. Je sais les difficultés à l'Est et les migrations qui se préparent. Pour l'instant, nous n'en sommes à intervenir que lorsqu'une famine devient insupportable ou lorsqu'un tyran détruit massivement une partie de sa population. Un moment viendra, que la France aura préparé, où la conscience universelle imposera que l'on s'intéresse au massacre des autres partout. On ne pourra accepter l'impensable, parce qu'on l'aura vu. Grâce aux médias.

— Au fond, du Biafra à la mer de Chine, j'ai toujours été préoccupé par Auschwitz. Est-ce que, de nos jours, Auschwitz serait encore possible ? Auschwitz, c'est la conscience universelle qui impose que l'on s'intéresse au massacre des autres partout. On ne pourra accepter l'impensable, parce qu'on l'aura vu. Grâce aux médias.

— Cette exigence d'ingérence que vous défendez, ce droit d'ingérence que vous souhaitez, sont l'aboutissement d'un long parcours.

— Il y a eu trois étapes principales :

— D'abord, cette formidable invention d'Henri Dunant, fondateur de la Croix-Rouge : on soigne les blessés sur le champ de bataille, quels qu'ils soient, où qu'ils soient. On visite les prisonniers. Première génération, première démarche essentielle de l'action humanitaire. Elle doit subsister, mais elle connaît des limites. Aujourd'hui, il est prouvé que la Croix-Rouge avait eu de ne pas intervenir, ce fut pour des raisons qui font rougir aujourd'hui.

— J'ai rencontré ces mêmes limites

au Biafra, en 1968. Nous étions sur le terrain avec mes amis qui fonderont, avec moi, Médecins sans frontières. Le peuple bialfrais était en train de mourir, nous le savions, nous n'avions pas le droit d'en parler. Nous avions le droit de guérir, nous n'avions pas le droit de prévenir. Nous le refusâmes en créant le Comité international contre le génocide au Biafra, où se retrouvaient des gens de la Croix-Rouge, des médecins, des journalistes, des témoins, des gens qui savaient de quoi ils parlaient.

— Ce fut la deuxième génération de l'action humanitaire, celle qui refuse de se taire, qui s'engage au-delà des frontières, avec ou sans l'assentiment des gouvernements, celle de Médecins sans frontières ou Médecins du monde, les fameux French doctors.

— Il s'agissait d'un devoir d'ingérence, né d'une morale individuelle. Des hommes décidaient en Afghanistan, au Cambodge, au Salvador..., de franchir la frontière quand la souffrance était de l'autre côté.

— Troisième étape : l'organisation du droit d'assistance codifié par les Etats.

— En 1987, j'avais organisé un colloque sur ce thème au cours duquel le président de la République François Mitterrand et le premier ministre Jacques Chirac s'étaient engagés. En 1988, c'est au nom du gouvernement que je propose à l'ONU, qui l'adopte, la résolution prévoyant « l'assistance aux victimes des catastrophes naturelles » et, c'est important, « des situations d'urgence du même ordre ». Formidable avancée qui bouscule le droit international traditionnel et qui est suivie, deux ans plus tard, par une seconde résolution de l'Assemblée générale qui prévoit des « couloirs d'urgence humanitaires » et le droit d'accès aux victimes. Comme aujourd'hui vers les Kurdes.

— Ainsi est consacré un droit d'assistance. Dans notre esprit, il devait être appliqué essentiellement par les organisations humanitaires. Mais aujourd'hui émerge un droit d'ingérence pris en charge par les Etats et fondé sur une sorte de conscience morale internationale. Comme l'a dit le président de la République, désormais « la non-ingérence s'arrête là où commence la non-assistance ». Un seuil important a été franchi par l'adoption de la résolution 688 du Conseil de sécurité qui demande à l'Irak un accès immédiat vers tous ceux qui ont besoin d'assistance.

Les médias ennemis de l'oppression

— L'aurait-il été sans la guerre du Golfe et l'exode des Kurdes ?

— Malheureusement et solitaires, menaces de mort, les Kurdes, hier ignorés, ont imposé le droit d'ingérence. C'est formidable frappe des coups, ce chaos d'un peuple en exode, ajoutés aux remords nés de l'échec d'une juste guerre, qui avait été menée avec l'accord de la communauté internationale mais qui avait négligé de s'intéresser au respect des droits de l'homme à l'intérieur de l'Irak, a créé une situation insupportable. Insupportable pour l'opinion publique informée, alertée par les médias, insupportable, donc, pour les gouver-

nements démocratiques sensibles à l'opinion. Le droit d'ingérence devient une perspective crédible, et il n'est plus irréaliste de penser que, demain, « avec audace et prudence », en se gardant de provoquer le chaos », comme le dit M. Perez de Cuellar, les Etats pourront être chargés d'une représentation de la conscience universelle.

— Les progrès sont indéniables. Mais ne risque-t-on pas de voir ce droit d'ingérence s'appliquer uniquement contre les pays pauvres ou faibles, les pays du Proche-Orient ou de l'Afrique, et non contre les puissants et les riches, la Chine par exemple pour son attitude vis-à-vis du Tibet ?

— L'espère bien que ce droit bal-



BERNARD KOUCHNER

butant s'appliquera également à l'égard du Tibet. Danielle Mitterrand, dont on ne dira jamais assez le formidable élan qu'elle donne, et moi-même avons reçu le dala-lama, il y a deux ans. George Bush l'a reçu récemment. Les choses avancent. Il sera ainsi, j'espère, de la Birmanie, du Salvador et du Soudan, où les gens meurent par millions et dont nous ne revenons. Révoilà. Le droit d'ingérence agit à titre préventif. Supposons que la conscience universelle ne soit pas à sens unique. Supposons que les gouvernements se disent que les oppresseurs seront plus difficiles à faire accepter s'ils ont besoin d'ingérence. Il n'y a pas de besoin de sanctions, mais il y en aura. Cette préoccupation ne sera pas seulement partagée par la communauté internationale par l'ensemble des peuples et de l'opinion universelle, mais aussi par les oppresseurs.

— A condition que cette opinion soit alertée sur les malheurs, que ceux-ci deviennent visibles.

— Le grand ennemi de l'oppression, c'est la photographie, c'est la télévision, et sans les médias il n'y a pas de « grand » malheur. Les journaux construisent à nos côtés le concept d'ingérence.

— Comment faire passer ces préoccupations de l'opinion, de la conscience universelle dans la démarche concrète des politiques ?

— Les idées généreuses, l'aventure humanitaire, ont triomphé avec très peu de moyens. Le secrétariat d'Etat dispose de 50 millions de francs pour le Fonds d'urgence humanitaire, alors que le budget de Médecins sans frontières est de plus de 200 millions !

— Roland Dumas sait que l'action humanitaire française est connue dans le monde entier. Elle constitue déjà une coloration de notre diplomatie. Grâce au Quai d'Orsay, nous disposons maintenant d'un attaché humanitaire dans chaque ambassade de France. Grâce au ministère de la Défense, bientôt les jeunes auront la possibilité de faire un service national humanitaire. Evidemment, il existe des pesanteurs bureaucratiques, des lenteurs administratives, des conservatismes ! Mais peu à peu nous avons réussi à faire pénétrer l'idée que l'action humanitaire n'est pas seulement une affaire de boycotts, de bons Samaritains, mais également une éthique et une méthode, une démarche diplomatique et politique. Comme pour les droits de l'homme, ce n'est pas l'action humanitaire qui est venue à la politique, mais la politique.

Le même chemin l'écologie

— Ne craignez-vous pas que votre action évidente dans la guerre du Golfe ne retombe ensuite ?

— Procédons avec prudence. Nous respectons la souveraineté des Etats. Il y aura des résistances de la part des gouvernements, des institutions, de l'opinion ; des réactions négatives venues des conservateurs. L'action humanitaire s'exerce surtout dans le sens Nord-Sud ; il convient d'en bannir tout esprit postcolonialiste. Mais une exaction reste une exaction, quel que soit le lieu où elle est perpétrée.

— Ce qui s'est passé avec la guerre du Golfe a créé un mouvement irréversible. On n'acceptera bientôt plus que l'on puisse pénétrer dans un pays pour y faire la guerre et qu'on ne puisse y entrer pour y faire la paix... et secourir les hommes.

— L'action humanitaire suit le même chemin que l'écologie. Domage qu'on ait pensé aux phoques avant les hommes ! Lorsque Robert Poujade installa son premier ministère de l'environnement, tout le monde s'en moquait, mais aujourd'hui l'écologie est devenue une préoccupation mondiale. De même, l'action humanitaire va devenir, peut-être par l'intermédiaire de la création d'une Europe humanitaire, un mouvement qui influencera au plus près les diplomates et les politiques, un élan qui comptera, comme aujourd'hui l'écologie s'est imposée. A terme, entre l'écologie et l'action humanitaire, il y aura forcément une rencontre, et Brice Lalonde est d'accord avec moi sur ce point.

— L'action humanitaire n'apparaît plus seulement comme l'épopée des bonnes consciences éplorées et de quelques hippies de la médecine, mais comme la rencontre des hommes et de l'humain, la découverte du réel : une démarche noble et politique. Elle ne prétend pas régler tous les problèmes économiques et politiques de la planète, mais elle en donne une vision plus proche de la réalité. Et c'est en cela qu'elle peut aider à leur solution.

Propos recueillis par JEAN-MARIE COLOMBANI et JACQUES-FRANÇOIS SIMON

REVUES

FREDERIC GAUSSEN

Naissance et fin du social

Les auteurs de la loi de 1884 créant les syndicats voulaient donner à la « question sociale » un cadre institutionnel. Cent ans plus tard, le syndicalisme est en pleine crise, et certains annoncent la « fin du social ». Et pourtant de nouveaux « mouvements sociaux » surgissent périodiquement...

Si le 1^{er} mai est bien toujours la fête du travail, il y a longtemps qu'il n'est plus celle des syndicats. Les masses troupeuses qu'ils parvenaient à rassembler ce jour-là ne font que mettre en lumière les deux maux principaux dont ils souffrent : la fuite des militants et la désunion des appareils.

Cette déliquescence est sans doute un signe de l'air du temps, marqué par l'individualisme, le consumérisme et la « fin des idéologies ». Mais, à lire Denis Barber dans la revue *Genèses*, on constate que bon nombre de questions qu'on se pose aujourd'hui étaient déjà présentes dans le long débat qui a marqué la préparation et l'adoption de la loi de 1884 créant les « syndicats professionnels ». Mal vu par la plupart des intéressés, qui y voyaient une tentative d'embrigadement, présenté comme une « conquête ouvrière » par les chanciers de la III^e République, ce texte reflétait surtout le désir des républicains modérés de « canaliser » la question sociale et de soustraire le monde ouvrier à l'influence des « meneurs » et des révolutionnaires. Les syndicats devaient permettre aux ouvriers (à l'époque, on ne songeait guère aux agriculteurs, aux fonctionnaires ou aux artisans) de gérer leurs propres affaires, d'apprendre la solidarité et de se doter de représentations responsables, clairement identifiées. Les syndicats devaient être un instrument de progrès social et de paix publique.

Pour parvenir à ce résultat, il fallait que la frontière soit nettement marquée entre le syndical et le politique. D'une part, parce que la « politisation » ne pourrait aboutir qu'à la mainmise d'adversaires (c'est-à-dire des socialistes) sur les organisations. D'autre part, parce que les professionnels de la politique ne voulaient pas se voir concurrencés, sur leur propre terrain, par des rivaux investis de la confiance de millions de travailleurs. Le thème de l'indépendance syndicale est d'abord une réaction de défense de ceux qui sont en charge du « général », face aux défenseurs d'intérêts particuliers.

Un processus de fuite

Mais d'autres problèmes de frontières faisaient aussi l'objet de débats difficiles : où s'arrête la « défense des intérêts professionnels » ? Les syndicats doivent-ils se circonscrire aux limites des métiers ou peuvent-ils s'unir en fédérations ? Une fois admise l'existence du fait syndical, l'essentiel était d'en tracer les bornes.

Celles-ci évoluèrent évidemment, par la suite, en fonction de la pression des intéressés eux-mêmes. Dans un autre article de *Genèses*, intitulé « La catégorie », Philippe Corcuff montre comment le mouvement ouvrier a toujours oscillé entre le repli corporatiste et l'aspiration communautaire. Entre la catégorie professionnelle et la « classe ouvrière ».

Les périodes d'expansion du combat syndical se sont construites sur deux dynamiques : la solidarité interprofessionnelle (l'élargissement des luttes) à partir des conflits particuliers et la conviction que la classe ouvrière et le combat revendicatif sont porteurs d'une transformation globale de la société, d'un nouvel ordre plus juste pour les travailleurs. Comme l'écrivait Emile Pouget, secrétaire adjoint de la CGT de 1902 à 1908, « le groupe producteur devra être la cellule de la société nouvelle ».

Or ce sont ces deux ciments

de l'édifice syndical qui font défaut aujourd'hui. Comme l'observe François Ewald dans le « magazine freudien » *L'An*, le syndicat est la première victime du « règne des fins » qui caractérise notre époque. Fin des idéologies. Fin de la Révolution. Fin des espérances... Le syndicalisme, qui se nourrit de l'espoir de lendemains meilleurs, ne peut vivre dans une atmosphère aussi délétière. Comment mobiliser les exploités s'ils ne croient pas à la possibilité de changer le monde ?

Traçant un parallèle entre l'abstentionnisme électoral, la désyndicalisation et la chute du mur de Berlin par la fuite des Allemands de l'Est, François Ewald voit dans ces processus d'évasion l'une des caractéristiques des comportements modernes. Pour lui, le social, comme le politique, a tout simplement disparu de notre univers. Il s'est dissous. « Le social a pris fin sans même que nous nous en rendions compte, sans qu'on en parle, par déchéance en quelque sorte. (...) Voilà une catégorie qui a ordonné la politique et, mieux que la politique, les engagements des uns et les aspirations des autres pendant un siècle et demi et qui s'est comme évanouie. (...) Il n'y a plus de question sociale : à preuve, nous vivons avec deux millions de chômeurs, et cela ne fait pas de problème. » François Ewald date même l'acte de décès du social : c'est en décembre 1988, avec l'institution du revenu minimum d'insertion, « quand on ne donne plus d'autre avenir à l'exclu que, précédemment, de s'insérer ».

Un engagement limité

Liquidier ainsi le social est peut-être aller un peu vite en besogne. Il y a toujours des « mouvements sociaux », dont l'arripiage et la violence surprennent régulièrement l'opinion. Mais ceux-ci refusent généralement ce qui assure la légitimité du syndicalisme : la permanence, la confiance accordée aux délégués et l'unité.

Les mouvements récents — ceux des cheminots, des infirmières et des instituteurs — se sont singularisés par l'apparition de structures nouvelles — les « coordinations » — ou analyse Patrick Hassenteufel dans la *Revue française de science politique*. Spontanés et vénéreux, ces mouvements se caractérisent par une mobilisation très forte autour d'une revendication limitée et strictement catégorielle, et par le refus de toute « récupération » par les appareils syndicaux. Il s'agit d'obtenir un objectif précis (le retrait d'une grille de salaire pour les agents de conduite de la SNCF ou du décret sur les maîtres-directeurs pour les instituteurs) ou une rétrocession de salaire « pour être enfin reconnus et montrer qu'on existe » (les infirmières).

Ainsi apparaît un phénomène nouveau : celui d'un engagement limité, qui pousse le travailleur à abandonner, pour une durée limitée, son comportement individualiste, afin d'obtenir un avantage précis ou de lutter contre une mesure menaçant son indépendance ou sa dignité. Refusant toute allégeance à un parti ou à une instance professionnelle, il cherchera à donner au mouvement auquel il participe une forme d'organisation conciliant l'efficacité et le respect de son autonomie : décisions en assemblées générales où chacun peut s'exprimer, élection de délégués révocables à tout moment et munis de mandats impératifs...

Ainsi le travailleur désyndicalisé et dépolitisé de la fin du vingtième siècle réinvente-t-il, à sa façon, l'idéologie rousséiste et anarchiste qui faisait si peur aux républicains de la fin du dix-neuvième et contre laquelle persécutaient les législateurs de 1884...

► *Genèses*, « La construction du syndicalisme », n° 3, mars 1991, 85 F. Calmann-Lévy.

► *L'An*, avril-juin 1991, n° 46, 58 F. 74, rue d'Assas, 75006 Paris.

► *Revue française de science politique*, volume 41, n° 1, février 1991, 100 F. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme

des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437

ISSN 0395-3037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimerie
du Monde -
12, rue M. Gauthier
93000 La Courneuve
Paris 13

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806 F

Le Monde

André Fontaine, président

Françoise Hugot, directeur général

Philippe Dupuis, directeur commercial

5, rue de Montesson, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc MONDIPUB 206 136 F

Téléc 45-55-04-70 - Société filiale
du journal Le Monde et Route France SA

Le Monde

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS

PAR MINITEL

36-15 - Tapez LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif FRANCE

3 400 F

6 780 F

12 1400 F

SUISSE-BELG. LUXEMB.

572 F

1123 F

2085 F

AUTRES PAYS

790 F

1360 F

2380 F

ÉTRANGER : par voie
aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner,
renvoyer ce bulletin
accompagné de votre règlement
à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse détaillés ou
provisaires : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en
indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veillez avoir l'obligation d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP

مركزنا الاعلامي

4 Le Monde • Mardi 30 avril 1991 •

Accord culturel franco-allemand.

Le 30 avril 1991 à Strasbourg, l'Europe passe à la télévision!*

**Am 30. April 1991 in Straßburg wird Fernsehen europäisch!*

Strasbourg, 30 avril 1991 : LA SEPT et ARTE Deutschland TV signent la création de la première chaîne de télévision culturelle européenne.

En 1992, les téléspectateurs français et allemands pourront ainsi suivre simultanément, dans leur langue respective, les mêmes émissions préparées en commun à leur intention : au-delà des différences culturelles existera désormais un lieu de rencontre des images et des regards.

Cet événement télévisuel majeur sera la première manifestation culturelle quotidienne de l'Europe en marche.

En réalisant ce pari difficile et ambitieux, LA SEPT confirme ainsi sa vocation de chaîne culturelle européenne.

Straßburg, 30. April 1991 : LA SEPT und ARTE Deutschland TV unterschreiben den Gründungsvertrag des ersten europäischen Kulturkanals.

1992 werden deutsche und französische Zuschauer gleichzeitig in ihrer jeweiligen Sprache dasselbe für sie gemeinsam zusammengestellte Programm sehen. Jenseits kultureller Unterschiede entsteht ein Ort, wo neue Bilder und Blicke ausgetauscht werden.

Dieses Ereignis der Fernsehgeschichte ist das erste kulturelle, alltäglich wiederkehrende Zeugnis eines entstehenden Europas.

Diese anspruchsvolle Herausforderung hat LA SEPT angenommen und damit ihre Berufung als europäisches Kulturfernsehen bestätigt.

la sept

La culture se déchaîne.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : à compter du 30 avril

Les miliciens doivent rentrer dans le rang

Les tiraillements se sont accentués à l'approche de la première échéance, le 30 avril, pour la dissolution des miliciens et le ramassage de leurs armes. Mais, de l'avis général, et bien que ce soit des fauteurs de guerre dont le sort est en cause, il est pratiquement exclu que les différends, pourtant réels, et les intérêts en jeu, pour autant cruciaux, débouchent sur une nouvelle phase d'hostilités.

BEYROUTH
de notre correspondant

C'est la première fois en seize ans de guerre qu'est sérieusement mise en train la disparition des milices, qui s'étaient battues chacune contre presque toutes les autres, au gré des divers épisodes de la guerre et de ses multiples rebondissements : Forces libanaises (FL) contre Palestiniens, Amal, Herzbollah, moudabiboun, maradas, Parti socialiste national syrien (PSNS), Amal contre PSP, Herzbollah, Palestiniens, FL ; PSP contre FL, Amal, moudabiboun, et ainsi de suite... Longtemps populaires, chacune dans sa communauté, ces milices avaient fini par être haïes par ceux-là mêmes qui les adulaient.

En application de l'accord de Taëf de 1989, le conseil des ministres a décrété, le 28 mars, et a réaffirmé, le 25 avril, que toutes les formations paramilitaires, libanaises et non libanaises - ce dernier terme désignant les Palestiniens et les pasdars iraniens - devront s'effacer devant l'Etat, remettre leur armement à son armée et s'autoliquer dans les délais suivants :

- Livraison des armes lourdes et moyennes (chars, canons, mortiers) et du matériel de transmission : 30 avril 1991 ;
- Déploiement progressif de l'armée dans les zones du mont Liban encore tenues par les milices (haut Metn, Chouf, Aley, Kesrouan, Jbeil) ainsi que dans une partie du Nord (Batroun et Koura) : 20 juin 1991 ;
- Déploiement de l'armée dans le reste du pays (c'est-à-dire le Nord, la

Bekaa et le Sud, ceinture de sécurité israélienne exclue de facto) : 20 septembre 1991.

Toutes les milices libanaises ont admis le principe de remettre leurs armes et de se dissoudre. M. Jomblatt, pour sa part, fait savoir qu'il restituera les armes de son PSP non pas à l'armée libanaise - sauf quelques pièces qu'il lui avait prises - mais à la Syrie, qui les lui a fournies. Ce sont les milices « étrangères » qui ont rendu. La première note discordante est venue des pasdars iraniens, mais ces derniers ne sont que 250, immédiatement suivis des Palestiniens, qui, malgré le double exode de leurs combattants, de Beyrouth en 1982 sous les coups d'Israël, et de Tripoli en 1985 sous ceux de la Syrie, ont encore près de 10 000 fidèles en armes au Sud et dans la Bekaa : 5 000 à 6 000 arabes, 3 000 à 4 000 anti-arabes. Malgré l'envoi auprès de l'OLP, à Tunis, d'un émissaire du gouvernement libanais, M. Mohsen Ibrahim, vieux allié des Palestiniens au temps de leur puissance à Beyrouth, leur position demeure floue. Ils refusent, a priori, de remettre leurs armes tant qu'Israël n'aura pas appliqué la résolution n° 425 du Conseil de sécurité et complètement évacué le sud du Liban.

Les « conseils »
de Damas

Aussitôt, les Forces libanaises, sans remettre en question leur acceptation de désarmer, ont posé comme condition que les milices « étrangères » le soient auparavant ou, tout au moins, concomitamment. A quoi les Palestiniens ont répliqué qu'ils ne sont pas une milice mais une « résistance ». Contre-riposte des FL : le ramassage des armes des Palestiniens fait partie intégrante des accords de Taëf, en application desquels le conseil des ministres l'a expressément décidé. La polémique prenait les allures d'un dialogue de sourds et rappelait les fâcheux souvenirs des premiers temps de la guerre, en 1975. Mais aujourd'hui les Palestiniens n'ont plus la position de force d'antan, plus personne n'a envie de guerroyer au Liban, et la Syrie, omnipotente, ne tolère pas de dérapage.



Aux FL rétives, Damas a « conseillé » fermement, par la voix de son chef d'état-major, le général Hikmat Chehab, qui a reçu leur ministre, M. Roger Dib, de ne pas leur attitude à celle des Palestiniens, en leur assurant que ceux-ci se soumettront ou seront soumis. Quant aux autres milices libanaises, toutes pro-syriennes, le général Chehab a promis qu'elles remettront leurs armes avant la milice chrétienne. « Commencez selon le calendrier. Pour l'achèvement de l'opération, on n'en est pas à une ou deux

semaines près... Mais ne soyez pas ceux par qui arrive la remise en cause des accords de Taëf », a-t-il fait valoir.

La conjoncture ne se prête guère aux ruptures et aux hostilités. La date, en d'autres temps fatidique du 30 avril devrait passer sans provoquer de tempête. La solution qui paraît se dessiner pour éviter l'impasse pourrait tenir en deux volets :

- Pour les Forces libanaises : restitution des armes prises à l'armée durant la guerre avec le général Aoun. Entreposage « à l'étranger » -

cuphémisme désignant Israël - du reste, notamment les chars et les gros canons venus d'Irak entre 1987 et 1990, d'une valeur de 300 millions de dollars, en attendant que la situation se décaisse et qu'il apparaisse si nécessaire, de les rapatrier ou si, devenues inutiles, de les revendre directement à partir de l'Etat hébreu. Dégagement de la route du littoral et démantèlement du barrage de Barbara, avec repli sur la première ligne de crêtes *grasso modo* à une dizaine de kilomètres de la côte, ce qui diminuerait de moitié environ le réduit des Forces

libanaises (550 kilomètres carrés actuellement), en attendant sa livraison totale.

- Pour les Palestiniens : évacuation vers la Bekaa de l'armement des formations pro-syriennes, anti-arabes. Le cas des arabes, coincés à Saïda et à Tyr, entre les armées israélienne et syrienne, restera provisoirement en suspens, jusqu'à ce que l'armée libanaise soit en mesure, avec le soutien syrien, de maîtriser la situation à Saïda et d'y mater, si nécessaire, les Palestiniens.

L'absorption des miliciens par les organismes d'Etat ne va pas sans problèmes. Après avoir proposé d'en prendre 14 000, le gouvernement, dont les caisses sont déjà vides et qui vit à coups de bons du Trésor, a relevé ce chiffre à 20 000. Les milices lui en proposent 60 000. Les chiffres réels de leurs effectifs n'excèdent pourtant pas 20 000 pour les combattants réguliers, dont 7 000 à 8 000 pour le PSP, autant pour Amal, 2 000 pour le Hezbollah, un millier pour les maradas, un autre millier pour le PSNS. En comptant les semi-réguliers et les administratifs, ces chiffres peuvent doubler. Mais on a l'impression que chaque chef de milice cherche à caser auprès de l'Etat tous les demandeurs d'emploi qui le sollicitent.

LUCIEN GEORGE

AMÉRIQUES

BRÉSIL : après une disparition de quarante-huit heures

Le protecteur des enfants de la rue de Rio affirme avoir échappé à ses ravisseurs

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Après avoir disparu pendant près de quarante-huit heures (le Monde daté 28-29 avril), le coordinateur du Mouvement des enfants de la rue de Rio-de-Janeiro, Volmer do Nascimento, a réapparu, samedi 27 avril, dans un hôpital du centre de la ville. Il a affirmé avoir été enlevé alors qu'il sortait d'une banque, et ensuite détenu dans un local de la ville. Toujours selon lui, il se serait échappé au moment où ses ravisseurs le transféraient dans un minibus vers un autre lieu.

Les principaux journaux brésiliens ainsi que les chaînes de télévision, qui ont très largement couvert l'événement, ont tous qualifié d'étranges le déroulement et l'épi-

logue de cet enlèvement. Volmer do Nascimento a été longuement entendu par la police ainsi que par le vice-gouverneur de l'Etat, M. Nilo Batista. Dans une conférence de presse, il a dit soupçonner deux magistrats de la Baixada Fluminense (banlieue nord de Rio) d'être à l'origine de sa disparition.

Celle-ci avait provoqué aussitôt de multiples protestations, dont celle d'America's Watch, l'organisation américaine de défense des droits de l'homme. Elle a eu en tout cas un effet positif : les dirigeants de la police militaire de Rio-de-Janeiro ont mobilisé deux hommes pour la protection de Volmer do Nascimento. La police fédérale avait assuré pendant un temps sa sécurité, et la police locale aurait dû prendre le relais, mais elle ne l'avait pas fait.

D. H-G.

ÉTATS-UNIS : la réglementation des armes à feu

Tous les anciens présidents américains sont favorables à la proposition de loi Brady

Tous les anciens présidents des Etats-Unis ont fait savoir qu'ils soutenaient la proposition de loi Brady sur le contrôle des ventes d'armes de poing, prévoyant l'instauration d'un délai d'attente d'une semaine pour permettre à la police de contrôler le passé judiciaire ou psychiatrique de l'acheteur potentiel.

Après l'ex-président Ronald Reagan, dont la conversion en faveur de cette réglementation avait fait grand bruit, les autres anciens présidents républicains Richard Nixon et Gerald Ford ont aussi bien que le démocrate Jimmy Carter ont fait savoir par des déclarations publiques ou par lettres qu'ils

approuvaient ces dispositions. Ces lettres ont été rendues publiques dimanche 28 avril, par le représentant démocrate Charles Schumer (New-York), partisan de cette réforme.

La proposition de loi, qui doit être discutée à la Chambre des représentants dans une dizaine de jours, soulève un chaud débat dans l'opinion, où les positions du lobby des partisans de la détention des armes à feu (NRA) semblent s'affirmer.

Le gouvernement du président George Bush a fait savoir qu'il n'accepterait cette disposition que si elle était votée avec des mesures anti-crime plus sévères. - (AFP)

MONTPELLIER
EUROCITÉ

Modèle
d'avenir.

"Douze états construisent aujourd'hui l'Europe du XXI^e siècle.

Les Eurocités, héritières des villes de la Hanse et du Quattrocento, rythmeront sa vie quotidienne.

Montpellier, dont la vie économique est bâtie sur la puissance de ses universités, de ses grandes écoles, de la recherche et de la formation, s'affirme comme un modèle de ville-technopole. Solidaire des villes de sa région, comme en témoigne le pôle Montpellier-Nîmes-Alès, et de ses zones rurales, Montpellier conjugue au quotidien, urbanisme innovant et qualité de vie. Avec un environnement de haut niveau, une vie culturelle et sportive intense, Montpellier la Surdouée a pour ambition d'être l'une des trente villes d'Europe qui marqueront le siècle à venir."

Georges FRÈCHE

Député-Maire de Montpellier - Président de Montpellier District



Montpellier est membre fondateur du Club des Eurocités, vice-président du Club Mondial des Technopoles, Centre d'Entreprise et d'Innovation modèle désigné par la CEE.

Contactez : Montpellier L.R. Technopole - Synergie 1 - Parc du Millénaire
770, rue Alfred Nobel - 34036 Montpellier cedex 1 - Tél : 67 22 77 77.

MONTPELLIER
LA SURDOUÉE

MONTPELLIER LANCÉ PAR ROUSSEAU TECHNOLOGIE

مكتبة الأمل

سكرا من الاجل

20 • Dimanche 28 - Lundi 29 avril 1991 •

6 Le Monde • Mardi 30 avril 1991 •

EUROPE

ALLEMAGNE : un congrès tumultueux

La « gauche modérée » impose ses candidats à la tête du mouvement des Verts

Deux jours et demi de débats tumultueux, du 26 au 28 avril, n'ont pas permis au parti des Verts allemands de donner le signal de ce nouveau départ souhaité par l'aile pragmatique du parti, les « réalistes ». Ces derniers, emmenés par le ministre de l'environnement de Hesse, M. Joscha Fischer, n'ont pu imposer ni leur réforme des statuts abolissant la rotation obligatoire des postes, ni leurs candidats comme porte-parole du parti.

NEUMÜNKSTER
de notre envoyé spécial

Après la défaite électorale du 2 décembre 1990, les Verts avaient repris quelque espoir à la suite de leur victoire en Hesse, où ils ont constitué le gouvernement régional avec le SPD, et en Rhénanie-Palatinat, le 21 avril. Le fait que ces succès se soient produits dans des Länder où l'organisation du parti est solidement tenue par les « réalistes » avait incité ces derniers à lancer une offensive générale pour s'emparer des leviers de commande à l'échelle nationale. Ils proposaient pour la direction un triumvirat composé de deux anciens députés, M. Antje Voll-

mer et M. Hubert Kleinert, et de M. Vera Wollenberger, qui siège actuellement au Bundestag comme représentante des mouvements des droits civiques est-allemands. Sur le papier, cette direction avait toutes les chances de s'imposer, comme la réforme des statuts du parti visant à corriger les faiblesses liées à une application rigide et dogmatique de la « démocratie basiste ». C'était compter sans la dynamique imprévisible des congrès des Verts et sans l'habileté tactique d'une gauche voulant à tout prix empêcher les écologistes d'outre-Rhin de se muer en un « FDP vaguement peint en vert », comme le lui reproche M. Jutta Dittfurth, l'égérie de la fraction la plus dure, les « fundis » qui a annoncé dimanche qu'elle quittait le parti.

Avant de claquer la porte, les « fundis » étaient tout de même parvenus à empêcher l'adoption par la majorité des deux tiers de la réforme des statuts qui auraient permis le cumul des mandats électifs et des fonctions dirigeantes du parti, une réforme jugée indispensable par les « réalistes » pour éviter les dysfonctionnements des années passées. Le congrès avait également décidé de confier l'un des deux postes de porte-parole à un membre du parti originaire de l'ex-RDA. Cela a permis à une quasi-inconnue, M. Christine Weiske, de l'emporter largement sur M. Antje Vollmer. Ce médecin de quarante et un ans, originaire de Berlin-Est, n'appartient pas à ce groupe de militant des droits de l'homme qui avait combattu le régime communiste avant le 9 novembre 1989. Les militants verts de Thuringe l'accusent même d'avoir eu des liens avec la Stasi, sans cependant apporter des preuves convaincantes. Aujourd'hui elle se reconnaît dans la tendance dite de la « gauche modérée » du parti, moins radicale que les « fundis », mais qui prône toujours la rupture radicale avec le

capitalisme. « Celui qui entretient des rapports positifs avec cette société est responsable de la misère du monde », a-t-elle lancé de la tribune, ce qui n'est pas du goût d'un Wolfgang Templin, militant de longue date des droits de l'homme dans l'ex-RDA qui estime que « ce n'est pas avec de telles inepties que l'on va amener vers nous les gens de l'Est ». L'élection du deuxième porte-parole fut une défaite de plus pour les « réalistes » : le leader de la gauche modérée, Ludger Volmer, trente-neuf ans, fils d'un ancien député CDU, l'a emporté sur Hubert Kleinert, un ami de Joscha Fischer.

LUC ROSENZWEIG

TURQUIE : épouse du président

M^{me} Ozal a été élue présidente du Parti de la mère patrie pour la province d'Istanbul

ISTANBUL

de notre correspondante

M^{me} Semra Ozal, l'épouse du président turc, a fait son entrée officielle dans l'arène politique, dimanche 28 avril, en remportant, par 351 voix contre 269, l'élection à la présidence du Parti de la mère patrie (ANAP) pour la province d'Istanbul. « Nous avons obtenu une douce victoire après des semaines de discussion au sein de la famille (de l'ANAP) », a déclaré M^{me} Ozal. Son succès a cependant été quelque peu terni par le souvenir de l'élection mouvementée du 3 mars dernier qui avait dû être suspendue, officiellement en raison du « manque de sécurité » dans la

salle où avait lieu la convention, officieusement en raison des divisions profondes au sein du parti qui rendaient la victoire de M^{me} Ozal difficile (Le Monde du 5 mars). La province d'Istanbul, la plus peuplée du pays et traditionnellement le bastion de la faction conservatrice, est d'une importance cruciale pour la direction interne du parti. La conquête d'Istanbul par M^{me} Ozal, qui défend une position libérale et pro-occidentale, devrait permettre au président de réduire l'influence des conservateurs et des islamistes, devenus « encombrants », et de rétablir l'équilibre délicat entre les diverses tendances au sein du parti.

NICOLE POPE

BELGIQUE : marquée par de nombreux slogans anti-européens

La « marche flamande » sur Bruxelles n'a pas eu le succès escompté

Plusieurs milliers de Flamands ont défilé, dimanche 28 avril à Bruxelles, pour demander notamment l'arrêt de « l'invasion par les eurocrates » de la périphérie néerlandophone de la capitale.

BRUXELLES

de notre correspondant

Ce n'était pas la grande foule des premières marches d'il y a trente ans pour l'autonomie culturelle et politique. C'était plutôt paisible - hormis quelques échauffourées entre forces de l'ordre et jeunes exaltés bien décidés à brûler le drapeau belge - mais certains slogans étaient exaspérants pour un gou-

vernement qui veut promouvoir l'image de « Bruxelles, capitale de l'Europe », notamment dans la lutte avec Strasbourg pour le siège du Parlement des douze. Car c'est un « non » clair et net qu'un bon tiers des manifestants - dont les radicaux du mouvement Vlaams Blok - ont exprimé aux fonctionnaires des institutions européennes qui coulent des jours heureux dans les banlieues fleuries de Bruxelles.

La raison essentielle de ce courroux tient au fait que la capitale belge, en grande majorité francophone, se trouve enclavée en terre flamande et que ses limites administratives sont en principe définitives, pour éviter qu'elle n'empêche sur autrui. Or, imitant en cela nombre de Bruxellois aisés (même si certains de ceux-ci avouent qu'ils hésitent à faire un important investissement immobilier « dans une région où on ne sait pas ce qui pourrait arriver un jour » et préfèrent acheter dans le Brabant wallon, quitte à faire des kilomètres en plus pour aller au travail), les exaltés des institutions européennes ont tenté de s'installer au sud de la ville, loin du bruit et de la promiscuité des quartiers du centre. Dans les communes dites « à facilités », c'est à dire tolérant un bilinguisme partiel, ou plus loin encore, en zone exclusivement néerlandophone, ils viennent grossir les rangs des habitants qui ne parlent pas la langue du terroir, voire - horreur suprême ! - qui pourraient bénéficier un jour du droit de vote aux élections communales.

Sens
de l'hospitalité

En fait, ce thème ne mobilise que les « flamingants » purs et durs, attentifs à ne rien laisser se créer qui puisse remettre en question les acquis d'une longue lutte sur le plan institutionnel, mais il rejoint des revendications plus diffuses, ayant trait à la disparité des revenus entre Belges moyennés et fonctionnaires européens. La seule

Commission européenne emploie à Bruxelles 10 000 personnes, dont l'installation, le plus souvent en location, fait des heureux parmi les propriétaires, mais entraîne une hausse continue des loyers pour le haut de gamme. Sans atteindre tout à fait le niveau de Paris, ceux-ci connaissent depuis un an une flambée qui a des effets d'entraînement sur l'ensemble du marché. De quoi tempérer l'engouement officiel pour le drapeau bleu aux douze étoiles...

Par conviction européenne, sens de l'hospitalité et meilleure évaluation, en termes globaux, des retombées économiques de la présence de la Commission et de ce qui gravite autour d'elle, le Parti social-chrétien flamand (CVP), celui du premier ministre, M. Wilfried Martens, ne participait pas à la marche. En revanche, une autre parti flamand de la coalition gouvernementale, la Volksunie, y était représenté. Il défilait sous des bannières qui proclamaient : « Frontière linguistique = frontière d'Etat ». En langage belge codé, cela revient à demander la scission de la province du Brabant, qui forme actuellement une seule entité administrative, mais avec une composante francophone et une néerlandophone.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

ALBANIE : deux morts au cours des émeutes de Shkoder. - Le gouvernement albanais a lancé, dimanche 28 avril, un appel au calme après la mort de deux personnes lors d'émeutes fomentées par des milliers d'Albanais cherchant de nouveau à quitter leur pays. Selon le ministre de l'Intérieur, les deux personnes sont mortes dans un incendie allumé dans un train par des manifestants à Shkoder. - (Reuters)

DU 25 AVRIL AU 5 MAI

NOUVELLE CITROËN ZX
VENEZ LA REGARDER, LA TOUCHER, L'ECOUTER,
L'ESSAYER ET LA GAGNER*



10 CITROËN ZX
A GAGNER
DANS TOUT LE RESEAU
CITROËN.

La meilleure façon d'apprécier la nouvelle CITROËN ZX, c'est de la voir rouler, la regarder arrêtée, l'écouter, s'installer à l'intérieur, prendre contact avec elle, en un mot : l'essayer.

La collection des CITROËN ZX vous attend dans tout le réseau CITROËN.

Au cours de cet essai, vous aurez l'occasion de participer à un tirage au sort pour gagner 10 CITROËN ZX mises en jeu. Grand jeu gratuit sans obligation d'achat.

L'automobile comme vous l'entendez est à découvrir du 25 avril au 5 mai dans notre réseau. Vous serez les bienvenus.

69 000 F

CITROËN ZX, une collection de 4 modèles à partir de 69 000 F. Tarif au 16 mars 1991.

RENDEZ-VOUS.

Programmez votre essai dans le réseau CITROËN dès maintenant en composant le numéro vert 05.05.24.24 (appel gratuit) ou le Minitel 36.15 CITROËN.



CITROËN

CITROËN préfère TOTAL

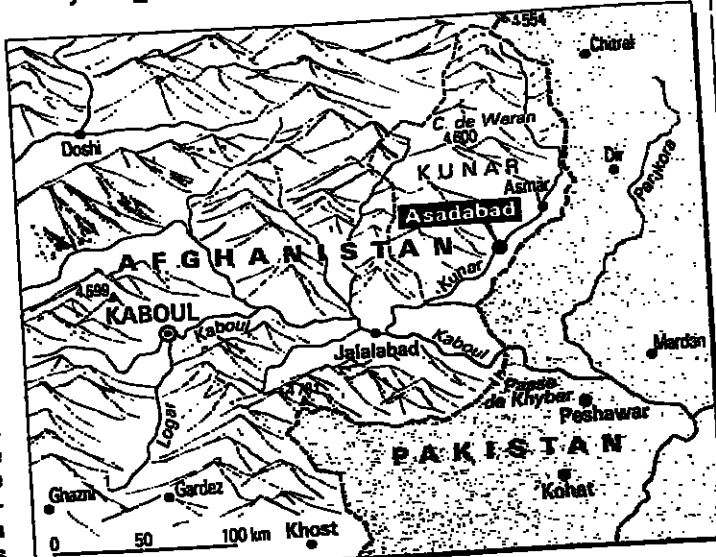
CITROËN ZX. L'AUTOMOBILE COMME VOUS L'ENTENDEZ.

ASIE

AFGHANISTAN : fin de la trêve dans la Kunar

Asadabad, après le carnage

A l'occasion du treizième anniversaire du coup d'Etat communiste de 1978, des milliers de moudjahidins réfugiés au Pakistan ont participé, samedi 27 avril, à des rassemblements au cours desquels ils ont réaffirmé leur détermination de lutter « jusqu'au bout » en vue de renverser le régime pro-soviétique de Kaboul. Dimanche, des combats, qui auraient fait de nombreuses victimes, se poursuivaient dans la province de Logar, à une cinquantaine de kilomètres au sud de la capitale. La semaine dernière, les forces gouvernementales ont bombardé la vallée de la Kunar, quatre jours après que la ville d'Asadabad eût été dévastée, selon la résistance, par deux missiles Scud (le Monde daté 23 et 24 avril).



ASADABAD

de notre envoyé spécial

Le centre d'Asadabad, son bazar où se pressait la foule compacte des marchands et des voyageurs, s'est comme volatilisé samedi 20 avril. En quelques minutes, ce ne furent que débris calcinés, murs effondrés, carnage humain. Cinq jours plus tard, les preuves du lancement de missiles Scud par le gouvernement de Kaboul sur la capitale de la province de la Kunar, ne sont pas ensevelies, et les corps ont été vite ensevelis, et les « deux cratères » rebouchés. « Une flamme dans le ciel », « une ou peut-être deux explosions », et puis des hurlements, le feu qui se déchaine, la ville qui paraît exploser tout entière... voilà tout ce dont on se souvient.

Un silence de mort enveloppe Asadabad. Le sol est jonché de balles, d'obus de mortier et de roquettes en partie explosées, preuve au moins qu'il y avait bien, au centre du bazar, un dépôt de munitions, situé à proximité d'un stock de carburant. Le « feu d'artifice » fut intense. Entassés dans des voitures, les blessés furent acheminés sur des routes défoncées vers les dispensaires locaux, la plupart démunis de médicaments.

M. Nour Mohammad Madjit, « ministre des affaires étrangères » du gouvernement islamique de la province « libérée » - en octobre 1989 - de la Kunar, se montre très réservé lorsqu'on lui parle d'aide humanitaire occidentale : « A condition que cette aide soit désintéressée, sans arrière-pensées, que l'on ne veuille pas se mêler de nos affaires intérieures, peut-être... ». Le ministre, qui évalue le nombre de morts à deux cents du côté des moudjahidins, femmes et enfants compris, et à cent parmi les voyageurs (d'autres responsables locaux affirment que quatre cents corps ont été enterrés) réfute la « propagande » du gouvernement de Kaboul imputant la responsabilité du carnage à un règlement de comptes entre les deux formations de la résistance afghane qui se partagent la province, le Hezb-I-Islami de Gulbuddin Hekmatyar et le Jamiat-Uddawa.

EN BREF

□ INDE : M^{me} Danielle Mitterrand a été reçue par le dalaï lama. - Le dalaï lama, chef spirituel des Tibétains, a reçu, samedi 27 avril, M^{me} Danielle Mitterrand, présidente de la fondation France-Liberté, à Dharamsala, lieu de son exil, dans le nord de l'Inde. La veille, M^{me} Mitterrand avait déclaré qu'elle épousait la cause du peuple tibétain. - (AFP)

□ Assassinat d'un ancien ministre sikh au Pendjab. - Des militants sikhs ont tué, samedi 27 avril, au Pendjab (nord de l'Inde), un ancien ministre sikh candidat aux prochaines élections, M. Malkiat Singh Sandhu, et un responsable local du

La ville est aux mains des Salafis, une secte liée religieusement et financièrement à la monarchie wahabite d'Arabie saoudite, et dont le Jamiat-Uddawa est le prolongement politique. L'argument des Salafis permet d'acheter des commandants locaux, lesquels ne voient aucun inconvénient, moyennant armes et munitions, à accepter, pour un temps, la rigidité doctrinaire de la secte. Les relations des « wahabites » avec les autres fondamentalistes qui sont les combattants du « Hezb » furent longtemps conflictuelles et le sont encore parfois. Dans la vallée, les garnisons du Hezb-I-Islami et des Salafis, armées jusqu'aux dents, se succèdent.

La fin du retour des réfugiés

Une fois passées les zones tribales qui forment comme un pont entre le Pakistan et l'Afghanistan, puis la frontière pakistanaise, un panneau du « gouvernement islamique » de la Kunar vous souhaite la « bienvenue ». La route descend du col vers la vallée, pour atteindre le pont de Nawabad. A gauche, c'est la direction de Jalalabad. Le paysage, jusqu'à là rocheux, devient vert et riche, et qui vaut à la capitale du Nangrahar son surnom de « jardin » de l'Afghanistan. A droite, la route se rétrécit et longe le lit de la rivière Kunar. De 1980 à 1985, les bombardiers soviétiques enfilaient cette vallée encaissée pour la noyer sous un tapis de bombes.

Première province à s'être libérée, la Kunar paie aujourd'hui le prix de cette indépendance : mercredi 24 avril, pour la première fois depuis deux ans et demi, l'aviation est revenue. Les bombardements de trois zones (Nurgul, Chawki et Narang Danduna), situées entre Jalalabad et Asadabad, ont suivi les tirs de Scud sur cette ville. Le régime de Kaboul a-t-il jugé que le premier « avertissement » était insuffisant ? Sans doute. « Les communistes savent que les moudjahidins se préparent à attaquer plusieurs villes, ils veulent nous intimider », explique le ministre islamique. L'offensive gouvernementale a porté un coup d'arrêt

au mouvement de retour des réfugiés installés dans les camps du Pakistan. Environ 20 % de ceux qui avaient déserté la vallée étaient revenus depuis octobre 1988. Timidement, les travaux agricoles avaient redémarré dans les zones déminées. Dans la Kunar, la reprise des bombardements ressemble fort à un cauchemar.

LAURENT ZECCHINI

CORÉE DU SUD : le limogeage du ministre de l'intérieur

Les tensions sociales s'exacerbent

Le président Roh Tae-woo a limogé, samedi 27 avril, son ministre de l'intérieur, M. Ahn Eung-mo, après la mort d'un étudiant battu à coup de barres de fer par des policiers au cours d'une manifestation. Il l'a remplacé par l'un de ses conseillers, M. Lee Sang-yeon.

SÉOUL

de notre envoyé spécial

Le limogeage du ministre de l'intérieur est intervenu quarante-huit heures après celui du ministre de l'environnement, provoqué par le plus important scandale de pollution que la Corée ait connu (le Monde daté 28-29 avril). Ces affaires ont soulevé dans l'opinion publique une réaction de colère unanime. La « valse » des ministres ne suffira sans doute pas à remédier à un malaise social profond dont ces événements ne sont que les épiphénomènes.

Les étudiants ne bénéficient certes plus du même soutien populaire qu'au cours des derniers mois du régime Chun Doo-hwan. Mais les brutalités policières ont ravivé les souvenirs. Au printemps 1987, c'est la mort d'un étudiant, au cours d'un interrogatoire, qui avait transformé les manifestations estudiantines en mouvement de protestation populaire.

Le monde ouvrier a pris la balle au bond et le Conseil national des

syndicats (Chonnohyop), organisation militante, a accusé le gouvernement d'être responsable de la mort de l'étudiant. Alors que sont en cours les négociations annuelles entre patronat et syndicats, ces derniers font l'objet d'une répression visant à étouffer dans l'œuf toute action qui risquerait de faire tache d'huile.

La menace d'une grève générale plane. Dans un pays où la pratique du dialogue social est pour le moins sommaire, le débat risque de passer de l'usine à la rue. La classe moyenne est également mécontente. La démocratisation est loin d'avoir été synonyme de mieux-être.

L'inflation (sans doute à deux chiffres en 1991) entame le niveau de vie, l'écart entre riches et pauvres est flagrant et la spéculation foncière a privé les salariés de l'accès à la propriété.

Perte de compétitivité

Tous souffrent d'une pollution alarmante. Les Coréens se méfient de l'eau qu'ils boivent, l'air de Séoul est devenu irrespirable et la congestion du trafic, dans une mégapole où est concentré un quart de la population, a atteint un point limite. L'an dernier, on a enregistré une centaine de mouvements de protestation contre la pollution à travers le pays.

Ces tensions sociales - dont le développement de la petite crimi-

nalité est un signe - ont pour toile de fond une économie qui, sur le papier, semble repartir, mais dont les tendances restent mauvaises. La Corée a perdu son avantage, en raison des augmentations salariales de ces trois dernières années. Le passage à la démocratie a entraîné le paiement de l'ardoise sociale. Les augmentations ont été annulées de l'ordre de 20 % et la balance commerciale, excédentaire en 1988, s'est en ressentie : elle est redevenue déficitaire (de 6 à 7 milliards en 1991).

M. Roh Tae-woo obtient sans doute des succès diplomatiques, mais à l'intérieur il louvoie entre les difficultés plus qu'il n'y remédie. Aussi, devant la montée du mécontentement social, M. Roh entend-il prendre les devants. Pour prouver la rapidité de sa décision de limoger le ministre de l'intérieur, l'arrestation des quatre policiers responsables de la mort de l'étudiant et l'engagement qu'ils passeront en jugement pour meurtre.

Le malaise que connaît la Corée est celui d'une période de transition. Les problèmes longtemps étouffés sous la chape des régimes précédents sont apparus au grand jour. A ce lourd héritage s'ajoute la perte de compétitivité de l'économie. Cette période de transition, avec son cortège de tensions, est loin d'être achevée.

PHILIPPE PONS

En avance,



Pas besoin d'être la plus grande pour être la 1^{re} dans les matières d'avenir : 1^{re} au palmarès des villes les plus dynamiques de France, 1^{re} en création d'entreprises et d'emplois...

Inspirée,



Eurocité créative, elle fait courir les artistes et les publics du monde entier : en 1991, 3 festivals internationaux de musique, danse, et cinéma, 80 concerts à l'Opéra Berlioz, 21 congrès internationaux au Corum, le Palais des Congrès.

Nature.



Dans un merveilleux environnement, entre Méditerranée, Camargue et Cévennes, Montpellier Eurocité rime avec défense de l'environnement et écologie, une écologie au service des hommes.

MONTPELLIER
LA SURDOUÉE

Le Monde
DOSSIERS
& DOCUMENTS

Mai 1991

SPÉCIAL EXAMENS

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE
ET DE LA FRANCE

Indispensable pour actualiser ses connaissances
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

مكتبة الامم المتحدة

صكنا من الاجل

AFRIQUE

ALGERIE : Selon le « Sunday Times »

Pékin aiderait Alger à se doter de l'arme nucléaire

L'Algérie est en train de se doter des moyens de fabriquer une bombe nucléaire avec l'aide de la Chine. C'est ce qu'affirme le *Sunday Times* du 28 avril dans un long article qui semble inspiré par les services secrets britanniques. Le *Sunday Times* croit savoir que le rapport établi par le MI 6, principal service de renseignement du Royaume-Uni, sera présenté au premier ministre dans les jours à venir. Les révélations qu'il contient seraient corroborées par des photos prises, en janvier, par un satellite de la CIA.

LONDRES,

de notre correspondant

Les experts chinois auraient fourni aux Algériens le savoir-faire nécessaire à la construction d'un réacteur de 40 mégawatts, à environ 270 kilomètres au sud d'Alger, au pied de l'Atlas, près de la ville d'Ouassera. Les travaux auraient commencé il y a moins de deux ans et devraient être achevés en 1993. Le réacteur serait alors capable de produire 8 kilos de plutonium par an. Selon les services secrets britanniques, l'Algérie pourrait ainsi se doter de l'arme nucléaire avant 1998.

Les installations sont situées dans une zone militaire interdite, entourée d'un grillage et protégée par une base aérienne et une batterie de DCA. Le chiffre de 40 mégawatts a été calculé en fonction de la taille des tours de refroidissement. Le complexe d'Ouassera comporterait aussi une usine de retraitement du combustible nucléaire. L'importance de l'ensemble exposerait qu'il puisse servir de réacteur expérimental. Les techniciens du MI 6 écartent aussi l'hypothèse d'une centrale destinée à produire de l'électricité à des fins civiles, car elle n'est pas équipée pour cela et qu'elle est trop éloignée des régions fortement peuplées.

L'Algérie a expulsé, le 10 avril, l'attaché militaire britannique, le colonel William Cross. Selon le *Sunday Times*, il aurait été arrêté près du réacteur d'Ouassera. Il était porteur d'un appareil photographique et son film aurait été confisqué par les autorités locales. Le Foreign Office a nié, sans vigueur excessive, que ce diplomate se soit livré à des activités « incompatibles avec son statut ».

« Bombe islamique »

La CIA avait repéré ces installations suspectes, en janvier, sur une photo satellite. Conformément à une vieille tradition, les Américains ont peut-être alors demandé aux Britanniques d'aller voir sur place. La CIA avait indiqué à la commission du Congrès, qui s'occupe des questions de renseignement, que des experts chinois aidaient les Algériens à mettre au point une tête porteuse qui puisse être adaptée sur les missiles soviétiques Scud-B que l'Algérie a achetés à l'URSS. L'Algérie n'a pas signé le traité sur la non-prolifération nucléaire. Elle ne dispose officiellement que d'un réacteur expérimental, construit avec l'aide de l'Argentine. Ce pays lui fournit aussi l'uranium dont elle a besoin.

Selon le *Sunday Times*, les services secrets britanniques s'inquiètent des conséquences pour la région méditerranéenne et pour le Proche-Orient de l'acquisition de l'arme nucléaire par l'Algérie. Celle-ci pourrait, selon eux, devenir le Pakistan dans la mise au point de la première « bombe atomique islamique ».

Le rapport du MI 6 rappelle le soutien apporté par Alger à M. Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe, la popularité dont celui-ci jouit dans la population, et le risque de voir les intégristes remporter les élections législatives du 27 juin. Auparavant, ils voulaient faire pression sur Londres et sur Washington pour que les deux gouvernements prennent l'affaire au sérieux, les services secrets britanniques ne s'y seraient pas pris autrement.

DOMINIQUE DHOMBRES

Après le report de la visite de M. Roland Dumas

Le premier ministre reproche aux hommes d'affaires français leur manque de fair-play

Quand M. Roland Dumas achève-t-il sa tournée maghrébine qui doit encore le conduire à Alger et à Tunis, deux étapes qu'il avait annulées, inopinément, à la mi-avril, « pour des raisons de calendrier » ? Le ministre des affaires étrangères se dit très pressé de finir ce périple qui ne pourra avoir lieu ni avant la deuxième semaine de mai, compte tenu de ses engagements, ni après le 1^{er} juin, puisque l'Algérie entrera alors en campagne électorale.

M. Dumas est-il seul maître de son emploi du temps ? Ce n'est un secret pour personne que, s'il est attendu avec intérêt et sympathie à Tunis, l'annonce de sa visite à Alger continue de susciter, au sein de la classe politique locale, des réactions mitigées. On peut donc penser que les « raisons de calendrier » n'expliquent pas tout.

Au pouvoir ou dans l'opposition, ce

monde politique s'affiche d'autant moins oublieux de la position de Paris pendant la guerre du Golfe qu'à l'approche des élections législatives du 27 juin, il se livre à des surenchères dans les relations avec l'ancienne métropole font les mois. Début mars, une fois éteint le fracas des armes, M. Sid Ahmed Ghazali, le chef de la diplomatie algérienne, avait exprimé le « sentiment », lors d'un entretien accordé au *Figaro*, que, dans le choix de la France, « les Maghrébins ont compté pour moins que rien ». Cette « hypothèse », avait-il ajouté, « pèsera sur nos discussions futures ».

Après le rôle que M. Dumas a joué personnellement dans la guerre contre l'Irak, sa visite est inacceptable, a fulminé Ali Benbaï, le préfacier du Front islamique de salut. De son côté, l'observateur, un nouvel hebdomadaire considéré comme proche du pouvoir, s'est fait l'écho, la semaine dernière, de l'opinion des diplomates algériens et tunisiens qui, à l'en croire, jugent ce déplacement « prématuré et inutile dans les conditions actuelles ».

Le ton d'El Moudjahid, l'organe du FLN, le parti au pouvoir, est tout aussi vindicatif à l'encontre de Paris. Evoquant la récente réélection par la gauche algérienne – confirmée par le *Sunday Times* – de la coopération nucléaire sino-algérienne, le quotidien a fait état de « plans de déstabilisation déjà montés par les officiers de la CIA, de la DGSE, outre-atlantique et outre-méditerranéenne, pour creuser le tombeau de l'Algérie ».

« Jouer la division »

Les médias algériens, qui relèvent que la coopération franco-algérienne a repris son rythme de croisière, reprochent à Paris son peu d'engagement à aider leur pays à sortir du marasme économique. Ils l'accusent de « ne faire aucun geste financier » de « s'effrayer d'un Maghreb uni, donc fort » et de « jouer à fond la division ».

Lors d'une tournée à l'intérieur du pays, M. Mouloud Hamrouche, le premier ministre, vient, lui aussi, d'exprimer des doléances officielles. Les premiers qui ont manifesté leur opposition et leur rejet de l'ouverture du marché algérien à la concurrence sont les partenaires économiques français qui se savent incapables de concurrencer les Allemands, les Italiens, ou les Japonais dans certains secteurs », a-t-il déclaré.

Suscités ou non par le maelstrom politique local, les malentendus semblent à ce point sérieux, d'un bord à l'autre de la Méditerranée, que l'on en arrive à comprendre qu'une visite de M. Dumas n'aurait pas suffi à dissiper et que le ministre souhaite s'attarder un peu à Alger pour tenter de les régler. Encore faudrait-il que l'on veuille bien l'y accueillir sans gêne.

J. de B.

AFRIQUE DU SUD

L'ANC accuse le gouvernement d'être « impliqué » dans les violences

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Dix personnes ont été tuées, dimanche 28 avril, à Soweto, après les obusques du maire de Deap-meadow, assassiné quelques jours auparavant. Quatorze personnes sont mortes dans le ghetto d'Alexandra depuis samedi matin et une dizaine d'autres ont été victimes de violences dans d'autres cités noires.

Le Congrès national africain (ANC), dont les militants s'opposent sur le terrain à ceux du parti Inkatha, à dominante zouloue, et qui accuse régulièrement une « troisième force » de jouer les semeurs de troubles au sein de la communauté noire, avait indiqué, samedi, au cours d'une conférence de presse réunie au domicile de M. Nelson Mandela, qu'il craignait précisément les événements qui ont eu lieu, dimanche, à Soweto.

Dans un communiqué, l'ANC affirme qu'un plan existe pour assassiner ses cadres dans la région

□ M^{me} Winnie Mandela écartée de la présidence de la Ligue des femmes de l'ANC. – M^{me} Winnie Mandela, qui se présentait, samedi 27 avril, au poste de présidente de la Ligue des femmes de l'ANC, a été largement battue par M^{me} Gertrude Shope. Elle a recueilli, à l'issue d'un vote secret, 196 voix, tandis que M^{me} Shope en a obtenu 400, après avoir bénéficié du désistement de M^{me} Albertina Sisulu, épouse du dirigeant de l'ANC. – (AFP)

de Johannesburg. A en croire l'ANC, l'offensive devrait être menée à bien d'ici au 9 mai, afin de mettre en péril l'« accord de paix » signé avec l'Inkatha le 29 janvier à Durban, et de diminuer la portée de la « lettre ouverte » qu'il avait adressée au président de la République et à son gouvernement. « Nous déplorons que le régime de l'apartheid n'ait pris aucune mesure crédible pour mettre fin à la violence, bien que nous lui ayons transmis toutes nos informations », écrit l'ANC en réaffirmant sa conviction que « l'Etat est impliqué dans ces actes de déstabilisation ». Il estime « ne pas avoir d'autre option » que de réitérer les demandes contenues dans sa lettre ouverte au gouvernement : « Des lois interdisent le port d'armes lors de rassemblements publics, la démission des ministres de la défense et de la loi et de l'ordre, le démantèlement de toutes les unités anti-insurrectionnelles, l'utilisation de méthodes acceptables de contrôle des foules et l'évacuation des hostels, les résidences pour travailleurs migrants célibataires devenues progressivement des fiefs de l'Inkatha ».

Autant de mesures qui devraient être prises avant la date-butoir du 9 mai, faute de quoi l'ANC refuserait d'aller plus avant dans ses discussions avec le gouvernement sur la conférence multipartite ainsi que sur la nouvelle Constitution. – (AFP)

FREDERIC FRITSCHER

EN BREF

□ CENTRAFRIQUE : libération des onze colporteurs du général Bozize. – Les onze ressortissants centrafricains interpellés au Bénin, « rapatriés » de force et emprisonnés en Centrafrique en juillet 1989 en compagnie du général François Bozize, ont été relâchés, jeudi 25 avril, à l'après-midi de source informée à Bangui. Cette mesure intervient quelques jours après l'annonce d'une amnistie générale décidée par le président Kolingba. Le général Bozize, soupçonné de complot contre le chef de l'Etat, inculpé pour « complicité d'assassinat » et « menées subversives » reste, lui, en prison, dans l'attente de son procès, qui a déjà été plusieurs fois reporté.

□ MALI : manifestation de soutien au régime. – Plusieurs milliers de manifestants ont participé, dimanche 28 avril, à Bamako, à une marche de soutien au nouveau régime, organisée par des associations favorables à la démocratie. Cette marche a eu lieu au lendemain de violents affrontements entre

lycéens et forces de police qui avaient fait quarante-sept blessés. Selon le premier ministre, le « fossé d'incompréhension créé entre citoyens civils et citoyens en uniforme » par l'ancien régime explique ces incidents. En outre, samedi, à Gao, une patrouille militaire a essuyé des coups de feu « tirés par des éléments armés » et a riposté, faisant un mort et deux blessés. Le même jour, un groupe de Touaregs a attaqué la localité de Djébo, à 40 kilomètres au nord de Gao, et enlevé trois gardes. – (AFP)

□ MAROC : condamnation de 42 « émeutiers » à Fès. – Toutes les personnes poursuivies devant les tribunaux après les émeutes du 14 décembre dernier « ont bénéficié des garanties et protections prévues par la loi » a affirmé, samedi 27 avril, dans un communiqué, le ministère de la justice. Des journaux d'opposition avaient, à plusieurs reprises, souligné la « sévérité » des condamnations prononcées au cours des procès et évoqué des vices de procédure.

Vendredi, la cour criminelle de Fès a condamné 42 personnes, notamment accusées de « troubles à l'ordre public », à des peines de quatre mois à 10 ans de prison. – (AFP)

□ NIGER : acquittement de 44 Touaregs. – Les 44 Touaregs jugés pour atteinte à la sûreté de l'Etat dans l'affaire de Tchintabaraden ont tous été acquittés, à l'is-

sue d'un procès qui s'est achevé, samedi 27 avril, à Niamey. L'attaqué de Tchintabaraden, en mai 1990, par un groupe de Touaregs rapatriés de Libye avait provoqué une violente riposte de l'armée nigérienne, qui avait fait officiellement 63 morts et, selon la presse internationale, plusieurs centaines de blessés. – (AFP)

DIPLOMATIE

La réunion des ministres des affaires étrangères de la CEE

Les désaccords à propos d'une politique de défense européenne restent entiers

Réunis les 27 et 28 avril à Mondorf-les-Bains (Luxembourg), les ministres des affaires étrangères des Douze ont débattu du processus de paix au Proche-Orient et émis de nouvelles propositions relatives à la protection des populations kurdes d'Irak (voir page 3). La mise en place progressive d'une politique de défense commune était l'autre grand sujet de cette réunion informelle, mais les désaccords sur ce point restent entiers.

LUXEMBOURG
(Communautés européennes)

de notre envoyé spécial

Une politique étrangère commune ne se conçoit pas sans une expression claire de l'identité européenne en matière de sécurité : à ce stade, l'accord entre les Douze se limite à ce principe de portée générale. Pour le reste, en dépit de l'optimisme manifesté à l'issue de la réunion par M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois qui présidait les travaux, les clivages semblent bien rester entiers. Trois pays membres – le Royaume-Uni, les Pays-Bas et le Portugal – sans nier l'opportunité de renforcer le pilier européen de l'Alliance et en se prononçant en faveur d'une force d'intervention européenne susceptible d'intervenir hors de la zone de l'OTAN, estiment que les principales décisions ayant trait à la défense de l'Europe doivent continuer à être prises au sein de l'OTAN et de sa structure de commandement intégrée. Cela correspond pour l'essentiel à ce que demandait M. James Baker.

Huit Etats membres (l'Irlande en raison de sa neutralité se tient délibérément en marge de la discussion), en soulignant qu'ils ne cher-

chent d'aucune manière à affaiblir l'Alliance atlantique, revendiquent plus d'autonomie pour la Communauté ; la France, vite suspectée d'anti-américanisme par ses partenaires, le fait, c'est vrai, avec une particulière netteté.

Lors d'une précédente réunion, les ministres avaient chargé leurs directeurs politiques de réfléchir sur les liens établis entre l'UEO (Union de l'Europe occidentale) et la Communauté, d'une part, l'UEO et l'Alliance atlantique d'autre part. L'UEO devait-elle jouer le rôle d'une simple passerelle entre l'union politique des Douze et l'Alliance (position du Royaume-Uni, des Pays-Bas et du Portugal), ou bien, mettant en œuvre les orientations du Conseil européen, apparaître davantage comme le porte-parole de la Communauté (position des huit autres Etats membres) ? Dans le rapport qu'ils ont présenté aux Douze, les directeurs politiques, en présence de ces deux thèmes, se sont livrés à un exercice d'équilibre jugé apparemment par les ministres d'un intérêt limité, la principale originalité de leur document consistant à préconiser le déménagement d'un secrétariat de l'UEO de Londres à Bruxelles !

Les Douze appellent l'OLP à la modération

« Nous devons d'abord traiter le problème de fond : les Européens veulent-ils bâtir entre eux une communauté de défense ? Il faut recentrer notre discussion sur les contours que nous voulons donner à l'union politique. L'organisation des relations de l'UEO avec l'Alliance atlantique ne constitue pas le problème central », a commenté M. Roland Dumas. Comme pour illustrer ce changement de tactique, les ministres ont chargé leurs représentants personnels, ceux-là mêmes qui rédigent le traité sur

l'union politique, de reprendre en main l'examen du dossier « Sécurité », lequel, selon M. Jacques Delors, apparaît d'ores et déjà comme un des principaux points de l'ordre du jour du Conseil européen de la fin juin.

Le président de la Commission européenne a déploré que la réflexion engagée par les Seize de l'Alliance atlantique sur la « rénovation » de cette dernière, afin de tenir compte de la nouvelle donne politico-stratégique en Europe, ne progresse pas plus vite. Ce serait le meilleur moyen, pense-t-il, de montrer que la mise en place d'une

Pile ou face

Pile : l'Anglais Brian Crowe ; face : le Belge Pierre Champagne. Les Douze s'en sont remis au sort pour désigner dimanche 28 avril un haut fonctionnaire de la Communauté, le secrétaire général de la Coopération politique européenne, qui, pendant quatre ans, aura la charge de coordonner les positions des Douze en matière de politique étrangère.

« Il fallait choisir entre deux candidats d'égale qualité », a expliqué M. Jacques Poos, le ministre luxembourgeois. Chacun avait obtenu l'appui de six Etats membres dans la course à la succession de l'italien Giovanni Lanzi.

A la demande de M. Jacques Poos, le ministre belge Mark Eyskens a alors sorti de sa poche une pièce de 20 francs belges. « Et c'est le roi Baudouin (dont l'effigie orne le côté face des pièces belges) qui est sorti », a raconté, ravi, le ministre du plat pays. – (Ruxor.)

politique européenne de sécurité peut arranger tout le monde, y compris les Américains qui veulent réduire le nombre de leurs troupes stationnées en Europe.

Les Douze ont renouvelé leur soutien aux efforts de M. James Baker pour enclencher le processus de conciliation au Proche-Orient. « Il est indispensable que la conférence de paix – quelle que soit son appellation – se réunisse et que la Communauté y participe », a souligné M. Poos. M. Roland Dumas a rendu compte à ses collègues de son récent voyage en Libye et en Egypte, ainsi que de son entretien avec M. Yasser Arafat, à qui il a conseillé d'accueillir avec un esprit d'ouverture le projet de conférence régionale de M. Baker. Le ministre français a été dispensé de commentaires aigres-doux sur l'opportunité de cette démarche.

Au contraire, les Douze qui, pendant la guerre du Golfe, avaient gelé leurs relations avec l'OLP, ont décidé de s'en rapprocher : un représentant de la présidence luxembourgeoise remettra bientôt à l'ambassadeur de l'OLP une réponse de la Communauté à la lettre que M. Arafat avait adressée à M. Jacques Santer, le premier ministre du grand-duché, à la veille du Conseil européen du 8 avril. Par ce message « qui ne sera pas un simple accusé de réception », a précisé M. Dumas, les Douze invitent à leur tour le dirigeant palestinien à agir avec modération.

PHILIPPE LEMAÎTRE

1990
5 MOIS DE CRISE
DANS LE GOLFE
Une condition
Le Monde édité par Jacques
EN VENTE EN LIBRAIRIE

DIPLOMATIE

M. Michel Rocard en visite officielle en Nouvelle-Zélande

Paris et Wellington tournent définitivement la page de l'affaire du « Rainbow-Warrior »

En visite officielle pour deux jours en Nouvelle-Zélande, le premier ministre, M. Michel Rocard, a réaffirmé, lundi 29 avril, que la France s'était mal comportée dans l'affaire du Rainbow-Warrior. « Il y a bientôt six ans, la France a commis ici, en Nouvelle-Zélande, une faute; elle l'a reconnue, elle a présenté ses excuses et versé des indemnités », a déclaré M. Rocard après avoir signé avec son homologue néo-zélandais, M. Jim Bolger, un accord entérinant la création d'un fonds de 11,7 millions de francs destiné à relancer l'amitié entre les deux pays. « Des malentendus se sont développés, des incompréhensions nous ont opposés; il faut aujourd'hui les dépasser », a ajouté M. Rocard. Ce voyage du premier ministre, prévu en janvier dernier et qui devait s'accompagner d'un aller-retour dans l'Antarctique, avait été repoussé en raison de la guerre du Golfe. M. Rocard se rendra ensuite en Corée du Sud.

WELLINGTON

de notre envoyé spécial

C'est à l'enterrement de première classe et sans fanfare d'une affaire à la fois peu glorieuse, cafouilleuse et sanglante, que M. Rocard devait procéder avec son homologue néo-zélandais, M. Jim Bolger. Cela fait des années que le premier ministre français voulait se rendre dans ce pays des antipodes; lui qui, depuis longtemps, ne cache pas sa prédilection pour le Pacifique sud.

Il aura fallu pour cela que soit enfin apuré – il y a tout juste un an, par un tribunal arbitral – le contentieux de l'attentat contre le Rain-

bow-Warrior qui, depuis le 10 juillet 1985, empoisonnait des relations déjà brouillées par les essais nucléaires de Mururoa.

Que d'invectives et de coups bas cette regrettable affaire aura entraînés entre deux pays, un temps au bord de la rupture! En plein hiver des antipodes, un commando de la DGSE avait saboté dans le port d'Auckland le Rainbow-Warrior, navire-symbole du mouvement antinucléaire Greenpeace, causant la mort d'un photographe d'origine portugaise. Quelques jours plus tard, deux agents français – les « faux époux Turange », en réalité le commandant Mafant et le capitaine Prieur – étaient arrêtés, puis condamnés à dix ans de prison.

Cette affaire à multiples rebondissements avait causé la chute du ministre de la défense, Charles Hernu, et soulevé de nombreuses questions, longtemps restées sans réponse, sur le rôle de la « troisième équipe » ou sur le fait de savoir quand M. François Mitterrand avait eu à connaître de l'opération.

A l'arrivée de M. Jacques Chirac à l'hôtel Matignon, un compromis avait été trouvé avec le bouillant premier ministre travailliste, M. David Lange, en vertu duquel le couple d'agents serait libéré et passerait trois ans « au piquet » sur l'atoll de Hao. Promesse oubliée au printemps 1988 par un Jacques Chirac en pleine campagne présidentielle, qui fera revenir les deux officiers en métropole sans respecter l'accord conclu.

Nommé chef du gouvernement, M. Rocard saura trouver les mots et les attitudes justes pour calmer l'ire antifrancophone, partagée par les trois millions de « Kiwis » qui en avaient fait une véritable affaire d'Etat. Protestant, M. Rocard comprenait peut-être mieux les Néo-Zélandais, auxquels il inspirait plus confiance que des « papistes ». Pourtant, c'est au premier chef de gouvernement catholique, et au « tombeur » des

travailleurs en octobre dernier.

M. Bolger, qu'il a affaire.

Le nouveau gouvernement conservateur a entrepris une deuxième révolution économique et sociale, qui bouleverse les traditions d'un pays qui fut, au tournant du siècle, le pionnier dans le domaine de la sécurité sociale. Déjà, six ans de travail à la néo-zélandaise avaient libéralisé l'économie comme M^{me} Thatcher elle-même n'aurait jamais osé le faire en Grande-Bretagne. M. Bolger et son ministre des finances, M^{me} Ruth Richardson, ont utilisé des pans entiers de la couverture sociale, afin de sortir le pays du marasme et d'attirer capitaux et investisseurs étrangers. Le coût de cette politique est très lourd pour la population, à laquelle on promet, après des larmes, des lendemains moins sombres.

Restaurer la confiance

Wellington pense que Paris, une fois renouée une amitié scellée dans les tranchées de la première guerre mondiale, a sa place à la fois dans l'économie néo-zélandaise – où Thomson-CSF ou TRT, par exemple, se sont bien implantées – et dans la France pour mieux faire (1) – et dans un Pacifique sud où la Nouvelle-Zélande fait figure de grande puissance.

Les accords de Matignon sur la Nouvelle-Calédonie, le consensus sur la protection du patrimoine de l'Antarctique, ont eux aussi contribué à restaurer la confiance; même si, sur le contentieux nucléaire, les deux capitales se contentent d'être d'accord sur leur désaccord, et si Wellington reste préoccupée par la politique agricole de la CEE.

On ne saurait attendre du bref coup d'aile du premier ministre qu'il règle comme par enchantement ces désaccords; du moins consolidés-ils le nouveau climat avec un pays qui, à deux semaines près,

aurait bien pu devenir français. C'est en effet avec ce retard, courant dans les courses de voile autour du monde, qu'un groupe de colons français débarqua en 1840 à Akaroa, où M. Rocard, lui-même navigateur amateur, prononcera un discours mardi.

PATRICE DE BEER

(1) Avec 1,7 % de part de marché, la France n'est que le dixième client de la Nouvelle-Zélande: nos exportations vers ce pays ne représentent que 0,05 % des ventes françaises dans le monde.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Comité de direction :

Jacques Lescaume, gérant

directeur de la publication

Bruno Fappert

directeur de la rédaction

Jacques Guili

directeur de la gestion

Maurice Lucbert

secrétaire général

Rédacteurs en chef :

Jacques Amalric

Jean-Marie Colombani

Robert Solé

adjoints au directeur

de la rédaction

Thomas Farenzi

Philippe Herremann

Jacques-François Simon

Daniel Vernet

directeur

des relations internationales

Anciens directeurs :

Hubert Beauvère-Méry (1944-1969)

Jacques Fauriol (1969-1982)

André Laurens (1982-1985)

André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75001 PARIS CEDEX 15

Tél. (1) 40-66-25-26

Télécopieur : 40-66-25-99

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEAUVERÈRE-MÉRY

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. (1) 40-66-25-26

Télécopieur : 40-60-30-10

On y prend goût
NOUVELLES FRONTIÈRES

a longé
sous le soleil,
je cligne des yeux
autour, tout est blanc et bien,
lumineux,
chaleureux,
savoureux,
est-ce de là que vient
le "calme Olympien"?

ATHENES 1150 F

VOL ALLER RETOUR. DEPART DE PARIS. PRIY MINIMUM
TAPEZ 36 15 NE. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs
Diplômés de l'Université de Londres
Vous propose une équipe de traducteurs

FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66

B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07

Siège social : Institut britannique de Paris

ALPHAPAGE, ET L'ENTREPRISE BOUGE AVEC VOUS



Envoyés par Minitel,
vos messages arrivent
en quelques instants
et en toutes lettres sur
votre Alphapage : le récepteur de poche
qui vous permet de rester informé en
permanence même lorsque vous vous
déplacez. Pour toute information,
TAPEZ 36 14 CODE ALPHAPAGE.

FRANCE
TELECOM

PAGE, VOS MESSAGES EN TOUTES LETTRES.

1990

هكذا من الاجل

DOD NEEDHAM

Le Monde • Mardi 16 avril 1991 •

AMSTERDAM

de notre correspondant

En dérobant, dimanche, vingt toiles de Vincent Van Gogh au musée du même nom à Amsterdam, deux inconnus ont commis un vol d'œuvres d'art qui est le plus spectaculaire de ces dernières années, mais aussi l'un des plus étonnants et surtout le plus rapidement éclairci. La police néerlandaise a en effet retrouvé la trace des tableaux, dont trois gravement endommagés (1), trente minutes seulement après que l'alerte ait été donnée.

Il était 7 h 45 lorsque la police d'Amsterdam a été prévenue du vol par le comité pérorateur la surveillance du musée. Et à 8 h 13, lorsque un témoin a appelé la police, le Volkswagen Passat, le véhicule dans lequel se trouvaient les deux voleurs, a été repéré à la gare d'Amsterdam. Les deux hommes ont été arrêtés à la gare, à moins de dix minutes du musée. Ils ont été libérés par les occupants mais ont remis leurs tableaux dans deux sacs à dos et un sac de sport.

Dire qu'un Van Gogh est plus à l'abri dans une Passat que dans un musée.

Pourquoi tout n'a pas été conçu comme la Passat?





هكذا من الاحل

صكنا من الاجل

POLITIQUE

L'avenir de la Nouvelle-Calédonie

M. Lafleur espère parvenir à un compromis avec les indépendantistes dès 1995

La situation en Nouvelle-Calédonie s'est quelque peu décaisée à l'issue d'un week-end politique marqué par une convention du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) et le dixième congrès du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS). M. Jacques Lafleur, député (RPR), président du RPCR, a proposé l'examen d'une « solution consensuelle » avec les indépendantistes avant le référendum de 1998, date butoir prévue par les accords de Matignon sur l'avenir de l'archipel signés en juin 1988, au lendemain des événements sanglants d'Ouvéa.

NOUMÉA

de notre correspondant dans le Pacifique sud

M. Lafleur ne cachait pas qu'il avait le « truc ». Comment les quatre mille députés allaient-ils réagir à l'opération-vérité décidée pour cette convention de son parti, samedi 27 avril, dans la banlieue de Nouméa ? La presse locale avait préparé l'opinion en annonçant, tout au long de la semaine, que des « révélations » étaient au menu du week-end, mais les esprits étaient-ils bien mûrs ? Il y a un peu moins d'un an, le président du RPCR s'insurgeait lorsqu'on lui prêtait des projets à long terme : il jugeait « prématuré » d'en faire publiquement état.

En guise de révélations, on a donc eu la confirmation d'un scénario qui était devenu un secret de Polichinelle : M. Lafleur souhaite négocier avec les indépendantistes un compromis institutionnel afin de traverser sans heurts l'épreuve du référendum de 1998. Le président du RPCR sait, en effet, que ce scrutin d'autodétermination, s'il apparaît comme un choix abrupt entre deux options concurrentes – la Calédonie française du RPCR contre l'indépendance kanak du FLNKS – conduira à une nouvelle impasse, source de violence. D'où la nécessité de trouver un terrain d'entente avant cette échéance.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

LES HORAIRES DE TRAVAIL

Envoyer 60 F (portées à 2,30 F ou chèque) à APRÈS-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. En spécifiant le dossier demandé ou 150 F pour l'abonnement annuel (60 F d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

Dans cet esprit, M. Lafleur présente l'examen d'une « solution consensuelle » au lendemain des élections locales qui renouveleront, en 1995, les trois assemblées de province, mais il se garde bien d'en préciser le contenu dès maintenant, préférant laisser l'initiative aux indépendantistes eux-mêmes, puisque ce sont ces derniers, dit-il, qui « ont demandé le référendum ». Il y a là, en fait, un subtil jeu tactique : M. Lafleur ne veut pas embarrasser ses partenaires indépendantistes en leur soumettant un dispositif tout ficelé, qui les ferait paraître, vis-à-vis de leur base, à la remorque du RPCR. Il leur laisse donc, courtoisement, le privilège de revendiquer la paternité des propositions à venir.

« Faire l'économie d'un référendum »

L'opération-vérité voulue par M. Lafleur entraîne, d'ores et déjà, une double conséquence quant à l'avenir politique de l'archipel. D'une part, elle lance officiellement le débat sur la formule institutionnelle – statut de très large autonomie ou indépendance-association – qui succédera

à la période provisoire des accords de Matignon, dont le terme est prévu en 1998. Mais surtout, elle pourrait remettre en cause le principe même d'un référendum, qui perdrait en intérêt à partir du moment où la logique du consensus se substituerait à celle de la compétition. Résumant le propos de M. Lafleur, M. Pierre Frogier, le secrétaire général du RPCR, estime, ainsi, qu'il est « possible de faire l'économie d'un référendum ».

Quelle va être l'attitude des indépendantistes ? Le dixième congrès du FLNKS, qui se réunissait, au même moment, à la tribune de Koroï, sur la commune de La Foa, n'a pas officiellement réagi à l'appel du pied adressé par M. Lafleur. Le président du mouvement, M. Paul Néaoutyine, s'est contenté de déclarer que les indépendantistes sont « ouverts à toute discussion sur la base de nos positions, qui sont claires, à savoir : préparer l'accession du pays à la souveraineté et à l'indépendance ».

Un statut de très large autonomie interne semble donc exciter de l'horizon du FLNKS. M. Néaoutyine rappelle : « Nous avons déjà, par le passé, agité à des statuts d'autonomie qui n'ont

abouti à rien. » En revanche, une formule d'indépendance multiraciale, en association avec la France, est une idée qui fait son chemin dans les rangs du FLNKS. Si l'Union calédonienne (UC), la composante majoritaire de la coalition, semble beaucoup plus réceptive à ce type de compromis que le Parti de libération kanak (Palika), composante à laquelle est affilié M. Néaoutyine, les rigidités d'antan semblent s'émousser. Il n'est que d'entendre l'insistance avec laquelle M. Néaoutyine appelle à « convaincre les autres composantes de la population du bien fondé de notre démarche » pour s'en persuader.

Autre signe : la revendication d'indépendance du « peuple kanak » reste à l'ordre du jour, mais les références à « l'indépendance du pays » se multiplient. Pragmatiques, les indépendantistes canaques savent que le rapport des forces actuel ne leur permet pas d'espérer autre chose, tout en misant sur une évolution démographique dont ils estiment qu'elle joue, à terme, en leur faveur.

FRÉDÉRIC BOBIN

La fin de la visite de M. Le Pensec à Mayotte

Sérénade sous le baobab

MAMOUZOU

de notre envoyé spécial

C'est à l'ombre d'un immense baobab, trois fois centenaire, que M. Louis Le Pensec, ministre des DOM-TOM, a conquis, le 25 avril, à l'occasion d'un déjeuner au bord du lagon, le cœur des Mahorais.

Tombant la veste, le porte-parole du gouvernement a pris le microphone des mains du président du conseil général, M. Younoussa Bamana, pour chanter une vieille romance française, très applaudie par les convives attablés et par une partie des habitants de Bandré, massés sur la route pour goûter ce spectacle insolite. « C'est un bon ministre, il a chanté pour nous », pouvait-on entendre, encore, quelques heures plus tard, dans les rangs des officiels mahorais.

Après cet intermède musical, M. Le Pensec a brossé, le lendemain, quelques grandes lignes pour le développement de Mayotte au sein de son environnement géographique régional et de l'ensemble français. Le ministre des DOM-TOM a évoqué les investissements « structurants » en cours de réalisa-

tion, comme le port en eau profonde, à Longoni, ou encore l'allongement de la piste de l'aéroport de Dzardzidi-Pamandzi, qui accueillera d'ici à une année des long-courriers Airbus. Déjà, l'ouverture d'une liaison Dzardzidi-Saint-Denis-de-la-Réunion, ce mois de mai, en Boeing-737, devrait permettre une diminution de 20 % environ des tarifs sur la ligne.

M. Le Pensec a souligné « l'ampleur de la tâche qui reste à accomplir » dans les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'économie et de l'environnement. La lagon de Mayotte (1 000 kilomètres carrés), l'un des plus grands du monde, est menacé par une pollution redoutable, les boues alluviales. Ces boues rouges, qui étouffent petit à petit le corail et font disparaître la faune, très riche, sont drainées jusqu'à l'océan par d'innombrables tonnes. La déforestation, les travaux d'équipement et le mode de culture sur brûlis sont les causes d'une érosion accélérée. Un programme d'action internationale a été mis en œuvre pour lutter contre ce fléau.

ALIX DIJOUX

Une élection cantonale partielle

PAS-DE-CALAIS : canton de Harnes (2^e tour).

Inscr., 16 131 ; vot., 6 796 ; abst., 57,86 % ; suffr. expr., 5 032. M. Yvan Druon, PC, m. de Harnes, 5 032 voix (100 %), ÉLU.

[Le Parti communiste conserve le siège depuis 1973 par André Bigotte, décédé dans la nuit du 11 au 12 mars dernier. Son candidat, M. Yvan Druon, qui avait déjà succédé à André Bigotte comme maire de chef-lieu, restait seul en lice au second tour après le retrait en sa faveur de M. Daniel Bozkowski, PS, arrivé en deuxième position au premier tour. Ce dernier avait donné les résultats suivants : inscr., 16 132 ; vot., 9 856 ; abst., 38,96 % ; suffr. expr., 9 424 ; Bozkowski, 2 831 (30,04 %) ; André Dedouges, FN, 1 114 (11,82 %) ; Bernard Dietz, RPR, 772 (8,19 %) ; Régis Libessart, Verts, 677 (7,18 %).

Au second tour, M. Druon est loin de faire le plein des voix de gauche. Il progresse toutefois de quelque mille voix par rapport au premier tour et améliore le score d'André Bigotte au second tour de 1988. Ce dernier, qui était également resté seul en lice, avait été réélu avec 4 883 voix (100 %) sur 4 883 suffrages exprimés, 6 321 votants (soit 61,21 % d'abstentions) et 16 297 inscrits.]

LIVRES

POLONAIS

et livres français

sur la Pologne et l'Europe de l'Est

Livres russes

Catalogues sur demande

LIBELLA

12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél. : 43-26-51-09

Pour les réunions de taille moyenne

Une nouvelle salle à l'Assemblée nationale

Malgré l'importance de ses installations, l'Assemblée nationale ne possède pas de salle de conférences adaptée à ses nouveaux besoins. Dans le Palais-Bourbon et ses annexes, les salles de travail sont nombreuses, mais pas très vastes. Une seule, dans l'immeuble du 101, rue de l'Université, construit il y a une vingtaine d'années, compte environ trois cent cinquante places, ce qui est souvent trop important. Aucun local ne se prête donc aux réunions de taille moyenne, auxquelles le public et la presse sont désormais admis : certaines séances des commissions, les réceptions des délégations étrangères, les groupes de travail des instances européennes et des colloques divers.

C'est pourquoi le bureau de l'Assemblée nationale a accepté à l'unanimité, le 25 avril, la proposition de créer une salle de conférences de 250 mètres carrés, aménagée en cabinet d'architectes Wilmette. Les travaux commenceront en juillet prochain pour se terminer le 1^{er} octobre 1992. Le coût prévu pour la construction de la salle et ses équipements s'élèvera à 35 millions de francs.

A. P.

Chez les pacifistes

M^e Denis Langlois appelle à un 1^{er} mai unitaire

M^e Denis Langlois, porte-parole des pacifistes de l'Appel des 75 pendant la guerre du Golfe, s'est prononcé, dimanche 28 avril, pour « un 1^{er} mai unitaire » afin de dénoncer les « conséquences sociales du conflit ». Il a appelé « les simples citoyens » à participer à la manifestation parisienne organisée par la CGT.

M^e Langlois affirme, dans un appel, que la guerre a « aggravé les inégalités, les licenciements, le chômage, le racisme, les mesures d'austérité et les atteintes aux droits et aux acquis sociaux ». « Les

gens ont envie de montrer leurs craintes » à ce sujet, estime l'avocat, en soulignant « le lien tout tracé » qui existe entre « les préoccupations sociales et les préoccupations pacifistes ».

Selon M^e Langlois, ce 1^{er} mai, « placé sous le signe de la solidarité avec les peuples qui sont toujours les premières victimes des guerres », doit marquer également le centième anniversaire de la fusillade de Fourmies (Le Monde daté 28 et 29 avril) où « l'armée fit neuf morts parmi une foule pacifique de travailleurs ».

EN BREF

Le Syndicat de la magistrature dénonce « la logique démagogique de tout répressif » du projet de code pénal.

Le Syndicat de la magistrature a vivement critiqué, vendredi 26 avril, « la logique démagogique de tout répressif » du projet de réforme du code pénal dont le livre II est actuellement examiné par les sénateurs. Le syndicat « déplore que les principes énoncés dès 1986 par Robert Badinter (consacrer une éthique des droits de l'homme) n'aient nullement inspiré les orientations du projet ».

« Les nouveautés proposées se résument à la criminalisation de certains délits, au relèvement du plafond des peines encourues » et à l'institution de « concepts juridiques flous », ajoute le syndicat de la magistrature, qui conclut en demandant : « Quand la gauche cessera-t-elle de tenter de se faire pardonner d'avoir aboli la peine de mort ? »

M. Bosson réclame un « sursaut » pour l'Europe. — Dans un entretien publié par le Journal du dimanche du 28 avril, M. Bernard Bosson se dit « très inquiet » pour l'Europe, qui est « en train de rater le coche ». « Les progrès proposés sont si minimes, explique l'ancien ministre délégué aux affaires européennes, que l'équilibre des institutions d'aujourd'hui est en danger. Il faut un sursaut des politiques. Depuis dix ans, à chaque carrefour, M. François Mitterrand a toujours choisi le progrès européen. Aujourd'hui, sa ligne est floue. Qu'attend-il pour dissiper les hésitations ? Là est sa mission historique. »

Création d'un « mouvement de la jeunesse rebelle » à la Réunion. — Un « mouvement de la jeunesse rebelle » a été créé, dimanche 28 avril à la Réunion, à l'initiative du Parti communiste réunionnais. « Nous refusons cette société qui refuse de faire leur place aux jeunes. Nous refusons de laisser mourir à vingt ans nos ambitions (...). Ou ça change pour nous tous – pour nous tous et avec nous tous – ou alors vous serez responsables des explosions à venir », déclarent les promoteurs de ce mouvement, dans un texte adressé aux élus de l'île. Le PCR a annoncé, d'autre part, le dépôt d'une proposition de loi d'amnistie des faits reprochés aux personnes interpellées lors des émeutes de février et mars.

M. Mermaz s'interroge sur les « priorités » pour la France. — L'association Priorités aujourd'hui, qui préside le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermaz, organise le 25 mai, à Paris, un colloque sur le thème : « Quelles priorités pour la France ? » Présentant cette rencontre, jeudi 25 avril, en compagnie du ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchadé, M. Mermaz a souligné que le PS avait « encore du travail pour lutter contre les inégalités ». M^{me} Edwige Avice, ministre déléguée aux affaires étrangères, ancienne membre du courant Socialisme et République de M. Jean-Pierre Chevènement, vient de rejoindre Priorités aujourd'hui.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

PORT-FREJUS, C'EST GAGNÉ !

■ Le tribunal administratif de Nice a reconnu la validité de la déclaration d'utilité publique le 11 avril 1991.

■ La ville était dans son droit et elle avait respecté le droit.

■ Gagné pour les Fréjusiens, gagné pour les ingénieurs, les techniciens, les fonctionnaires qui ont travaillé à la réussite de ce projet.

■ Et gagné contre les pessimistes, les opérations de retardement, les attaques douteuses...

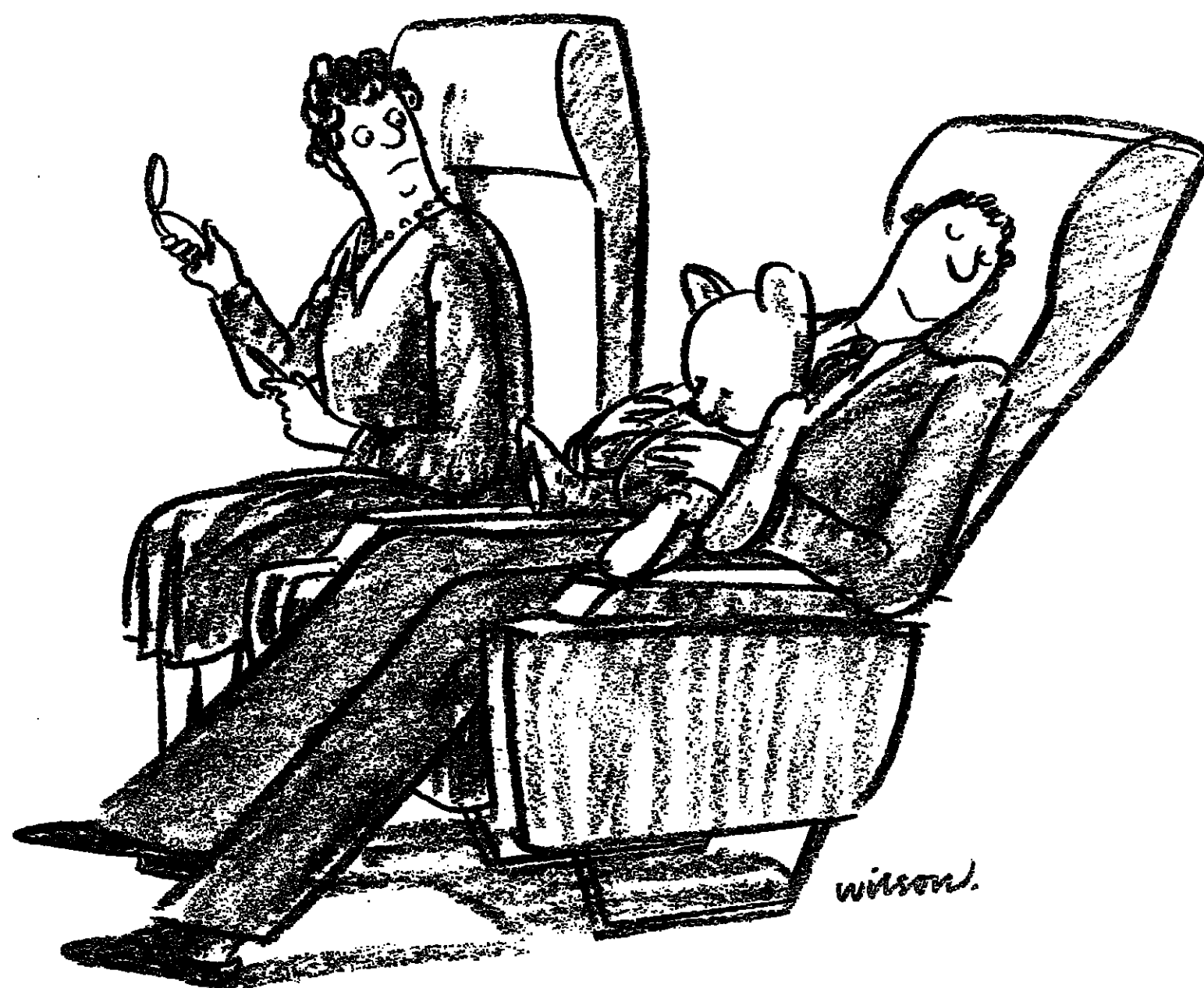
■ Gagné parce que le port est sorti de terre.

■ Et la première tranche des équipements et des logements s'achève.

■ Demain la vieille ville sera reliée à la mer par un canal de deux kilomètres.

■ Fréjus retrouvera ses racines bimillénaires : la ville était alors un port romain.

■ Un formidable pari gagné !



*Dès le 7 mai, sur le vol Orly-Nice, vous verrez
que quelques degrés d'inclinaison en plus peuvent avoir
une influence favorable sur le comportement.*

Le 7 Mai, au départ de Paris/Orly Ouest et de Nice Côte d'Azur Aéroport 2, Air Liberté Minerve effectuera ses premiers vols sur la ligne Paris-Nice. Le voyage commencera par un embarquement dans le calme, les places étant attribuées à l'enregistrement. A bord, selon l'heure, vous serez servis, petits déjeuners, déjeuners, collations et dîners, originaux et de qualité. Pour votre détente, la quasi-totalité de nos sièges est inclinable. En classe

Affaires, une hôtesse vous accueillera dans le salon d'attente où vous disposerez d'un téléphone et d'un fax ; rafraichissements et journaux vous y seront proposés ; dans l'avion, vous trouverez quatre sièges de front en cuir

pour votre plus grand confort. Pour vos réservations, contactez votre Agent de Voyages ou appelez notre service de réservation au 45 12 45 12 ou notre numéro vert au 05 48 48 48. Nous vous souhaitons un bon voyage.

air Liberté
Minerve

LA COMPAGNIE QUI VAUT LE VOYAGE.

هكذا من الاجل

هكذا من الاجل

SOCIÉTÉ

Jean-Paul II acte II

Suite de la première page

Et ne dit-on pas qu'il mourra en paix seulement après avoir posé ses bagages à Moscou, à Beyrouth, à Jérusalem et à... Pékin ?

Son prédécesseur Paul VI, reclus à Rome après des voyages également historiques, tourmenté par les affres de l'Eglise postconciliaire, l'affaire Lefebvre et le rapatriement de son ami Aldo Moro, avait connu, à partir des années 70, une deuxième partie de pontificat laborieuse. Rien, semble-t-il, ne laisse prévoir chez Jean-Paul II un tel scénario. Au contraire, il vient de mettre en place à la tête de la Curie - le gouvernement central de l'Eglise catholique - une nouvelle équipe d'hommes jeunes, efficaces, dotés d'un profil de « managers », aux antipodes de celui du cardinal Agostino Casaroli, secrétaire d'Etat jusqu'en décembre dernier, diplomate hors pair, homme de médiation subtil, « un régal pour l'intelligence », selon M. Jean-Bernard Raymond, ambassadeur de France près du Saint-Siège (voir notre encadré).

Ce remaniement au sommet ne doit cependant pas faire illusion. Jean-Paul II n'est pas homme à faire valser les têtes. Et des cardinaux aussi influents que Josef Ratzinger, gardien de la doctrine, Bernardin Gantin, préfet de la congrégation des évêques, Roger Etchegaray, envoyé spécial pour toutes les missions délicates (Vietnam, Mozambique, Soudan), sont devenus des collaborateurs incontournables du pape. Ils ont en permanence porté (ou table) ouverte dans ses appartements privés.

La fin de la papauté romaine

S'il se montre au fil des années plus désireux de gouverner une Curie usée par le poids des charges nouvelles et le manque d'hommes et de moyens, Jean-Paul II a ouvert, par ses cinquante voyages à l'étranger, l'ère de la « papauté universelle », comme dit l'historien français Philippe Levillain, au détriment de la « papauté romaine », reléguant presque le Vatican au rang d'une cité admini-

strative. Le procès de la « centralisation » et de l'« autoritarisme » de Karol Wojtyla, intenté par un nombre croissant de théologiens, est de plus en plus mal supporté à Rome, où l'on fait valoir que jamais un pape n'a autant fait vivre la « collégialité » des évêques. En voyage, il vient épauler des Eglises en difficulté. Jamais n'ont été réunis autant de synodes, de consistoires (assemblées de cardinaux), de délégations d'évêques allemands, américains, brésiliens, etc. Sans compter les traditionnelles visites *ad limina*, qui conduisent dans le bureau du pape en moyenne cinq cents évêques par an.

A l'usage, après plus de douze ans de pontificat, d'autres clichés

sont en train de jaillir. On a fait de Jean-Paul II un nouveau Pie X, ressuscitant le combat antimoderniste du début du siècle, porte-flambeau d'un catholicisme replié, rivé sur sa discipline, son cléricisme, sa dévotion à la Vierge et aux saints, son éducation morale. Pape anticomuniste en Pologne, il est tiers-mondiste dans les bidonvilles d'Afrique ou d'Amérique latine, antiaméricain pendant la crise du Golfe.

Un évêque à Moscou

En fait, cet intellectuel, nourri à la fois de philosophie allemande et de messianisme slave, est beaucoup plus pragmatique qu'on ne le dit et malléable aux événements. Sans omettre ce mysticisme qui fait dire à l'un de ses proches qu'il « ne comprend rien à cet homme, si l'on ne sait pas qu'il passe trois heures par jour en prière. Ses décisions importantes, ce n'est pas dans son bureau qu'il les prend, mais dans sa chapelle ».

Déjà, depuis la rencontre d'As-

sise de 1986, où le dialogue du catholicisme avec les autres religions a franchi un palier, depuis sa gestion du schisme Lefebvre, où il a, en partie, neutralisé les milieux les plus réactionnaires de la Curie, depuis les événements d'Europe de l'Est et du Golfe, des intellectuels critiques, qui en faisaient hier le pape de la « restauration », se disent aujourd'hui plongés dans la plus grande des perplexités.

Le deuxième acte du pontificat s'est ouvert en fait avec la chute du mur au cœur de l'Europe. Les événements des deux dernières années auraient de quoi faire tourner la tête à un pape qui, venu du communisme, a assisté à son effondrement et béni les démolisseurs. Dans les pays de l'Est, les progrès obtenus par l'Eglise catholique sont considérables : des ambassades (ambassades) sont ouvertes ou rouvertes, des hiérarchies rétablies partout, sauf en URSS et en Albanie. Après quarante ans ou plus de persécution, l'Eglise est libre d'enseigner, de célébrer, d'imprimer, de prêcher, y compris dans les médias officiels.

En Union soviétique même, le pape est en train d'obtenir tout ce qu'il voulait et avait demandé le 1^{er} décembre 1989 à M. Gorbatchev : la reconnaissance de l'Eglise gréco-catholique en Ukraine et la récupération de tous ses biens, la loi sur la liberté de conscience et de religion, la réorganisation de la hiérarchie catholique de rite latin jusqu'à Moscou qui vient de se voir nommer un évêque (1) ! L'efficacité de cette *Ospolstik* de Jean-Paul II donne les diplomates attachés au Saint-Siège, mais irrité de plus en plus les orthodoxes en Russie et en Roumanie.

Les pays d'Europe de l'Est ne sont pas au bout de leurs peines, et Jean-Paul II fonce, tête baissée, dans les brèches ouvertes. La chute du communisme les laisserait sans autres références ni valeurs que celles d'un Occident « matérialiste », « hedoniste », de plus en plus vilipendé. Si la lutte contre l'oppression a dominé le premier acte du pontificat, le combat pour la « vraie liberté », la « liberté intérieure », donnera le ton du deuxième.

Antiaméricanisme

Son encyclique sociale du 2 mai, *Centesimus annus*, marquant le centenaire du texte novateur de Léon XIII *Rerum novarum*, est une sorte de mode d'emploi à destination des sociétés postcommunistes. Pour lui, l'échec du marxisme ne signifie nullement que le capitalisme a raison. Au contraire, le rôle

d'intervention de l'Etat et de régulation des corps intermédiaires (comme le syndicalisme) est fortement encouragé et la course au profit à tout prix sévèrement condamnée.

Déjà Jean-Paul II avait montré le bout de l'oreille en publiant, dès 1988, une encyclique qui n'avait pas fait trembler Wall Street, mais souleva la colère dans les milieux conservateurs aux Etats-Unis. Intitulée *Sollicitudo rei socialis*, ce document était un réquisitoire sombre, accusant, mettant sur le même plan les méfaits du capitalisme libéral et du collectivisme marxiste, également tenus pour responsables de l'écrasement du tiers-monde.

L'effondrement du bloc socialiste, la fin de la concurrence idéologique Est-Ouest donnent au pape une liberté de parole toute neuve. Aux diatribes contre le libéralisme économique débridé, se sont ajoutées la critique du « cynisme » de la politique américaine au Liban et la campagne du Saint-Siège contre l'intervention militaire dans le Golfe. Les Américains en concevront de la rancœur. Ils n'ont même pas prévu le pape, informé seulement par le gouvernement italien, de l'attaque du 16 janvier sur Bagdad. Cette guerre n'a résolu aucun des vrais problèmes du Proche-Orient, insiste-t-on depuis dans l'entourage de Jean-Paul II. De là à penser que le pape pourrait devenir demain l'une des rares personnalités mondiales capables de tenir tête au leadership américain, il n'y a qu'un pas que beaucoup franchissent déjà.

Le volet moral de cette stratégie postcommuniste est indissociable de son volet politique. L'avortement, qui divise la Pologne, fera l'objet d'une autre encyclique consacrée aux « menaces contre la vie », justifiée à Rome par la responsabilité croissante du législateur et des Etats dans la banalisation de l'interruption volontaire de grossesse.

Pied sur le frein

Si aucun signe de dégel n'est en vue venant de Chine, la hantise grandit au Vatican devant cette sorte de gangrène qui menace les espoirs aveuglément placés il y a quelques années dans l'Eglise d'Amérique latine et d'Afrique et qui a pour noms la superficialité de la foi, la concurrence envahissante des sectes, le manque de prêtres, la misère matérielle, etc.

Pour mettre en œuvre une stratégie dont l'ambition est planétaire, il faut que les troupes suivent.

D'où le discours doctrinal de plus en plus normatif, le soutien à des groupes ou des réseaux comme l'Opus Dei, qui joue, pour Karol Wojtyla, le rôle qui était celui des jésuites au seizième siècle pour l'Eglise locale par une surveillance accrue des séminaires, des filières de formation et d'encadrement, par des nominations d'évêques sûrs, théologiens incontestables ou spirituels reconnus. « Si le Saint-Siège n'exerce pas son pouvoir de nomination, on arriverait vite à des cohabitations médiocres », lâche-t-on, en réponse aux contestations.

Cette stratégie pour l'après-communisme est fondée sur une défiance à l'égard de l'Occident et de la société moderne, qui reste la « marque de fabrique » du pontificat. Lutte contre l'avortement, l'enseignement systématique de la religion à l'école publique, récupération par l'Eglise de tous ses biens d'antan : ce qui ressemblerait, de près ou de loin, à une sorte de reconquête chrétienne de l'Europe provoquerait, dans des pays qui ont fait l'expérience du pouvoir temporel du catholicisme, un retour à des réflexes anticléricals. L'Eglise y perdrait le capital de sympathie qu'elle a gagné pour avoir été l'un des bastions de la résistance au communisme.

A ceux qui voient en lui un théologien pessimiste, Jean-Paul II tente d'opposer son optimisme spirituel, quasi athlétique. Pour mettre fin à la crise, son prédécesseur Paul VI voulait réconcilier l'Eglise avec la société, mais, pour Karol Wojtyla, la crise est celle de la société, avant d'être celle de l'Eglise.

Inclassable, s'il donne en permanence l'impression d'avoir le pied sur le frein et le regard dans le rétroviseur, ses prises de position en faveur des droits de l'homme, de la liberté religieuse, du dialogue avec l'islam ou le judaïsme confirment son image de pape postmoderne - plus qu'antimoderniste - pour qui le christianisme est d'abord une culture, un facteur d'identité, parmi d'autres, dans la diversité des histoires, des Etats, des idées. Assuré qu'il est de la victoire finale, la confrontation ne lui fait pas peur.

HENRI TINCQ

(1) Mgr Tadeusz Kondrusiewicz était déjà en poste à Minsk (Biélorussie) depuis juillet 1989. A Moscou, il sera administrateur apostolique, le prêtre orthodoxe ayant fait savoir qu'il ne souhaitait pas un évêque de plein titre dans la capitale soviétique.

La nouvelle « troïka »

En pleine crise du Golfe, le 1^{er} décembre dernier, Jean-Paul II a nommé un nouveau secrétaire d'Etat, qui cumule, au Vatican, les fonctions de premier ministre et de ministre des affaires étrangères. Mgr ngelo Sodano, robuste Piémontais de soixante-trois ans, n'a ni le charisme, ni les qualités médiatiques de son prédécesseur, le cardinal Agostino Casaroli, mais sa connaissance rigoureuse des dossiers, son action de nonce au Chili, réglant le différend frontalier du canal de Beagle avec l'Argentine et facilitant la transition démocratique après Pinochet, l'avaient fait connaître. Les vaticanistes pensent qu'il pourrait jouer en Amérique latine, le rôle décisif qu'avait tenu, en Europe de l'Est, le cardinal Casaroli.

Mgr Giovanni Battista Re, cinquante-sept ans, substitut de la secrétaire d'Etat pour les affaires générales, véritable ministre de l'intérieur, est un pur produit de la Curie, où on l'appelle déjà « Monsignor Efficiency » « efficacité ». Volubile et précis, il est quinze heures

par jour à son bureau et, par son énergie, sa fermeté dans la décision, il rappelle à beaucoup son ancien patron, le cardinal Benelli, célèbre substitut du pape Paul VI, dont il aurait été le successeur sans la cabale montée contre lui par les cardinaux italiens conservateurs, que rebutait son brio intellectuel et son autorité.

Quant à Mgr Jean-Louis Tauran, il est le Français qui monte au Vatican. Ce Bordelais de quarante-huit ans, élevé dans la carrière, est devenu aussi en décembre dernier, à la surprise générale, secrétaire pour les rapports avec les Etats, numéro deux de la diplomatie du Saint-Siège, à un poste où s'étaient illustrés avant lui les cardinaux Casaroli et Silvestrini. Silhouette juvénile et ronde, il analyse comme un diplomate chevronné et sans langue de bois, les situations les plus compliquées. Il s'est imposé au pape par sa connaissance des dossiers de la sécurité européenne et son expérience du Proche-Orient, acquise à la nonciature de Beyrouth. H. T.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



5^{ème} REASSUREUR MONDIAL

STABILITE DES RESULTATS CONSOLIDES EN 1990

Le Conseil d'Administration de SCOR S.A. s'est réuni le 22 Avril 1991 sous la présidence de M. Patrick Peugeot pour prendre connaissance des comptes consolidés qui incluent pour la première fois la filiale allemande Röntgen Rück acquise en 1989, et arrêter les comptes sociaux de l'exercice 1990.

LES COMPTES CONSOLIDES

Le chiffre d'affaires consolidé, déduction faite des éléments exceptionnels liés aux opérations de fusions et d'apports partiels, notamment ceux de mise en conformité comptable (rattrapage du décalage d'UAP R&I des opérations apportées au cours des deux derniers exercices, est pour l'année 1990 de 9 520 millions de FF au brut de réassurance et de 6 723 millions de FF après rétrocession. Sur ces mêmes bases, le résultat consolidé net du Groupe s'élève à 239 millions de FF (part du Groupe : 208 millions de FF) comparé à 240 millions de FF en 1989 (part du Groupe : 211 millions de FF).

Après prise en compte des éléments exceptionnels ci-dessus définis, le résultat net consolidé du Groupe atteint donc 107 millions de FF et les fonds propres, à la fin 1990, 4 415 millions de FF.

	1990 publié	1990 hors éléments exceptionnels	1989 publié
EXPLOITATION (en millions de FF)			
chiffre d'affaires brut	11.196	9.520	8.972
chiffre d'affaires net	8.359	6.723	5.959
résultat net (part du groupe)	107	208	211
BILAN (en millions de FF)			
provisions techniques nettes	13.469	13.469	12.660
fonds propres (part du groupe)	4.415	4.415	4.418

LES COMPTES SOCIAUX

Le résultat de l'exercice après impôts, participation des salariés, dotation aux amortissements et aux provisions s'élève à 72 175 341 FF et permet de proposer à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 1990 le versement d'un complément de 6 FF par action à l'acompte de 5 FF qui avait été versé au titre de l'exercice 1990, portant ainsi le dividende net à 11 FF par action assorti d'un avoir fiscal de 5,50 de FF. Le montant total du dividende versé s'élève ainsi à 63 833 738 FF. Le complément de 6 FF pourra être versé en espèces ou en actions.

Ces résultats s'entendent après un exercice qui a connu non seulement des tempêtes exceptionnelles ayant affecté les marchés de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, de la Hollande et de la République Fédérale, mais aussi les effets de la baisse du dollar et des fortes fluctuations des cours des marchés financiers. Ils témoignent de la solidité des structures financières mises en place en 1989.

Après un référendum municipal

Non à une plus grande mosquée à Libercourt

A la suite d'un référendum, organisé par M. Samuel Lannoy, maire communiste de la ville, les habitants de Libercourt (Pas-de-Calais) ont dit « non », dimanche 29 avril, à l'extension d'un local de 80 mètres carrés, qui sert de lieu de prières à la communauté musulmane locale.

LILLE

de notre correspondant

Les groupes qui se pressaient à la mairie à la clôture du scrutin reflétaient bien l'image de cette cité découpée en quartiers comme au temps des puits de mine, dont le tout dernier, à deux pas d'ici à Oignies, a fermé en décembre : le quartier de la Faisanderie, qui accueillait les cadres des Houillères : celui de la Marlière, où se sont construits maisons et logements en accession à la propriété ; puis les deux quartiers de mineurs, où vit une bonne partie de la communauté musulmane. Et, à l'image de ces quartiers qui vivent séparés, les communautés s'ignorent.

Libercourt, dix mille habitants, compte 30 % de population immigrée, d'origine algérienne pour la plupart, marocaine aussi. Les parents sont arrivés voici vingt ou trente ans pour travailler à la mine. Les enfants sont nés ici, mais ne se sont pas intégrés.

En face, on parle de délinquance, de vols, de jeunes qui ne travaillent pas. La demande d'extension de la mosquée et le référendum sont venus cristalliser ces rancœurs accumulées. La première réaction de la communauté immigrée avait été de refuser la consultation, mais, après réflexion, elle décidait d'y participer. Sans grandes illusions. Elle avait invité ses membres à s'inscrire sur les listes électorales, exceptionnellement ouvertes aux étrangers : 421 per-

sonnes ont répondu à cette invitation. Mais le compte n'y était pas et ne pouvait pas y être. Le maire et la majorité communiste d'un côté, le Front national de l'autre, appelaient à voter contre l'extension de la mosquée. L'opposition RPR-UDF, comme la minorité socialiste, se retirait du débat. La communauté musulmane se retrouvait isolée, en dépit de l'appel du curé au respect de la liberté des cultes.

Les relations administrés-administration

Les interventions du médiateur ont augmenté de 30 % l'an dernier

Le Médiateur de la République, M. Paul Legatte, a examiné 23 000 dossiers en 1990, soit 30 % de plus que l'année précédente. Il a réglé plus des deux tiers des cas.

Depuis sa création en 1973, le médiateur (1) a pour tâche de rechercher des solutions équitables aux problèmes rencontrés par les individus dans leurs relations avec les administrations et les services publics. Intervention gratuite, elle doit lui être soumise par un sénateur ou un député choisi par le requérant. Toutefois le délégué départemental du médiateur, qui tient une permanence à la préfecture, peut bien souvent trouver lui-même une solution aux problèmes locaux.

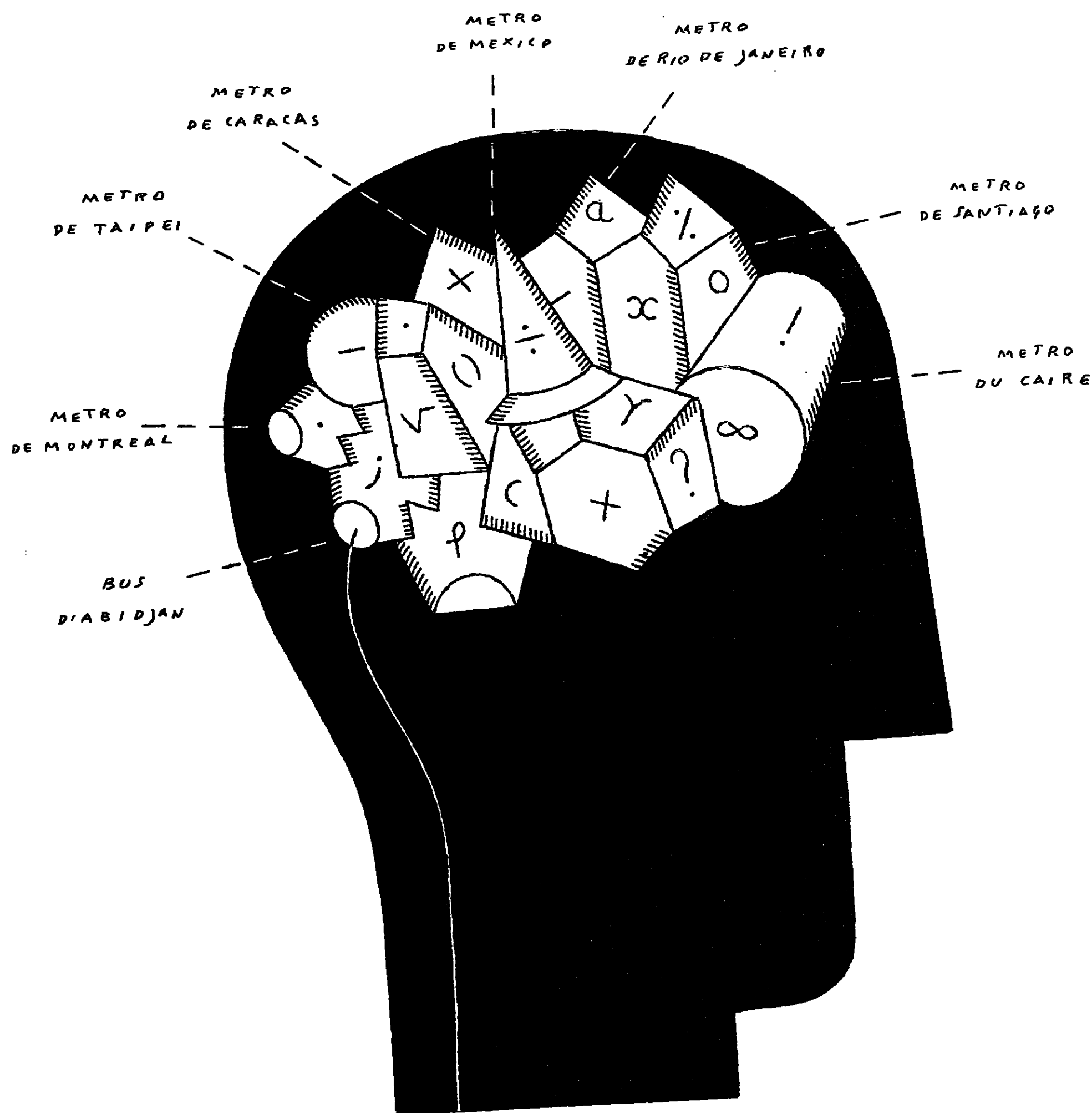
L'an dernier, deux événements ont attiré l'attention sur le travail du médiateur : le règlement obtenu dans l'affaire opposant les époux Saint-Aubin à l'Etat au sujet des circonstances du décès de leur fils (le Monde du 14 septembre 1990), et la proposition qui a été faite pour modifier la loi sur l'indemnisation des victimes

d'accidents thérapeutiques (le Monde des 12 et 21 décembre 1990).

C'est l'importance du nombre d'affaires d'indemnisations accordées puis, quelques années après, retirées ou sévèrement diminuées, qui a amené le médiateur à intervenir en faveur d'une amélioration du processus d'indemnisation. Des cas tous aussi dramatiques les uns que les autres. Celui de l'enfant Douet par exemple. Hospitalisé en 1976, à l'âge de trois mois, pour une toxémie, il dut être amputé à la suite d'une perfusion prolongée. En 1985, le tribunal administratif accorda à la victime une indemnisation d'un million de francs, mais, en 1989, le Conseil d'Etat, décidant que l'accident ne relevait pas d'une faute thérapeutique grave, annula le jugement et demanda aux époux Douet de rembourser la somme versée. Un accord à l'amiable avec le centre hospitalier et la compagnie d'assurances ainsi qu'une aide de l'Etat obtenus après intervention du médiateur ont permis à cette famille de s'en sortir.

(1) Le médiateur de la République, 53, avenue d'Iéna, 75116 Paris.

*Voici le matériel
que la RATP exporte dans le monde entier.*



*L'intelligence. A travers la SOFRETU, les hommes et les femmes
de la RATP mettent leur intelligence au service des transports
urbains du monde entier. Intelligence s'appuyant sur une
solide expérience, pour appor-
ter à chaque ville une réponse
adaptée. Intelligence qui a fait de la SOFRETU*

*la première entreprise d'ingénierie au monde dans son domaine
et qui lui a permis de participer à la conception et à la construc-
tion de plus de 700 kilomètres de ligne. Intelligence qui met à*

L'esprit libre

RATP

*la disposition des voyageurs
du monde entier le moyen de
transport le plus efficace pour garder l'esprit libre.*

هكذا من الاجل

صحة من الالام

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

La conférence des ministres de la santé de l'OUA Surmortalités africaines

Les ministres de la santé des pays membres de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) sont réunis les 29 et 30 avril au Swaziland. Cette conférence, à laquelle participe le docteur Hiroshi Nakajima, directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), est marquée par l'ampleur de la crise sanitaire qui frappe la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, crise brutalement aggravée par l'épidémie de sida. D'ici à l'an 2000, cette maladie mortelle, sexuellement transmissible devrait toucher sur ce continent 20 à 25 millions d'enfants et d'adultes.

MBABANE
(royaume du Swaziland)

Bien qu'organisée de façon quelconque, elle se déroule dans un cadre de golf, les piscines et les casinos de ce royaume montagnard d'Afrique australe, la quatrième conférence des ministres de la santé des pays de l'OUA permet de prendre la mesure de l'ampleur croissante de la crise sanitaire qui frappe l'Afrique subsaharienne. Quelques données chiffrées résumant la situation et donnant une idée lointaine de la réalité du drame.

Aujourd'hui, au Mozambique et au Mali, près de 300 enfants sur 1 000 meurent avant l'âge de cinq ans. Cette proportion dépasse 250 sur 1 000 en Sierra Leone, au Malawi et en Ethiopie et 200 sur 1 000 dans huit autres pays africains : Guinée, Burkina-Faso, Niger, Tchad, République centrafricaine, Somalie, Mauritanie et Rwanda. Dans les pays disposant d'un produit national brut relativement plus élevé, comme le Gabon, le Cameroun et la Côte-d'Ivoire, ces taux de mortalité sont encore de l'ordre de 150 pour 1 000.

Alors que les complications liées à la grossesse et à l'accouchement tuent un demi-million de femmes

chaque année dans le monde, 30 % de ces décès maternels sont recensés en Afrique subsaharienne, soit proportionnellement le double des autres pays du tiers-monde. Dans cette partie du continent, moins de la moitié de la population peut consommer une eau sans risque pour la santé et un tiers seulement dispose de systèmes d'assainissement assurant une hygiène minimale.

Cinq dollars
par habitant et par an

On ne connaît que trop les pathologies responsables de la considérable surmortalité africaine. Outre les conséquences de la malnutrition, il s'agit avant tout de maladies infectieuses et parasitaires à l'origine de la moitié des décès prématurés. La plupart, pourtant, de ces maladies pourraient être, en théorie, prévenues ou soignées. Le paludisme tout d'abord, qui sévit en Afrique tropicale plus que partout ailleurs (85 % des cas pour 16 % de la population mondiale et 750 000 décès annuels d'enfants africains), tous les spécialistes s'accordent à dire qu'il est depuis quelques années en pleine recrudescence. Cette augmentation est peut-être partiellement liée à la progression des phénomènes de résistance du parasite, mais des facteurs climatiques, des mouvements de population et des interruptions dans les programmes de lutte ont probablement joué un rôle important dans la réapparition d'épidémies, en particulier dans la partie sud du continent, au Swaziland, au Botswana, au Rwanda ou à Madagascar. En termes moins flamboyants, le paludisme flambé en Afrique d'autant plus volontiers que les autorités sanitaires ont oublié ou négligé l'existence de ce fléau.

Les maladies diarrhéiques, les infections virales et bactériennes, comme les autres parasitoses, continuent de sévir également sur un mode endémique. Longtemps présentées comme un objectif prioritaire relativement aisé à mettre en œuvre, le programme dit de « vaccination élargie » (rougeole, tuber-

culose, diphtérie, poliomyélite, tétanos et coqueluche) montre aujourd'hui ses limites. Ainsi, même si l'on observe que cette couverture vaccinale a fait dans plusieurs pays africains de réels progrès, atteignant parfois 70 à 80 % des enfants, de nouvelles questions se posent : « Malgré leur succès, ces programmes pourront-ils être maintenus à long terme ? se demande-t-on à l'OMS. Le coût total de l'immunisation contre ces maladies est inférieur à 5 dollars mais, pour certains pays, le total des dépenses publiques annuelles par personne, n'atteint pas cette somme dans le domaine de la santé ».

De fait, avec le ralentissement de la croissance économique des années 80, c'est bien, aujourd'hui plus encore qu'hier, d'argent qu'il s'agit. Dans les pays subsahariens, le revenu par habitant a diminué de plus de 2 % par an dans les années 1980, la croissance démographique continuant, quant à elle, sa progression. Plus généralement, le revenu moyen réel de l'Africain est retombé au niveau des années 1960 et l'Afrique subsaharienne, avec ses 450 millions d'habitants, produit annuellement des biens et des services équivalents à ceux d'un pays comme la Belgique.

Si, dans les pays industrialisés, on tente de freiner l'accélération des dépenses de santé, en Afrique, on gèle, quand on ne réduit pas, cette part du budget, comme au Mali ou au Bénin où elle est tombée sous la barre de 1 % du produit national brut. Généralement, la moyenne des dépenses de santé publique ne dépasse pas 5 dollars par habitant, on se situe même nettement en dessous comme au Ghana, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda ou encore en Zambie. Face à cette situation à bien des égards dramatique, les analyses et les discours évoluent. L'OMS notamment a abandonné le slogan univoque sur les « soins de santé primaires ». On abandonne progressivement le slogan totalement irréaliste de « la santé pour tous en l'an 2000 », en constatant que si chacun pouvait, dans neuf ans, avoir une possibilité d'accès à un sys-

tème de soins tout ne serait peut-être pas perdu.

C'est dans ce contexte qu'est apparue, et que se développe, l'épidémie de sida, la plus grave sans doute que ce continent ait jamais connue. Cinq millions de personnes sont déjà infectées par le virus, le plus souvent en Afrique centrale et en Afrique de l'Est. On compte plus de 700 000 cas de sida avérés et les projections épidémiologiques, qui, jusqu'ici, n'ont jamais été prises en défaut, prévoient 20 à 25 millions d'adultes et d'enfants africains contaminés d'ici à l'an 2000.

« Négligence coupable »

Plusieurs participants à la conférence du Swaziland ont fait état de la multiplication des situations dramatiques. « Il existe d'ores et déjà des villages affectés de la carte. Dans d'autres ne vivent plus que des vieillards et des orphelins, a ainsi expliqué le délégué du Soudan. Aux Etats-Unis et en Europe, on parvient à stopper de manière relative la progression de l'épidémie, mais il n'en va pas de même en Afrique et on ne peut comparer cette maladie à aucune autre puisqu'elle va exterminer des populations entières. Il nous faut des engagements politiques, des actions concrètes ».

En privé, plusieurs participants notaient néanmoins la difficulté qu'il y a encore à faire du sida une priorité politique, de nombreux responsables africains préférant, sur ce thème, parler avant toute chose de l'organisation du dépitage et des banques de sang plutôt que de la réalité de la transmission hétérosexuelle et des moyens de la prévenir.

« Le message des statistiques est clair », précise ainsi un document préparatoire de l'OMS pour la conférence. En dépit du caractère « sensible de ce problème dont il n'est pas aisé de débiter en public, la prochaine génération devra les responsables d'aujourd'hui de négligence coupable s'ils tardent à prendre des mesures rigoureuses contre le sida ».

JEAN-YVES NAU

POINT DE VUE

L'hôpital enfin majeur

par Yves Grogogeat

Le vote sur le projet de réforme hospitalière devait avoir lieu, mardi 30 avril, à l'Assemblée nationale. Pour la première fois, le gouvernement devrait faire appliquer la nouvelle procédure du vote personnel des députés, à moins que – faute de majorité – il ne décide d'engager sa responsabilité au titre de l'article 49, alinéa 3, de la Constitution.

JUSQU'À jeudi dernier, le projet de réforme hospitalière avait imaginé une mécanique complexe entre le niveau le plus bas (l'unité fonctionnelle), la structure traditionnelle (le service) et le département (coordination entre services) avec un partage des responsabilités entre les instances locales et nationales. Mais, dans tous les cas, c'était le ministre de la santé lui-même qui nommait les six mille chefs de service des hôpitaux français. On pouvait s'étonner qu'une telle pratique survive en cette fin de vingtième siècle car elle est lourde, longue et désresponsabilisante pour les instances locales. Elle ne permettait pas de s'adapter rapidement à la réalité du terrain, à la complexité de la médecine d'aujourd'hui et à l'évolution des pratiques médicales.

L'amendement proposé, jeudi 25 avril, par M. Bruno Durieux, ministre de la santé, n'est pas mince, car il transformerait profondément notre vie hospitalière. Bien sûr, le service peut rester la structure de base avec un chef de service nommé par le ministre, mais il suffirait que les deux tiers des médecins de la commission médicale d'établissement d'un hôpital proposent à leur conseil d'administration de choisir leur autonomie, pour que l'hôpital devienne maître du choix de ses responsables médicaux et de son organisation, qui serait alors définie par le simple règlement intérieur. Ce transfert de responsabilité est hautement souhaitable.

En effet, comment la tutelle parisienne peut-elle donner un avis sur le bien-fondé du regroupement de tel et tel service en départements, savoir que tel hôpital a besoin d'une unité spécifique pour traiter des malades atteints de Sida ou de cancer, donner un avis sur le souhait du docteur X d'être déchargé de certaines de ses responsabilités, d'en prendre d'autres, de les découper ou de les regrouper, etc. ? Autant de problèmes qui ne peuvent être appréhendés qu'au niveau le plus quotidien de la vie hospitalière par les acteurs mêmes de l'équipe soignante.

Certains pourraient craindre qu'une telle autonomie ne comporte un risque et ne favorise les abus potentiels, les pouvoirs locaux. En fait, diverses actions menées déjà depuis plusieurs années montrent que la décentralisation des décisions et le regroupement en départements ont permis au médecin hospitalier d'affirmer sa responsabilité et aux hommes de travailler dans une meilleure harmonie, une plus grande liberté d'expression et une tolérance accrue.

L'amendement proposé répond à l'aspiration du corps médical hospitalier, qui est devenu majeur et sait prendre ses responsabilités dans le choix de ses hommes et dans la gestion de son instrument de travail. Les expériences en cours ont déjà montré leur efficacité, car les mentalités changent, et rapidement. Cette indépendance est une nécessité pour que soit poursuivie cette mutation hospitalière, tout en sachant qu'une telle indépendance ne se conçoit pas sans contrôle a posteriori, et il faudra, là, que le gouvernement s'en donne les moyens.

► Le professeur Yves Grogogeat est ancien président de la Commission médicale d'établissement de l'Assistance publique à Paris.

Alors que la lutte contre l'épidémie est concentrée sur Bangkok

Les autorités thaïlandaises s'inquiètent du développement du sida en milieu rural

Les autorités thaïlandaises sont alarmées par la rapidité avec laquelle l'épidémie de sida s'étend en province alors qu'on pensait, jusqu'ici, que la métropole de Bangkok – sept millions d'habitants – en était la principale cible. Selon l'un des responsables officiels, le nord du royaume serait le plus touché.

BANGKOK

de notre correspondant

Un quotidien de Bangkok, le *Nation*, a rapporté, la semaine dernière, que le nombre de malades, selon des calculs officiels, devrait atteindre le chiffre de 55 000 en 1994. Un rapport de l'OMS, datant de l'an dernier, avait estimé, pour sa part, que ce pays de près de 57 millions d'habitants compterait 1,6 million de séropositifs en 1995.

Une enquête sommaire faite par un chercheur thaïlandais dans le nord du pays auprès de 200 jeunes conscrits, donc issus de milieux ruraux défavorisés, souligne que les premiers rapports sexuels ont lieu, dans 50 % des cas, avant l'âge de seize ans et, dans 73 % des cas, avec une prostituée. Toujours parmi les conscrits dans le Nord, les contrôles serologiques effectués depuis 1989 montrent que le taux d'infection augmente régulièrement : de 1 % à 5 % en décembre 1989 ; de 2 % à 10 % en mai 1990 ; de 5 % à 14 % en décembre dernier. Tous ces chiffres sont supérieurs à ceux qui prévalent en milieu urbain, notamment à Bangkok, où pourtant le pourcentage de drogués est nettement plus élevé qu'en province.

« Docteur Préservatif »

Le docteur Thaweesak Nopkesorn, l'auteur de ces enquêtes présentées à l'occasion d'une conférence nationale sur le sida organisée à Bangkok par le ministère de la santé, estime que la

Thaïlande devrait réviser sa politique de lutte contre l'épidémie, centrée jusqu'ici sur les milieux urbains et les centres touristiques. « Le véritable danger, a-t-il encore déclaré au *Nation*, se situe dans les zones rurales, où vivent 70 % de la population. Nous devons orienter nos efforts dans cette direction avant qu'il ne soit trop tard ».

Après avoir longtemps négligé les risques d'épidémie, notamment pour ne pas effrayer les touristes, les Thaïlandais ont entrepris un sérieux effort pour lutter contre la maladie. M. Meechai Viravaidhya – mieux connu sous le nom de « Dr Condom » (« Docteur Préservatif ») à la suite de ses distributions de préservatifs aux danseuses et pro-

stituées des bars de Bangkok – a même été nommé ministre auprès du premier ministre dans le gouvernement formé à la suite du coup d'Etat du 23 février.

Il a annoncé, lundi 25 mars, une vaste campagne d'information auprès du public pour lutter contre la permisivité dans un pays qui compte des dizaines de milliers de prostituées en dépit de l'interdiction de la profession. M. Meechai a indiqué également qu'un effort à plus long terme serait entrepris pour réduire le tourisme du sexe et multiplier les emplois en zones rurales, afin que les adolescents issus de milieux pauvres ne soient plus condamnés au commerce lucratif de la chair.

JEAN-CLAUDE POMONTI

REPÈRES

CATASTROPHES

Tornades meurtrières aux Etats-Unis

Des tornades ont touché, vendredi 27 avril, sept Etats du Middle West américain – le Kansas et l'Oklaehoma, mais aussi l'Arkansas, l'Iowa, le Missouri, le Nebraska et le Texas – tuant 23 personnes et en blessant 200 autres. La plus atroce a été la bourgade d'Andover (à l'ouest de Wichita, Kansas) : 14 morts, 221 mobile homes, plus de 100 maisons, une église et des magasins ou bureaux détruits. Les dégâts matériels sont estimés à 50 millions de dollars (300 millions de francs) pour cette seule ville d'Andover. A Wichita, on a compté 5 morts et 2 dans des agglomérations voisines. Près de Wichita, l'alle d'un hôpital militaire a été déplacée de plus de 50 mètres. En outre, des grêlons gros comme des balles de golf ont cassé des lignes électriques dans l'Arkansas.

DÉPORTATION

Manifestations du souvenir à Drancy et à Drancy

A l'occasion de la Journée nationale de la déportation, 500 personnes environ ont assisté, dimanche 28 avril à Drancy (Ain), à une cérémonie en souvenir des 44 enfants enlevés par les Allemands le 6 avril 1944, dont 41 ont été déportés à Auschwitz. Plusieurs personnalités ont assisté à cette cérémonie, dont M. Charles Millon, président de la région Rhône-Alpes et M. Sarge Klarsfeld, avocat, qui a rappelé qu'au cours de la deuxième guerre mondiale 11 000 enfants juifs avaient été déportés de France vers les camps de la mort. A l'occasion de l'anniversaire de la libération du camp de Drancy (Seine-Saint-Denis), une cérémonie du souvenir a eu lieu également devant le mémorial du centre où ont été internés environ 100 000 personnes.

SCIENCES
ET
AVENIR

NOUVELLE
FORMULE

Le moral au secours du corps

Le moral peut-il accélérer la guérison, aggraver ou déclencher la maladie ? l'influence du psychisme sur la santé provoque les débats les plus passionnés. Qu'en est-il vraiment ? Sciences et Avenir fait le point des recherches actuelles et analyse les différentes hypothèses.

Au même sommaire :

ETHNOLOGIE

Etranges peintures rupestres

ENQUETE

Les nouveaux enjeux de la recherche militaire en France.

TECHNOLOGIE

Radio numérique : la FM condamnée ?

ASTRONOMIE

Vénus : Un nouveau monde.

EN VENTE PARTOUT 25 F

SPORTS

AUTOMOBILISME : Grand Prix de Formule 1 de Saint-Marin

Ayrton Senna seul au monde

En crevant, juste au-dessus du circuit Enzo et Dino-Ferrari d'Imola, un quart d'heure avant le départ, un gros nuage noir a bouleversé toutes les données du Grand Prix de Saint-Marin de Formule 1 automobile. Malgré le rapide équipement des vingt-six monoplace en pneus pluie, la chaussée toujours détrempée sous le soleil revenu allait provoquer une belle hécatombe dans les rangs des favoris : Alain Prost (Ferrari), parti en aquaplaning après un blocage de roues en passant de quatrième en troisième vitesse dès le tour de formation ; tête-à-queue de Nigel Mansell (Williams-Renault) au premier tour, provoqué par la rupture d'une suspension endommagée par un accrochage au départ ; sortie de piste de Piquet (Benetton-Ford) au deuxième tour, imité un tour plus tard et presque au même endroit par Jean Alesi (Ferrari) qui n'avait pu redresser suffi-

samment sa course après le dépassement de Stefano Modena (Tyrrell-Honda). Ainsi, après trois des soixante et un tours, les cent cinquante mille tifosi pouvaient ranger leurs oriflammes aux couleurs de la Scuderia. L'effort exceptionnel de développement entrepris sur le moteur, la suspension avant et l'aérodynamisme des monoplace rouges après les déconvenues des Grands Prix des Etats-Unis et du Brésil, débouchait sur un cinquième échec qui pourrait attiser la crise déclenchée par la remise en cause de la direction sportive de la Scuderia par Alain Prost.

Après ces éliminations prématurées, seul Riccardo Patrese (Williams-Renault), parti en tête, semblait en mesure d'inquiéter les deux McLaren-Honda d'Ayrton Senna et de Gerhard Berger. Mais il était stoppé dès le dixième tour par un problème de capteur.

Dès lors, le Brésilien qui a toujours su faire de la pluie une alliée, semblait piloter sur un petit nuage. L'effet était pourtant trompeur. Privé de communication avec son stand, Ayrton Senna surveillait son voyant de pression d'huile qui s'était allumé dès la mi-course, l'obligeant à calquer sa course sur celle de son seul poursuivant, son coéquipier autrichien, pour réussir le premier doublé des McLaren-Honda depuis le Grand Prix de Belgique 1989.

Dans ces circonstances, il ne cachait pas sa joie et son soulagement à l'arrivée. Avec trois victoires en trois grands prix, Ayrton Senna est déjà remarquablement placé pour conserver son titre mondial. Surtout si le prochain grand prix, à Monaco, où il a triomphé trois fois au cours des quatre dernières années, continue à lui sourire.

Jean Alesi, « cavallino » désarçonné

IMOLA

de notre envoyé spécial

Fallait-il voir le symbole d'une passion trop brûlante ? A peine Jean Alesi avait-il pris la piste pour la première séance de qualification du vendredi qu'un panache de flammes, provoqué par une fuite d'essence, s'échappa du moteur de la Ferrari, obligeant le jeune pilote de la Scuderia à emprunter la voiture d'Alain Prost pour s'assurer une place sur la troisième ligne de la grille de départ. Sombre présage. Depuis des semaines, ce fils d'émigrés siciliens établis à Avignon depuis 1959, rêvait à ce Grand Prix de Saint-Marin, disputé sur l'autodrome Enzo et Dino-Ferrari, au cœur de cette province d'Emilie-Romagne où sont produites les voitures arborant le fier cavallino rampante (petit cheval cabré).

Devant cette foule venue célébrer le culte de Ferrari, l'occasion était belle de justifier son transfert à sensation dans la plus célèbre course du monde, à peine plus d'un an après ses débuts en Formule 1. La presse italienne avait publié les modalités de la transaction : 2,5 milliards de lires (11 millions de francs) pour le rachat du contrat à Ken Tyrrell ; 4 milliards de lires (18 millions de francs) pour le pilote et l'une des Ferrari de 1990 pour remercier Frank Williams d'avoir renoncé à son option.

Ecurie de tous les excès

Jean Alesi préfère se souvenir de son émotion lors de son arrivée à l'usine de Fiorano. Même si Enzo Ferrari que Maurice Tintignant, ancien vainqueur du Grand Prix de Monaco sur une monoplace rouge et parain de la carrière du jeune Avignonnais avait promis de

lui présenter, n'était plus de ce monde. De son appréhension au moment d'effectuer ses premiers tours au volant de cette voiture de légende. Du plaisir fou qu'il avait ressenti en entendant rugir le monstrueux V12.

Six mois de présence lui ont déjà permis de vérifier que Ferrari était bien l'écure de tous les excès. A l'initiative d'un magazine italien, des milliers de cartes d'encouragement sont arrivées à la carrosserie familiale de Veduggio. Pour sa spontanéité, son audace et son panache en course, certaines le comparaient déjà au pilote que préférait Enzo Ferrari, le Québécois Gilles Villeneuve, dont un poster grandeur nature orne sa chambre à Villeneuve-les-Avignon.

Très vite, le jeune pilote français a pu mesurer ce qui différencie les grandes écuries des autres. « Chez Tyrrell, explique-t-il, nous avions fait une séance d'essais avant le premier grand prix de la saison. Chez Ferrari, nous avons multiplié les séances à Estoril, au Castellet, à Fiorano, à Mugello, à Imola. Avant la première course, j'avais déjà fait plus de 4 000 kilomètres au volant de ma voiture. »

La nature du travail demandé change aussi. « Chez Tyrrell, dit-il, le moteur n'avait pratiquement pas évolué en cours de saison. Le pilote peut se concentrer sur les réglages de son châssis. Ici, il ne se passe pratiquement pas une séance sans que nous ayons à tester une nouvelle évolution du moteur ou du châssis. »

« Mais ce qui m'a le plus surpris en arrivant chez Ferrari, ajoute-t-il, c'est la capacité de réaction à un problème et les moyens mis en œuvre pour réussir. Chez Tyrrell, nous avions des détails parfois assez longs pour obtenir une modification de pièce car il fallait avoir recours à un fournisseur. Chez Ferrari, les

équipes peuvent travailler jour et nuit si c'est nécessaire. » Aux côtés d'Alain Prost, Jean Alesi a aussi mesuré ce qui sépare encore un jeune pilote, même surdoué, d'un champion confirmé. « Les Formule 1 actuelles sont très sensibles au moindre réglage et il faut maîtriser simultanément tous les paramètres du moteur et du châssis. Alain a acquis dans ce domaine une expérience incomparable. Cet hiver, j'ai préféré qu'il s'occupe du programme de développement du moteur car je suis plus à l'aise avec les problèmes de châssis. »

Durant les trois jours d'un grand prix, l'information circule bien entre nous, ce qui ne nous empêche pas d'adopter souvent des réglages sensiblement différents pour la course. Alain a un style plus coulé en entrée de virage alors que j'ai besoin d'un petit coup de volant pour bien sentir ma voiture. »

Jean Alesi a abordé cette saison avec des ambitions limitées. « Je ne suis pas un rival pour Alain car j'ai encore trop à apprendre de lui, dit-il. Mon but principal est de bien m'intégrer et d'aider Ferrari à obtenir enfin le titre mondial des constructeurs ou des pilotes. »

Crise endémique

La première partie de cet objectif est en bonne voie. « Depuis que je suis chez Ferrari, je me sens un peu plus italien, explique-t-il. Chez les mécaniciens, j'aime cette passion très latine qui contraste avec le professionnalisme froid des Britanniques. Je suis né et j'ai grandi en France mais j'ai été élevé dans le respect des traditions et des fêtes sicilienne. Par exemple, il ne se passe pas de Saint-Joseph sans que ma grand-mère confectionne son bûche à base de biscuit et de figues séchées. »

SKI DE VITESSE : la Coupe du monde

Le retour de Franz Weber

La Coupe du monde de ski de vitesse des Arcs s'est terminée, dimanche 28 avril, avec la victoire de Philippe Gotschel (217,498 km/heure). A moins d'un an des Jeux olympiques d'Albertville et après six ans d'absence sur le circuit, l'Autrichien Franz Weber, l'athlète le plus titré de cette discipline, a fait sa réapparition.

LES ARCS (Savoie) correspondance

Mark Spitz, George Foreman, puis Björn Borg : ce mois d'avril aura été celui des retours impossibles. Trois tentatives, trois échecs. La preuve que le temps ne se remonte pas, que le corps, la technique et les sensations d'un athlète de premier plan ne se réveillent pas sans séquelles après de nombreuses années d'hibernation. Mais comme toute bonne règle a son exception qui la confirme, Franz Weber est revenu avec un certain bonheur sur les pistes qu'il avait quittées il y a six ans.

Six titres consécutifs de champion du monde, détenteur du record du monde (20,937 km/h, record qu'il a tenu jusqu'en 1987), vainqueur, entre 1980 et 1985, de 95 % des compétitions où il s'est engagé, Franz Weber était le Borg, le Spitz du ski de vitesse. En 1985, au faute de sa gloire, il se retire.

« Je venais de créer une société et de fonder une famille, se souvient-il. J'avais un problème de motivation. J'ai arrêté, sans regret, car j'avais tout eu. » Six ans plus tard, à trente-quatre ans, il est père de deux enfants et à la tête d'une société de management de champions qui réalise 9 millions de dollars de chiffre d'affaires.

Enfants et bénéfices grandissent, mais le ski de vitesse aussi puisqu'il est inscrit - comme épreuve de démonstration - aux Jeux olympiques d'Albertville. Au printemps dernier, Franz Weber réalise qu'une médaille d'or serait du plus bel effet sur sa chemise ou sa carte de visite. « Ce retour à la compétition, c'est une affaire entre moi et moi, affirme Franz Weber. C'est un défi égoïste, même si un nouveau record du monde ne m'intéresse pas ; seul, l'olympique me manque et me motive. »

Nouveau record personnel

Vélo, jogging, une quarantaine de jours de ski, des heures de lecture de vieux carnets de notes pour se remémorer ses sensations et retrouver les formules magiques de la préparation psychologique et des réglages de matériel, deux jours de tests, et voilà Franz Weber qui pointe le bout de ses spatules au départ de la nouvelle piste des Arcs.

A la surprise générale, dès le premier run chronométré, il réintègre,

avec une dixième place, l'élite de la discipline. Mieux, il court 5 kilomètres-heure plus vite que son ancien record du monde. Au run suivant, il se classe cinquième, et au troisième il prend la quatrième place, grâce à 215,036 km/h, nouveau record personnel. « Ma carrière a beaucoup évolué, la préparation des pistes s'est considérablement améliorée. Le ski de vitesse est moins physique qu'en 1985, où il fallait lutter autant contre la piste que contre l'air. Grâce à ces nouvelles conditions, avec seulement 90 % de mon potentiel physique et psychique, j'ai réussi la première place de mon retour. Pour réussir la deuxième phase, il me reste à retrouver ces 10 % qui, il y a six ans, me permettaient d'être un "numéro un" inamovible. En neuf mois, avec la perspective d'une médaille d'or olympique à la clé, cela doit être possible, même à trente-cinq ans passés. »

PIERRE-YVES GRAVIER

FOOTBALL : violents incidents en Yougoslavie. - Une trentaine de personnes ont été blessées et environ quatre-vingts autres interpellées, samedi 27 avril, en Yougoslavie, à la suite d'affrontements liés à des matches de football. Les incidents les plus graves ont éclaté à Belgrade à l'occasion d'un « derby » entre deux équipes de la capitale, le Partizan et l'Etoile

BASKET-BALL

Demi-finales « retour »
Limoges bat « Racing Paris »... 95-89 (Limoges qualifié).
« Pau-Orthez bat Antibes... 73-66 (une « belle » sera jouée mardi 30 avril à Antibes).

CYCLISME

Amstel Gold Race
Le coureur Néerlandais Frans Maassen (Buckler) a remporté, samedi 27 avril, aux Pays-Bas, la classique cycliste Amstel Gold Race, en devançant au sprint l'Italien Maurizio Fondriest (Panasonic) et le Belge Dirk De Wolf (Tonton Tapis). Les trois hommes ont terminé avec huit secondes d'avance sur le Français Thierry Laurant (RMO) et une vingtaine de secondes d'avance sur le peloton.

EQUITATION

CSIO de Rome
Le cavalier français Hervé Godignon, sur Akai Prince d'Incoville, a enlevé l'épreuve du Grand Prix au

Rouge (futur adversaire de l'Olympique de Marseille en Coupe d'Europe). Selon l'agence yougoslave Tanjug, un policier et dix-neuf jeunes gens (quarante-six selon d'autres sources) ont dû recevoir des soins. A Split, huit personnes ont été blessées et cinquante autres interpellées après le match entre l'équipe locale Hadjuk et le Dinamo de Zagreb.

L'Argentine reste solidaire de Maradona

« Diego, nous t'aimons malgré tout »

BUENOS-AIRES

de notre correspondante

C'est dans la nuit, vêtus de la même chemise à fleurs et du même blouson en cuir noir qu'au moment de son arrestation spectaculaire, que Diego Maradona a été remis en liberté dimanche 28 avril à Buenos-Aires moyennant une caution de 20 000 dollars. Après vingt-huit heures de détention, la sortie discrète de l'enfant prodige du football argentin n'est pourtant pas le dernier chapitre du scandale Maradona. L'ancien capitaine du Napoli, déjà condamné en Italie sur le plan sportif pour consommation de cocaïne, doit maintenant affronter la justice de son pays. Après de longues heures d'interrogatoire, Maradona est accusé de « détention et distribution de drogue à titre gratuit » et risque entre quatre et quinze ans de prison. « Maradona a reconnu devant le juge avoir consommé de la drogue au cours des derniers mois », a indiqué de son côté le représentant du joueur de football, M. Marcos Franchi.

Si cette nouvelle affaire de drogue a dissipé les doutes sur la toxicomanie de Maradona, elle n'a pas ébranlé l'idolâtrie dont il fait l'objet en Argentine. « Diego, nous t'aimons malgré tout », quelques 400 personnes l'ont ovationné vendredi 28 avril au moment où la police des stupéfiants sortait de l'immeuble d'un quartier résidentiel de la capitale soutenant un Maradona pathétique, les yeux hagards et le visage envahi par une barbe de plusieurs jours. Le ministre de l'Intérieur, M. Mara Figueroa, avant même toute analyse de sang, annonçait officiellement que Maradona venait d'être arrêté alors qu'il consommait de la drogue en compagnie de deux amis d'enfance.

Surveillé depuis plusieurs semaines, le petit appartement où, selon d'autres versions, Maradona aurait été découvert endormi semble s'être refermé comme un piège, même si la police s'est déclarée « surprise » d'avoir trouvé le joueur de football dans cet endroit. La famille de Diego a reconnu que ce dernier était parti de chez lui depuis quarante-huit heures sans que l'on sache où il était.

La nouvelle de l'arrestation de Maradona a coïncidé, le 28 avril, avec la grande fête nationale du sport. Et de Carlo Bilardo, l'ancien entraîneur de l'équipe argentine, à Carlo Reutemann, l'ancien pilote de formule 1, en passant par les compagnons de jeu de Maradona, le monde sportif argentin a exprimé sa tristesse, mais aussi sa solidarité envers l'idole

déchue. « C'est un pauvre garçon qui est malade et il faut aider à s'en sortir », cette déclaration du président Carlos Menem résume l'attitude de la majorité des Argentins, alors que certains commentateurs politiques n'hésitent pas à comparer « la fragile et douloureuse situation de Maradona avec celle de l'Argentine ». Depuis plusieurs semaines les scandales se succèdent à Buenos-Aires, notamment les relations avec le trafic de drogue et le blanchiment des narco-dollars, dans lesquels semble être impliqué l'entourage direct du chef de l'Etat.

Questions sans réponses

Dans ce contexte, le scandale Maradona pourrait jouer un rôle de diversion, au moins dans l'immédiat. Même si personne en Argentine ne doute que Maradona soit coupable, son arrestation laisse de nombreuses questions sans réponses. Pourquoi la police est-elle restée quatre heures dans l'appartement où a été arrêté Maradona avant de le conduire en prison, ce qui a permis à la presse locale et même internationale au grand complet mais aussi à ses fans d'arriver sur les lieux ? Pourquoi cette publicité dans son propre pays alors que Maradona a toujours été défendu par le président Menem, qui, à diverses reprises, a accusé la presse internationale de « campagne anti-argentine » dès qu'elle dénonçait des scandales liés à la drogue ?

Selon la première version de la police, elle aurait découvert un sac mystérieux en plastique noir contenant 500 grammes de cocaïne, qui aurait été jeté par la fenêtre au moment de l'arrestation. Mais, vingt-quatre heures plus tard, le ministre de l'Intérieur a indiqué, sans plus de précision, qu'il s'agit en fait d'une quantité « bien inférieure ».

Enfin, ce n'est sans doute pas un hasard si le jour même de l'arrestation de Maradona un décret officiel annonçait que celui-ci avait été destitué de son titre d'ambassadeur sportif qu'il le président Menem lui avait octroyé en grande pompe avant le championnat mondial de football de 1990 en Italie. Plusieurs membres du gouvernement, dont le vice-président Eduardo Duhalde, se sont empressés d'affirmer que cette arrestation exemplaire démontrait la volonté du président Menem de mener une campagne sans merci contre la drogue en Argentine.

CHRISTINE LEGRAND

Les résultats

Tirage au sort des quarts de finale :

Le choc entre le FC Nantes et l'Olympique de Marseille constituera le match au sommet des quarts de finale, dont le tirage au sort a été effectué dimanche 28 avril. Les trois autres matches mettront aux prises Cannes et Monaco, Rodez et Sochaux, Gueugnon et Niort. Trois rencontres (dont Nantes-Marseille, pour ne pas charger le calendrier de l'OM avant la finale de la Coupe d'Europe) se dérouleront le mardi 14 mai, la dernière étant programmée le mardi 21 mai. Les matches auront lieu sur le terrain du premier nommé.

HANDBALL

Championnat de France
Le club de Nîmes a remporté son troisième titre de champion de France de handball en dominant Sélestat (27-21), samedi 27 avril, dans le Gard, lors de la vingt-deuxième et dernière journée de la compétition. Vénissieux termine deuxième et les Girondins de Bordeaux troisièmes.

RUGBY

Championnat de France (ultimes de la finale « aller »)
« Montpellier bat Tarbes... 18-9
« Brive et Stade Toulousain... 9-9
« M. de Marsan b. Narbonne... 15-12
« Montferrand bat Dax... 15-8
« Auch bat Racing CF... 18-15
« Toulon bat Bègles-Bordeaux... 18-9
« Perpignan bat Béziers... 15-9
« Biarritz bat Nîmes... 13-10
Les matches « retour » auront lieu les 4 et 5 mai.

سكزا س الاحل

صحنه من الاحول

CULTURE

CINÉMA

Mourir en Norvège

Deux films en un

UNE POIGNÉE DE TEMPS
de Martin Asphaug

Un vieil homme tousse dans son lit. Ainsi commence le film de Martin Asphaug, *Une poignée de temps*. La référence aux *Fraises sauvages* de Bergman est immédiate et se prolonge, puisque le vieil homme voyage dans sa mémoire, converse avec sa femme, morte depuis un demi-siècle.

Il s'ennuie dans sa maison de retraite, et s'évade. Dans la réalité et dans le temps. Dans son imagination en tout cas. Il revit des moments-clés de son passé et les modifie sans modifier pour autant son présent. En fait, tout se mélange, les retours en arrière ne sont pas chronologiques, ils suivent les élans, les palpitations du vieil homme.

Pour adhérer sans réticence à ce

va-et-vient entre rêve et réalité, enveloppé d'une poésie insistante, il faudrait s'attacher à cet homme, avoir envie de savoir. Mais ce que l'on apprend de lui par secondes demeure trop fragmentaire. Contrairement à Bergman, le réalisateur reste en surface de son personnage, qui apparaît donc sans mystère, plutôt banal.

En revanche, le film reconstitue avec soin la rude existence des paysans norvégiens dans la première moitié du siècle, et se délecte d'une nature sauvagement grandiose : rocs gelés, ciels transparents, tempêtes, forêts sombres, plus une mer que l'on devine glacée, mais dans laquelle on se baigne nu... Deux films se superposent sans s'unir : un beau documentaire touristique et l'histoire malheureusement inachevée d'un vieil homme qui plaisait avec la mort.

COLETTE GODARD

La diablesse et le clochard

Visages grimaçants

L'OMBRE D'EMMA
de Soeren Krogh-Jacobsen

Le petit chat n'est pas mort. Mais il s'est fait éjecter du très cosy appartement d'Emma par sa glaciale maman. Privée de son ultime ami, la gamine sevrée de tendresse choisit la fugue. Et comme on parle justement beaucoup dans les gazettes, qui traitent dans le salon art déco, de l'enlèvement du fils Lindbergh, elle simule son propre kidnapping. Plongée dans les bas-fonds de Copenhague, jusqu'à un taudis chalet de l'égoûtier Malthé, souffre-douleur clochardisé du quartier.

Ce ne sont guère les prévisibles tribulations de cette diablesse et

douze ans avec son protecteur-nourris (approuvément réciproque, dépense somptuaire de la rançon en friandises) qui font l'intérêt de *L'ombre d'Emma*. Et certainement pas la mise en scène. Mais plutôt quelques étranges parti-pris, tels que d'avoir rendu horripilante son héroïne pendant au moins les deux tiers du film, ou d'user et d'abuser de visages grimaçants ou caricaturaux jusqu'à faire songer à l'expressionnisme. Et aussi la vraie noirceur de la traque du brave Malthé, que les policiers prennent pour un réel ravisseur. Qu'on se rassure dans les chaumières, tout finira bien.

JEAN-MICHEL FRODON

Chesnaïs déchaîné

Une heureuse comédie de boulevard

TRIPLEX
de Georges Lautner

Qu'un informaticien, ingénieur malchanceux et ruiné, fasse avaler une carte à puce à son syndic de faillite et se retrouve en prison préventive, c'est une bonne idée de comédie. Nicolas, l'informaticien - Patrick Chesnaïs - est donc traduit en justice et Nathalie - Cécile Pallès, débutante prometteuse - son avocate commis d'office, est fiancée à l'avocat du syndic.

Si Georges Lautner, après plusieurs films décevants, renoue heureusement avec le divertissement farfelu qui a fait son succès dans les années 60/70, c'est grâce à un scénario fort bien agencé et dialogué par Didier van Cauwelaert, qui reprend dans un contexte modernisé le per-

sonnage de gaffeur emmerdeur auquel était voué naguère Jean Lefebvre. Le titre du film, *Triplic*, fait référence à l'immobilier pour s'appliquer au classique trio Nicolas/Nathalie/Franck, car bien entendu l'homme aux cartes à puce s'empare de l'avocate qui l'a fait relaxer. Il veut absolument qu'elle ne s'occupe que de lui, et bousille sa liaison avec Franck, qui d'ailleurs n'est pas sans tâche...

Patrick Chesnaïs, déjà lancé à fond de train dans la *Pagaille* de Pascal Thomas, est, chez Lautner, totalement déchaîné. Il est vrai qu'il a le plus beau rôle. Il apporte par son jeu la vraie fantaisie de la comédie de boulevard, dont la mise en scène n'assure que l'aspect fonctionnel. Il n'a sûrement pas fini de surprendre.

JACQUES SICIER

DANSE

« Giselle » sans kitsch

Une production nouvelle qui allie romantisme et modernité

GISELLE
au palais Garnier

Il y a deux ou trois ans, « entraîné » par un ami à la galerie Yvon Lambert, Patrick Dupond découvre les toiles du jeune peintre breton Loïc Le Groumellec et s'écrie aussitôt, devant ces paysages désolés, hérissés de menhirs : « Mais c'est Giselle ! » Il n'oubliera pas ce choc. Devenu, entre-temps, directeur de la danse à Garnier, où une reprise de *Giselle* est prévue pour le cent-cinquantième anniversaire de l'œuvre, il commande aussitôt décors et costumes à Loïc Le Groumellec, qui travaille là pour la première fois au théâtre.

Emoi dans le petit monde conservateur des balletomanes. Quoi ! un peintre « moderne » pour *Giselle*, intouchable chef-d'œuvre du ballet romantique ! Hérésie ! Des rumeurs courent, les costumes bafoueraient les exigences de la danse (quelques modifications de détail seront, en effet, apportées) ; pis, un hiatus se produirait entre le nouvel environnement et la chorégraphie, restée traditionnelle comme la pantomime.

Electricité dans l'air le soir de la première, le 25 mars. Qu'avons-nous vu ? Nul hiatus. Enfin débarrassée de son style « calendrier des postes », une *Giselle* harmonieuse, sobre et belle, que son dépouillement accorde subtilement à notre temps, sans trahir son esprit d'origine.

Au premier acte, une grande toile de fond beige, doux vallonnements se confondant avec un ciel marbré ; à gauche, sortant à demi de la coulisse, une maisonnette sans porte, ni fenêtres, réduite à son plus simple volume, comme celles du Monopoly ; à droite, une sorte de vaste cage blanche, que seuls les esprits tatillons jugeront impropre à dissimuler le manteau et l'épée du prince.

Piquante et enjouée

Un deuxième acte poétique, mystérieux, avec cette rangée de mégalithes et de menhirs émergeant du plateau dénudé où se dresse la blanche croix tombale de Giselle. Les costumes ? Un peu engoncés par-ci (les vendanges débarrassées de leurs paniers de raisin), un peu démodés par-là (la suite princière), les mariages agrémentés des bleus et des verts éteints pour les paysans, des pourpres, émeraude, mais, aubergine, outre mer, Véronèse, pétrole, tabac pour la cour.

Patrice Bart et Gérald Polyskov, les maîtres de ballet, ont très habilement remonté et adapté la chorégraphie (d'après Jean Coralli) de Jules Perrot, dont il est impossible, comme on sait, de retrouver la version « authentique ».



Claude de Vulpian et Laurent Hilaire

que », avec de jolies trouvailles comme cet essaim de Willis entourant la tombe de Giselle pour saluer son apparition et un souci bienvenu de cohérence et de clarté dans la mise en scène.

Le premier soir, Claude de Vulpian est une Giselle fine, intérieure, une lithographie un peu pâle, touchante. Laurent Hilaire, qui n'a cessé, ces dernières années, de progresser en force et en sûreté, est un prince à traîner tous les cœurs après soi et à les achever au deuxième acte par des cabrioles et des entrechats somptueux.

Wilfrid Romoli invente un Hilarion (l'amoureux éconduit de Giselle, dont la jalouse précipitera le drame) aux antipodes du troisième costume mélo qu'on nous sert si souvent ; il réussit à

en faire un personnage complexe et intéressant, tout en s'intégrant fort bien à la sobriété générale du spectacle.

C'est Monique Loudières, le lendemain, qui va nous faire tomber à genoux devant une Giselle entrée dans la cour des grandes, technique éblouissante certes, mais qu'on ne songe même plus à remarquer tant elle est justifiée, transcendée par l'interprétation. Giselle piquante, enjouée, infiniment charmante et expressive au premier acte ; transparente fantôme au second, mais le cœur encore brillant d'amour pour son prince repenti, l'entourant d'une tendresse désespérée qu'on ne pourra plus oublier.

Patrick Dupond joue sur le contraste en fin comédien : son prince n'est d'abord qu'un cou-

reur de jupons, pas vraiment épris, un Don Juan amusé que la passion foudroie, soudain, à la mort de Giselle et qu'on verra alors ravagé de douleur. Marie-Claude Pietragalla faisait en Myrtha, la reine des Willis, des débuts très attendus : ne parlons plus d'une beauté et d'une autorité déjà légendaires, admirons des bras ondoyants et crémeux, qui devraient closer le bec à ceux qui étiquettent « danseuse moderne, moins apte aux rôles romantiques » : Le jour où elle oubliera le public, qu'elle ne peut s'empêcher par moments de toiser, elle sera reine entre les reines.

SYLVIE DE NUSSAC

► Jusqu'au 11 mai à 19 h 30. Matinée à 14 h 30 le samedi 4 mai. Tél. : 47-42-53-71

THÉÂTRE

Ce paradis chaque jour perdu

Une pièce réputée injouable, l'œuvre la plus poignante de Williams

LA NUIT DE L'IGUANE
à la Comédie-Française

La Nuit de l'iguane est la hantise intime, obscure, de Tennessee Williams, son tréfonds, intraduisible. A plusieurs reprises, de loin en loin, il se réveille à ce fantôme. Sans nous le révéler à ce point. Sans nous le faire plus poignante. A l'origine, rien que des sensations. On ne peut plus simples. L'odorat, le goût, l'ouïe, la vue, de Tennessee Williams, sont violemment touchés : il a vingt-huit ans, il vient de tomber sur un coin isolé et inviolé de la côte du Mexique.

Quelques-unes de ces sensations, dans le désordre. La noix de coco. Verte, toute fraîche cueillie au sommet de l'arbre. Tennessee Williams tient à préciser, dans le manuscrit de *La Nuit de l'iguane*, que l'arbre est juste là en plein milieu de l'action, du décor, et que l'on monte y cueillir les noix pressées pour un oui ou pour un non. Prenez un couteau-sabre, fendez en deux la noix de coco verte. Dedans ce n'est pas du lait, c'est de l'eau. Une eau surnaturelle, d'une odeur et d'un goût à peine décelables mais qui suscitent aussitôt une illusion d'éden, de naissance du monde. La première eau. L'eau des premiers jours de la création.

Prenez l'iguane. C'est un saurien. Pas aussi grand que le varan des îles Komodo, qui mesure plus de trois mètres, mais l'iguane peut atteindre un bon mètre cinquante, et là, ce n'est plus la Bible, c'est l'autre Histoire, celle des monstres de la préhistoire. La fable des origines. Et l'iguane prend facilement des airs d'acteur, maquillé, costumé, qui vient jouer une p'tite pantomime, sous vos yeux.

Prenez les fleurs, les arbres, des tropiques. Tennessee nous dit qu'ils enserrant l'action de sa qu'ils enserrant l'action de sa pièce. Que ce soit la fougère géante, le mangrier, le flamboyant,

même le bambou, ils n'ont rien de commun avec les arbres de Chicago, de Memphis. Ces arbres des pays chauds vous sautent à la figure, par une force de présence, présence active comme s'ils disposaient d'une énergie et même d'une volonté définie d'expression et d'un don de maléfices.

Il faudrait rappeler les cris des oiseaux, cris d'une même intensité, qui s'associent, émettent un rythme et des timbres qui vous alertent comme si vous étiez censés de démons qui s'entrechoquent à travers vous. Arrêtons là l'énumération des surprises d'un tel lieu : la nature vous en réserve bien d'autres.

Faisceaux d'images

Tennessee Williams, dans son coin de paradis du Mexique, ne reçoit, par ses cinq sens, rien de plus que ce que n'importe quel pékin recevrait là. Mais ses cordes sensibles sont plus tendues, plus écorchées. Et surtout, sa réaction à ces sensations neuves, d'une part, et d'autre part tout un faisceau d'images et d'idées constantes dont il ne s'est pas guéri s'interpénètrent.

Corps de femmes et d'hommes, de la fleur de l'âge à l'avant-agonie, air marin de la poésie, halte à la prière, entêtement du sexe à ses heures, vieux attachements obscurs... Eau de source de l'arbre à curus... Eau de source de l'arbre à curus... Toutes ces « fuites » de la conscience de Tennessee Williams, il ne saura pas les chasser. Il ne saura pas les écrire. Il les appellera *La Nuit de l'iguane*.

Deux actes de l'imagination créatrice peuvent plus que d'autres tenter de ressusciter des « nuits de l'iguane » : la poésie et le cinéma. Si Tennessee Williams a écrit ce poème, ou des fragments de ce

poème, il les a détruits. Le film a été fait, superbe, par John Huston, et joué par Richard Burton qui donnait la lumière joyeuse autant que la nuit de ce rêve, et par Deborah Kerr ; Tennessee Williams n'a pas aimé.

Récit en prose, pièce en un acte, pièce en trois actes, plusieurs versions... Brigitte Jacques propose une mise en scène d'une version de *La Nuit de l'iguane* traduite en français par Gérard Weisman. C'est bien sûr un défi. Puisque cette œuvre, redisons-le, n'existe, ne respire, que par des réactions de l'odorat, du goût, des sens physiques, et qu'au théâtre la n'est pas du tout la question.

Le choc de Tennessee Williams, au Mexique, fut tel qu'il lui inspira sa plus belle pièce - une pièce injouable. La plus émouvante à écouter et à regarder, surtout lorsqu'elle est animée, comme ici, par le jeu léger, raffiné, souriant, recueilli, profond, aisé, vraiment merveilleux, de Catherine Salviat, par le jeu aussi de Pierre Vial, d'une charge spirituelle et affective très forte dans le rôle du vieux poète qui va mourir tout à l'heure parce qu'il a enfin achevé son poème au « courage » qui « vivra plus loin que dans l'arbre aux fruits d'or ».

Le révérend Shannon, pasteur révoqué par l'Eglise, est le caractère d'homme le plus marquant du théâtre de Tennessee Williams : Jean-Baptiste Malartre y est excellent, il lui manque juste un rien d'humour. Remarquables sont aussi Catherine Ferran, Yvan Doruz, Catherine Sauval, Claude Lochy, et, naturellement, la grande actrice Béatrice Dautin, mais il semble que le mettre en scène leur ait imposé, de ces rôles, une vision à la fois incomplète et exagérée.

MICHEL COURNOT

► En alternance. Tél. : 40-15-00-15.

JEAN-MARC LUISADA : UN ROMANTIQUE D'AUJOURD'HUI

AUDACIEUX. Depuis longtemps, Deutsche Grammophon boudait les pianistes français. Et voici que c'est au plus original de nos jeunes loups du clavier que l'illustre maison confie une nouvelle version des valses de Chopin. PRESTIGIEUX. Carnegie Hall fête ses cent ans. Depuis son inauguration par... Tchaïkovski, le temple new-yorkais de la musique a vécu au rythme des passions et des mutations de l'Amérique. La légende d'un siècle. PLURALISTE. Au Conservatoire, Dominique Merlet le doyen et Michel Beroff le benjamin enseignent le piano. Entretiens croisés, par Philippe Cassard, un ancien élève qui a fait son chemin. PARADOXAL. A l'heure du son laser, le 78 tours gagne sans répit des adeptes à sa cause. Enquête dans un microcosme où la nostalgie est toujours ce qu'elle était. Et aussi : Elfriede Jelinek, musicienne et romancière ; le Moyen Âge de Dominique Vallard ; l'Olympia ; les J.M.F. ; les chaînes haut de gamme ; le club ; les disques, les livres, les petites annonces.



Le Monde de la Musique
30 F chez votre marchand
de journaux.

CULTURE

ARCHITECTURE

La ville laboratoire

Trois immeubles témoignent de la vitalité du logement parisien

En passant rue de Meaux, sans trop y prendre garde, l'un d'entre nous avait ironisé : « Tiens, un Piano d'imitation ! », gardant bien sûr en mémoire la poésie du petit bâtiment d'angle construit par le fameux architecte italien à côté du Centre Pompidou, pour une extension de l'IRCAM. C'est vrai qu'il y avait un air de ressemblance, ces façades rouge brique et régulièrement tramées, et ce soin apporté au détail. Quelques jours plus tard, il fallut se rendre à l'évidence : le faux Piano en était un vrai, et de la meilleure trempe. La qualité du dessin s'expliquait, le soin s'avérait perfection, et le tout se doublait d'une étrangeté : ce bâtiment hors norme dans Paris par ses techniques de construction, par son vocabulaire était un banal immeuble de logements parfaitement accessible au commun des mortels.

Les traditions commerciales ont fait baptiser cet ensemble, au 64 rue de Meaux, Square des Bouleaux. C'est un peu déuet, mais cela correspond à la lettre et à l'esprit des plantations rêvées qui occupent l'essentiel d'une cour rigide rectangulaire et font un contrepoint à la sévérité géométrique de l'ensemble, du gabarit au plan masse. Mais cela vibre aussi, comme le béton de fibre, dont les feuilles argentées alternent régulièrement avec la céramique rouge.

Les références abondent, comme devant toute œuvre à la fois riche d'invention et d'économie de moyens : le Japon, l'Italie ? Ou tout simplement Paris, dont l'agence Piano respecte ici singulièrement l'esprit tout en livrant à la ville une sorte de nouveau prototype. Un de plus, regretteront les esprits chagrins, pour qui l'accoutumance à un langage inhabituel, surtout architectural et donc obligatoirement, est toujours un supplice. Un de plus, se réjouiront les autres, qui, tout en regrettant le peu de cas souvent fait des « commodités internes » (le Monde du 28 février), apprécient à leur juste valeur les efforts entrepris pour redonner à la ville contemporaine l'urbanité que les décennies d'après guerre semblaient avoir définitivement condamnée. Un phénomène particulièrement appréciable à Paris.

C'est en effet un paradoxe parisien, et plus précisément municipal, que d'avoir produit des outils d'études tout à fait sophistiqués pour aider à la croissance heureuse

de la ville, en l'occurrence l'Atelier parisien d'urbanisme (APUR), et de perdre pied dès qu'il s'agit de projets de quelque importance. On l'a vu récemment : c'est avec la même fierté, ou presque, que le maire de Paris, M. Jacques Chirac, convoquant un solide groupe d'officiels et de journalistes, a présenté la raquette de la « banane », le centre Zeus, au bout de feu les entrepôts de Bercy (le Monde du 20 avril), et plusieurs réalisations de bon aloi, voire exemplaires, implantées dans le douzième arrondissement de la capitale.

Quelle meilleure idée, en effet, que d'avoir confié à Patrick Berger, un des plus sensibles architectes de sa génération, l'un des plus inventifs et pourtant l'un des plus respectueux du contexte, le soin de restaurer et aménager les voûtes sous le viaduc de l'avenue Daumesnil ? Quoi de plus sage, encore, que d'avoir demandé à Roland Schweitzer de coordonner l'aménagement de la ZAC Reuilly ?

L'aventure des petits équipements

Certes, tout ne relève pas ici de la plus pure perfection, dans cet ensemble complexe qui répartira à terme 6 hectares de bureau pour huit cents logements autour d'un jardin et d'un mail, et sur lequel ont travaillé plus d'une dizaine d'équipes d'architectes. Il y a, côté jardin, un peu de gras dans la ville, un peu de cet embonpoint qui semble devoir caractériser, à Paris, le tout-venant des immeubles de bureau. Mais le logement, assujéti tant par les politiques que par les promoteurs à un régime beaucoup plus sportif, fait preuve ici d'une éclatante jeunesse, disciplinée de surcroît puisque apparemment les différentes équipes ont su coexister sans se livrer à de trop après sursurcuses formelles, et même coexister avec la barre passablement monumentale laissée avenue Daumesnil par un disciple de Perret.

Ce moment, sans doute un peu tendu, de l'histoire de la ville se trouve ainsi réhabilité, au sens constructif comme au sens pénal. Cela mettra du baume au cœur de ces architectes restés prudemment anonymes qui ont décliné le thème aujourd'hui bonni de la barre à tous les coins de l'Hexagone. Il est vrai que cette barre-ci a des qualités que n'ont pas, tenez, au hasard, les casemates sordides de la place des Fêtes, dans ce dix-neuvième arrondissement qui, depuis vingt ans, n'a plus à donner à son « regard » (1) que les moiteurs du sous-sol.

Mais revenons sur terre, à cette architecture du logement, et plus généralement à ces petits équipements qui ne sont, pris individuellement, ni des gages de pouvoir ou de renommée pour un maire de grande ville ni l'occasion de bonnes affaires pour les promoteurs privés. Ce sont des édifices à petits prix, parfois à tout petits prix, parfois à prix moyens. Il faut donc beaucoup d'ingéniosité aux maîtres d'œuvre et beaucoup d'intelligence à leurs maîtres d'ouvrage pour corriger par la seule vertu de

l'architecture la pignerie de leur financement, et parfois pour faire oublier les méchancetés sociales que cela entraîne. Durant la décennie 70 et au-delà, la banlieue passait, dans les diners mondains, pour le « laboratoire » de la nouvelle architecture française. Aujourd'hui, à bien des égards, la ville elle-même, et en l'occurrence Paris, a pris le relais de l'inventivité.

Sans doute subsiste-t-il des brutalités spirituelles, comme la ZAC Montempoivre, où cependant les ménagères se retrouvent dans le culte d'une construction ordinaire - la cuisine doit être à gauche, immédiatement après la porte d'entrée. Sans doute la plus grande part des immeubles construits relève-t-elle d'un tout-venant moyen, un peu prétentieux pour faire mousser le diplôme, mais tout à fait similaire, en définitive, à la production des architectes haussmanniens, heureusement bridés par l'obligation (relative) des balcons aux deuxième et cinquième étages.

Ils n'ont plus pour obligation désormais, et, espérons-le, pour quelque temps encore, que de s'aligner sur le tracé des rues, de respecter des hauteurs, de construire

la ville sur la ville, de densifier. Cela peut donner les deux cents logements de l'immeuble signé Piano. Cela peut produire aussi l'intelligent édifice, de taille comparable (cent vingt logements), construit pour les besoins de l'Assistance publique par Gilles Bouchez, boulevard Vincent-Auriol.

Ce bâtiment gris, d'un seul tenant, est en fait articulé en trois blocs, qui répondent avec une complicité mi-ironique, mi-naïve à la mécanique métallique du métro aérien, au milieu du boulevard. Malgré quelques grimaces un peu malhabiles sur les toits, la réalisation de Bouchez représente, comme celle de Piano, un remarquable concentré d'astuces, parfois presque imperceptibles, qui peuvent concerner le tout et le détail, les modes de construction comme le plan masse, la lumière comme les circulations. Les immeubles dits haussmanniens tendaient à l'uniformité, à la régularité. Ici l'immeuble de Bouchez, comme celui de Piano, tend à la singularité, mais sans pour autant créer de fracture dans la ville.

C'est ce qui fait aussi la qualité d'un immeuble à peine « perceptible » construit quai de Seine par Yves Lion. Remarquablement des-

siné, strictement « moderne », c'est-à-dire sans aucune des singeries dont le « post-modernisme » a cru bon d'affubler ses constructions, pensant les rendre plus présentables. Cet immeuble de Lion (qui a reçu en 1990 l'Équerre d'argent du Monde pour le Musée de Blancourt) est l'une des plus parfaites démonstrations d'architecture brute qui aient été faites à Paris, ces derniers temps, en matière de logement. Pas une concession aux modes, pas un clin d'œil, pas un sourire, mais la certitude (vraisemblable) du vieillir bien, si les matériaux l'autorisent, parce que, aussi savamment travaillée, un tel édifice ne peut que révéler peu à peu sa beauté.

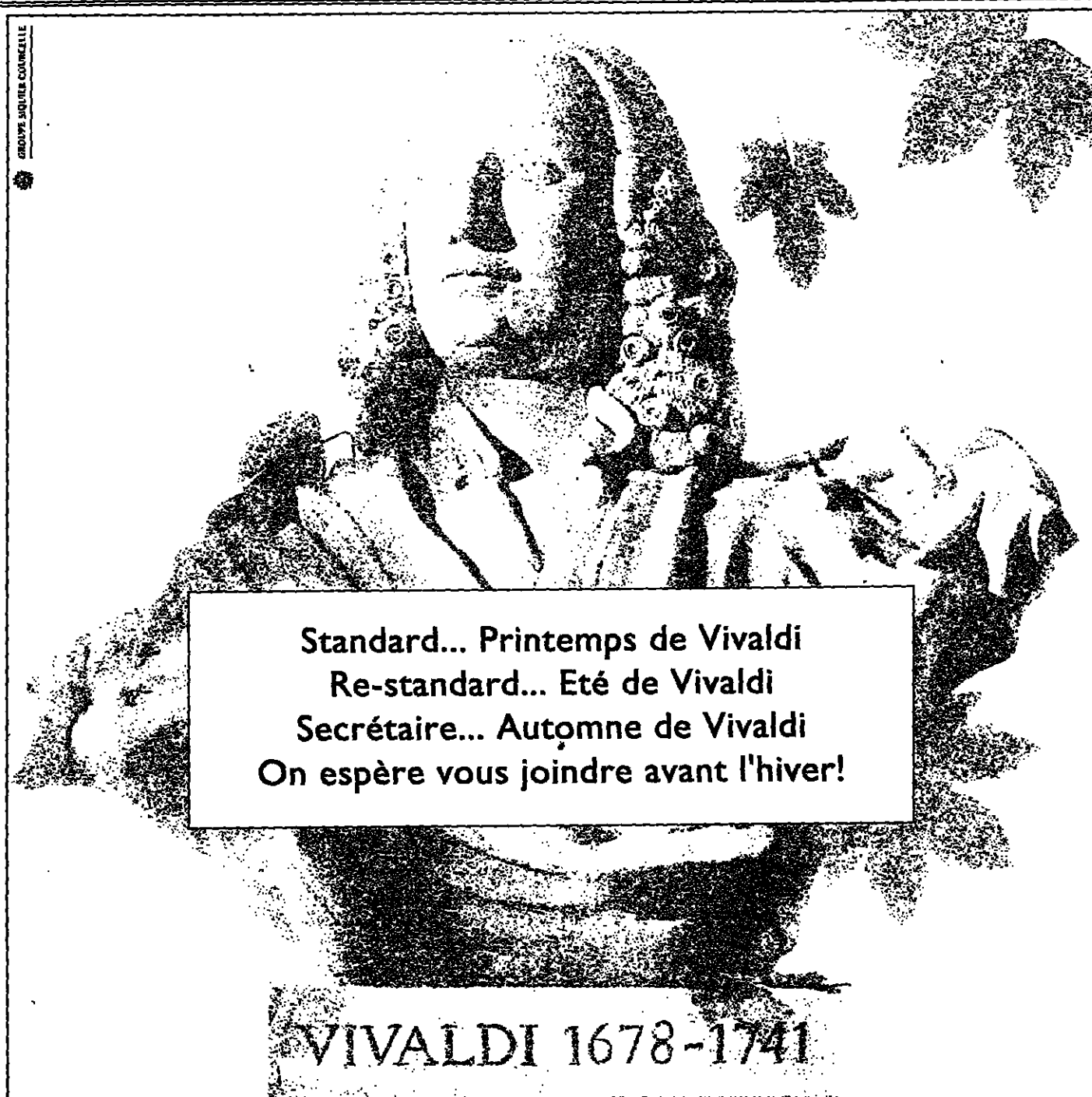
Piano, Bouchez, Lion, ce sont là trois exemples arbitraires à Paris, parmi deux bonnes dizaines d'autres architectes de fier talent et de belle imagination. Bref, nous n'avons que l'embaras du choix, là où, voici dix ou quinze ans, une seule main était presque de trop pour compter les vrais maîtres d'œuvre. Car, il faut s'en souvenir, cette aventure du logement est passée par quelques étapes peu visibles en termes de taille, mais sans doute capitales en termes de symbole : Gaudin, rue de Ménilmon-

tant, et bien sûr Portzamparc, pionnier d'un retour à la réflexion urbaine, avec l'immeuble de la rue des Hautes-Formes.

Le public a commencé à apprendre ces noms, à côté de ceux qui ont fait les « grands travaux présidentiels ». Il faut sans doute qu'il apprenne aussi les noms de ceux qui ont permis à ces architectes de construire : l'APUR, parce qu'elle a défini une politique de prudence et d'intelligence pour l'ensemble de la capitale, des organismes qui n'ont pas la main systématiquement heureuse, mais qui l'ont parfois bigrement, comme l'Office de construction d'immeubles locatifs pour Gaudin, l'Assistance publique pour Bouchez, ou encore et surtout la Régie immobilière de la Ville de Paris. Celle-ci, sous la direction de Michel Lombardini, a été à l'origine aussi bien des Hautes-Formes de Portzamparc que du Square des Bouleaux de Piano, de l'immeuble de Lion et d'une kyrielle d'autres qui ont été pour autant d'architectes l'occasion de démontrer leur savoir-faire.

FRÉDÉRIC EDELMANN

(1) Ancienne ouverture sur les sous-sols de la ville, dont subsiste un exemplaire place des Fêtes.



Standard... Printemps de Vivaldi
Re-standard... Été de Vivaldi
Secrétaire... Automne de Vivaldi
On espère vous joindre avant l'hiver!

VIVALDI 1678-1741

NUMERIS aujourd'hui. Directement votre correspondant. L'un des avantages de Numéris, c'est que chaque personne dans l'entreprise a son numéro. On peut la joindre directement. Sans intermédiaire. Sans perte de temps. Numéris aujourd'hui, c'est un seul et même réseau pour transmettre la voix, les données, les images, rapidement et avec la qualité numérique. Partout en France, quelle que soit la taille de votre entreprise, Numéris est disponible. Parce qu'il est un standard international, il vous garantit la pérennité de votre investissement. Pour découvrir tous les avantages de Numéris, consultez votre agence FRANCE TELECOM ou appelez le **NEVER 15 26 12**

NUMERIS. TOUT COMMUNIQUER PLUS SIMPLEMENT.

FRANCE TELECOM
UN AVENIR D'AVANCE

COMMUNIQUE

Par jugement du Tribunal Correctionnel d'AUCH le 19 avril 1990, confirmé le 18 octobre 1990 par la Cour d'Appel d'AGEN, Monsieur Claude TUFFIER, agent commercial de la Compagnie Générale des transports de Nice, a été reconnu coupable des délits de faux et usages de faux en écritures privées par altération d'écritures ou de signatures, en l'espèce des lettres et imprimés présentés comme émanant de la F.E.N. de la REUNION et du Ministère des Départements et Territoires d'Outre-Mer.

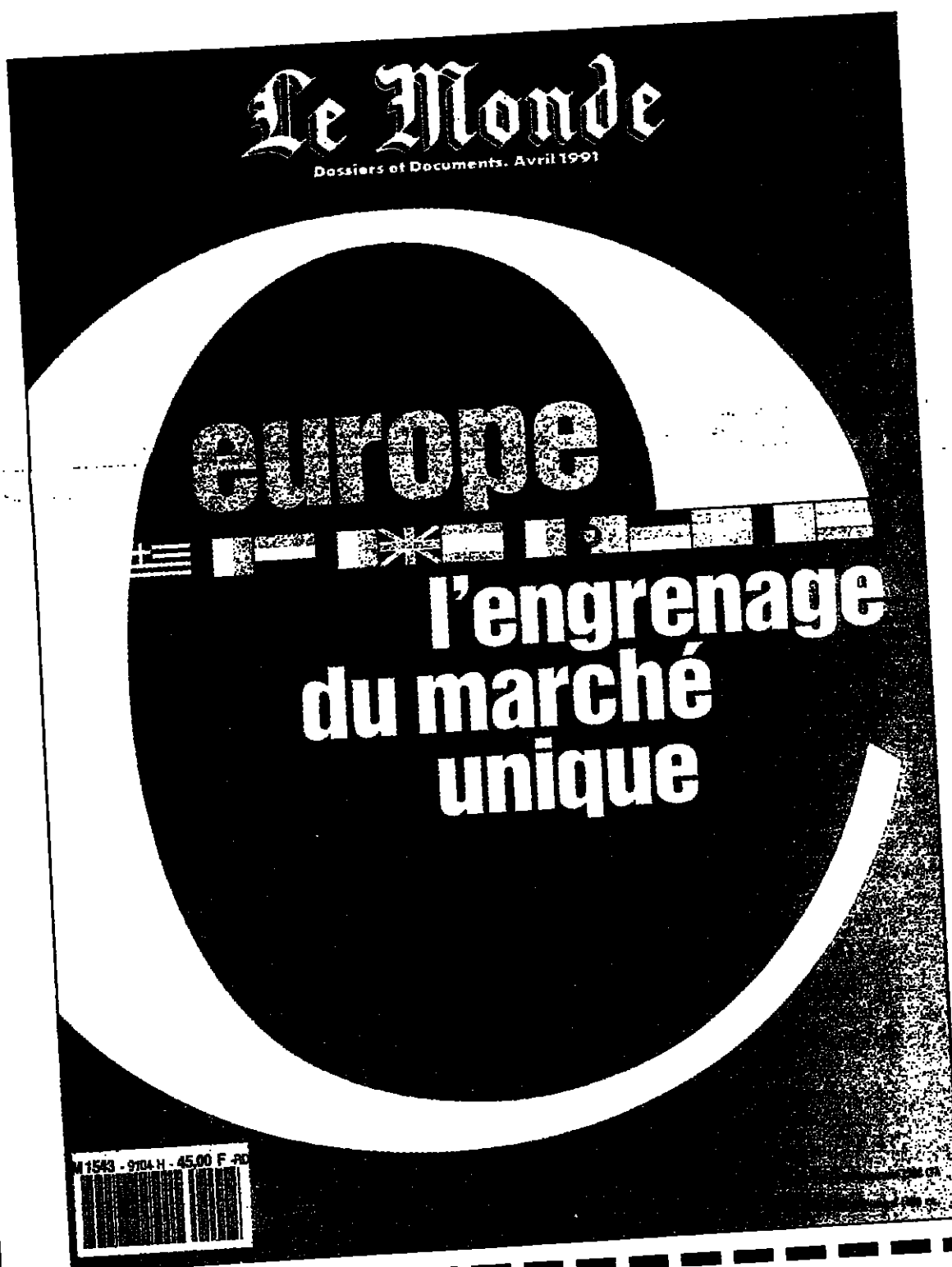
هكذا من الامم

NUMÉRO
SPECIAL

Le Monde

DOSSIERS ET DOCUMENTS

EUROPE : L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE



A moins de deux ans de la naissance du marché unique, *le Monde* publie un nouveau numéro spécial consacré à l'Europe.

Une brochure indispensable de plus de 100 pages pour analyser l'état de la construction européenne dans une conjoncture internationale mouvementée et dans un environnement économique difficile ; pour comprendre les enjeux commerciaux, politiques, économiques et sociaux ; pour découvrir sur quelle base se construira l'Europe de 1993.

Ce numéro, réalisé par les spécialistes du *Monde*, présente et explique les décisions, les initiatives, les projets de l'Europe du marché unique. Avec des articles de fond et des interviews d'hommes de terrain.

106 pages - 45 F

EN VENTE CHEZ VOTRE
MARCHAND DE JOURNAUX
OU PAR CORRESPONDANCE

BON DE COMMANDE : EUROPE, L'ENGRENAGE DU MARCHÉ UNIQUE

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL LOCALITÉ et PAYS _____

FRANCE - MÉTROPOLITAINE : 50 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 50 F = _____ F

DOM-TOM et ÉTRANGER : 55 F (port inclus) - Nombre d'exemplaires : _____ x 55 F = _____ F

Bon à retourner avec votre règlement par chèque bancaire ou postal à :
Le Monde - Service vente au numéro - 15, rue Falguière - 75501 Paris cedex 15 - France

مكتبة العالم

صكنا من الاحل

COMMUNICATION

La mort de Robert Velter

Le père de Spirou

Son nom était quasiment tombé dans l'oubli, alors que celui de son rejeton de papier, Spirou, fait encore le tour du monde. Robert Velter, le créateur du petit groom qui enchante les lecteurs du *Journal de Spirou*, est mort dans la nuit du 26 au 27 avril, à Saint-Malo (le Monde daté 28-29 avril).

Ce Parisien né en 1909 avait longtemps hésité entre une carrière de dessinateur et l'aventure des transatlantiques. Il choisit d'être steward sur les paquebots. Il y croise des auteurs américains de *comic strips* et devient l'assistant de Martin Branner, pour lequel il dessine les décors de *Bicot*, transposition française de *Perry*. Sous la signature de Bozz, il crée le personnage de Presto, qu'il propose en 1935 au journal *le Petit Parisien*.

Robert Velter ne cesse pourtant pas de naviguer. Chargé d'animer les loisirs des passagers de la ligne, le jeune steward illustre les programmes en y glissant des croquis d'un jeune mousse, Toto, l'ancêtre de Spirou. Ses aventures deviendront en 1937 le *Journal de Toto*. Le bulletin ne durera

qu'un an mais c'est assez pour que l'éditeur Jean Dupuis fasse appel à son inventeur quand il décide, en 1938, de lancer un magazine de bandes dessinées. Robert Velter crée le personnage de Spirou qui donnera son nom au journal du même nom, représentatif de l'école de BD dite de «Charlier», en opposition à celle de Bruxelles, qui naîtra en 1946 avec le *Journal de Tintin*.

Robert Velter, qui prend le pseudonyme de Rob-Vel, fera vivre Spirou deux ans. Mobilisé à la déclaration de guerre, puis fait prisonnier, Rob-Vel est obligé de faire appel à Jijé, futur père des aventures de Jean Valhéri et de Jerry Spring, pour assurer la survie du héros vedette du *Journal de Spirou*. Finalement, il vendra ses droits aux éditions Dupuis qui confieront Spirou à Jijé. Ce dernier adjoindra au petit groom à toque rouge ses amis Fantasio et l'écureuil Spip, puis son successeur Franquin (Gaston Legaffie) ajoutera au trio le personnage du Mersuplami.

Y.-M. L.

La presse quotidienne fragilisée

Suite de la première page

Après lui, *Sud-Ouest* (+ 2,5 %), le *Télégramme* (+ 5,7 %), le *Courier de l'Ouest* (+ 2,6 %), les *Dernières Nouvelles d'Alsace* (+ 1,4 %), l'*Alsace* (+ 0,8 %) tirent bénéfice, notamment, de leur politique rédactionnelle et de leurs efforts en faveur du portage à domicile. Les treize autres titres souffrent, à des degrés divers.

Parmi eux, les titres phares du groupe Hersant accusent des chutes importantes : le *Dauphiné libéré* - 18,6 %, *Paris-Normandie* - 11,5 %, le *Progrès* - 6,4 %.

Cette relative mauvaise santé d'un bon nombre de quotidiens ne se retrouve pas, toutefois, dans les chiffres d'affaires, dont le Service juridique et technique de l'information (SJTI) vient de publier le dernier état (le SJTI ne distingue pas, dans la presse dite d'«information générale et politique», les quotidiens - majoritaires - des périodiques). Globalement, les chiffres d'affaires sont en hausse d'environ 30 % sur la période 1985-1990. Mais on constate une baisse relative des recettes de diffusion dans les comptes d'exploitation : elles

représentaient en 1985 57 % pour la presse nationale et 60 % pour la presse locale ; elles ne représentent plus respectivement que 51 % et 55 %. L'érosion des ventes trouve ici sa traduction.

Une presse périodique hypertrophiée

Les recettes publicitaires ont au contraire renforcé leur part relative. Après des années de sous-investissement publicitaire, la France s'est réveillée avec l'ouverture du marché audiovisuel. A partir de 1985, la télévision a «tiré» l'ensemble des médias. La presse écrite en premier lieu. Malgré un fléchissement, l'année 1990 a connu des chiffres d'affaires encore en hausse de 8,4 %, selon le SJTI, succédant à trois années particulièrement fastes.

Entre 1985 et 1990, le chiffre d'affaires publicitaire de la presse nationale et locale généraliste a progressé de 50 %, sans toutefois rattraper un retard caractéristique du marché publicitaire français (3).

La dérive est là. Dans un affai-

blissement des ventes, que viennent compenser des recettes publicitaires supplémentaires, ce qui rend les journaux un peu plus dépendants à leur égard. Comme si la vocation du quotidien - comme déjà nombre de magazines - n'était pas d'être lu par un nombre important de lecteurs, mais seulement un nombre suffisant, permettant d'asseoir de confortables rentrées de «pub». De l'idée du journal, on passe à la notion de support...

Comment en est-on arrivé là ? On ne peut se contenter du cliché rabâché d'une concurrence du petit écran. Suffisamment d'exemples étrangers démontrent le contraire. La presse quotidienne assure des fonctions irremplaçables que ne peut pas remplir la télévision : en simplifiant, le besoin d'information «de proximité», que comble la presse régionale, et le besoin d'approfondissement, d'analyse, de «sens» donné aux événements, auquel répond la presse nationale. On ne peut pas se contenter non plus du constat déjà ancien que les Français, peuple «latin», lisent traditionnellement peu et surtout peu de quotidiens, par comparaison à leurs voisins du nord de l'Europe, des États-Unis ou du Japon. L'élévation du niveau de culture devrait au contraire encourager cette lecture.

Encore faut-il que le lecteur passe du besoin à l'acte d'achat. Qu'il trouve dans l'univers de la presse quotidienne une réponse suffisamment diversifiée. Que cette presse aille au-devant de lui. Or les structures mêmes d'exploitation des quotidiens nationaux, pour se limiter à eux, entraînent une fragilité permanente.

Plusieurs causes concourent à cette fragilité. D'abord le système de diffusion, centralisé depuis la Libération par les Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP). Un instrument unique, qui permet de fournir le journal aux marchands répartis en quelque 36 000 points de vente sur l'Hexagone. Efficace à ce titre, mais lourd. Sa performance a permis le développement d'une presse périodique hypertrophiée (environ 2 500 titres), qui a trouvé là l'instrument adéquat de sa mise en place et qui, dès lors, se trouve en concurrence, pour le consommateur, avec les quotidiens. Trop lourd pourtant pour ceux-ci, qui arrivent tardivement chez les marchands et ne trouvent pas dans ce quasi-monopole la souplesse désirée. Et cher, puisque la commission des NMPP atteint, dans le cas du *Monde* par exemple, près de 50 % du prix de vente.

Le prix du timbre-poste

Un tel système ne permet pas la «mise en mains» qui fidélise le lecteur et que seul le portage à domicile (ou sur le lieu de travail) permet de réaliser. Tous les pays (ou les régions françaises comme l'Alsace) qui ont des taux de pénétration forts pour les quotidiens ont généralisé le portage. Les éditeurs parisiens l'ont tout juste entrepris ces dernières années.

Second obstacle structurel, les coûts salariaux, et particulièrement ceux de la fabrication. La modernisation des entreprises de presse quotidienne n'a pas permis

d'obtenir, malgré les reculs successifs du Syndicat du Livre CGT, des gains de productivité décisifs. Les avantages sociaux et salariaux perdurent et l'impression des journaux parisiens est encore trop dispendieuse, en particulier comparée à celle des périodiques, qui ne sont pas régis selon les mêmes barèmes.

Si on y ajoute le sous-investissement publicitaire évoqué plus haut, on s'aperçoit que les quotidiens ont la plus grande peine du monde à générer des profits substantiels, dans une course-poursuite incessante entre les dépenses et les recettes. Jean-Marie Charon aborde, chiffres à l'appui, cet «indicateur du déclin» dans son ouvrage de référence *La Presse en France* (4). Ce qu'on a appelé la «crise de la presse» dans les années 70 - et qui était avant tout une crise des quotidiens nationaux - en a été l'illustration. Pour survivre, ils se sont alors lancés dans une fuite en avant des prix de vente. Qu'on se souvienne seulement que pendant longtemps, timbre-poste et quotidien étaient vendus au même prix.

La pratique, bien qu'atténuée, a continué pendant la décennie écoulée. Entre 1980 et 1990, le prix moyen des quotidiens est passé de l'indice 100 à l'indice 218, alors que l'indice des prix montait de 100 à 186. Et, en ce début d'année 1991, les quotidiens nationaux, avec la chute des recettes publicitaires consécutives notamment à la guerre du Golfe, ont dû se résoudre encore à des augmentations.

Les créations hors de portée

Résultat de tout cela : les quotidiens sont structurellement pauvres et ne disposent pas de capacités financières suffisantes pour investir, en particulier dans le contenu rédactionnel et dans la recherche de lecteurs, qui, surtout pour les plus jeunes, ont tendance à penser que le journal est un luxe (pour preuve, l'augmentation des lecteurs «irréguliers» qui se sont accrue notablement dans la décennie 80, tant pour *Libération* que pour le *Monde* ou le *Figaro*) (5). Du coup, les acheteurs potentiels se tournent encore davantage vers les périodiques (*le Monde* du 19 mars). Un véritable cercle vicieux.

Les conditions économiques n'expliquent pas tout. Mais elles sont largement responsables de la disparition ou du déclin de certains titres nationaux et de la stagnation de l'ensemble. Lancer un nouveau quotidien paraît hors de portée. Après d'autres, le *Matin* s'est cassé les dents en janvier 1988 après onze ans de «gâchis». Les projets de «populaires» du groupe Hachette («*Oméga*») ou du groupe Hersant («*Paris-Star*») n'ont pas vu le jour. Le perdant risque d'être le pluralisme, indispensable en démocratie. On l'a dit. Il n'est pas inutile de le répéter.

YVES AGNÈS

(3) En 1988 encore, les recettes publicitaires par habitant représentaient 81 dollars en France, 133 en RFA, 424 aux États-Unis.

(4) «*Points de vue*», 423 pages, 47 francs.

(5) A contrario, le quotidien leader, *Ouest-France*, est aussi celui dont le prix de vente est le plus faible (3,30 francs).

Avec la création de Sud-Ouest éducation

Les éditions Sud-Ouest s'attaquent au parascolaire

Le groupe aquitain de communication Sud-Ouest (*Sud-Ouest*, la *Charente libre*, la *France*, etc.) vient de créer une nouvelle filiale, Sud-Ouest éducation, qui dépendra de son activité d'édition, les Éditions Sud-Ouest.

Sud-Ouest éducation, dont le responsable est M. Jean-Paul Gisserot, qui a lancé les éditions Ouest-France avant de fonder en 1988 la nouvelle filiale éditoriale du groupe bordelais, souhaite exploiter le créneau du livre scolaire et parascolaire. Huit cahiers de vacances de 64 pages sous jaquette pelliculée, qui couvrent les classes de la maternelle et du primaire (du CP à la sixième), constituent les premières productions de Sud-Ouest éducation. Tirés à 25 000 exemplaires chacun et vendus à un prix variant de 18 à 31 francs, ils bénéficient d'une diffusion nationale dans les grandes surfaces par la SODIS, filiale distribution de Gallimard.

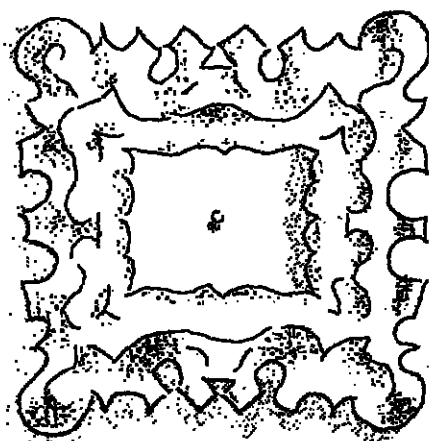
Sud-Ouest éducation prépare aussi des résumés d'annales du BEPC et du baccalauréat, des exercices de préparation aux concours des grandes écoles, ainsi qu'une Histoire de France pour les enfants de trois ans. L'entrée de Sud-Ouest sur le marché du parascolaire se justifie par la pro-

gression de ce secteur : il représente 4 % du chiffre d'affaires de l'édition alors qu'en 1984 il n'en représentait que 2,2 %. Le secteur est occupé en quasi-totalité par les grands éditeurs (Hachette, Nathan, Bordas, Hatier, Retz, Magnard, etc.).

Le quotidien *Sud-Ouest* est le deuxième quotidien régional français après *Ouest-France*. En 1990, selon l'OJD, sa diffusion payée est de 353 931 exemplaires (en baisse de 1,59 % par rapport à 1989). Son supplément *Sud-Ouest dimanche* porte la diffusion du journal à 287 697 exemplaires le dimanche.

Y.-M. L.

□ M. Hallier s'engage à ne plus pirater le *Canard enchaîné*. M. Jean-Edouard Hallier a «donné sa parole» que l'*Idiot international* n'utiliserait plus le titre et le logo du *Canard enchaîné*. L'hebdomadaire satirique avait assigné en référé les NMPP et l'imprimeur du magazine de M. Hallier (*le Monde* du 27 avril). Devant l'engagement de ce dernier, le vice-président du tribunal de Paris a décidé qu'il n'y avait plus lieu à référé.



Fine bulle.

Ce pur chef-d'œuvre de l'art italien est signé FERRARELLE. Mais en fait, c'est la nature qui a tout fait.



(Exclusivement dans les restaurants.)

eau minérale naturelle
Ferrarelle

Ses fines bulles prennent

leur source à Riardo, Italie.

24 Les opposants d'extrême au TGV accusent une trêve

34 Belgique : vers une autorisation du travail rémunéré des retraités ?

35 Marchés financiers
35 Bourse de Paris

BILLET

La France a bien traversé la crise

Dans une conjoncture économique qui ne s'est pas encore franchement améliorée, le rapport du groupe anti-crise commandé en août dernier par M. Michel Rocard à M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat chargé du Plan, apporte quelques raisons d'espérer. La France a bien traversé la crise du Golfe et a supporté sans difficulté la hausse des prix pétroliers. L'augmentation du rythme de l'inflation a été très faible, comme a été faible le déséquilibre supplémentaire de la balance commerciale du pays. L'économie française doit maintenant affronter les deux difficultés majeures que sont la récession américaine et la politique monétaire allemande, faite de taux d'intérêt en hausse. Si la spirale inflationniste a été évitée, le ralentissement de l'économie mondiale pose d'énormes problèmes aux économies occidentales, qui voient le chômage recommencer à augmenter. Le groupe anti-crise, dans les conclusions qu'il vient de tirer de ses travaux, souligne que « l'importance et la permanence du chômage en France exigent une mobilisation accrue de la société entière sur cette question ». Aussi est-il recommandé de poursuivre les mesures de déflationnement et d'exonération des charges sociales, de favoriser la mobilité géographique et professionnelle de la main-d'œuvre, d'aider au développement « de services de proximité de qualité ». L'investissement des petites et moyennes entreprises doit également être encouragé en dehors des zones de forte activité. D'une façon générale, le groupe anti-crise insiste sur la nécessité pour l'économie française de continuer à beaucoup investir, de consacrer beaucoup d'argent aux dépenses de recherche-développement, aux dépenses de formation de main-d'œuvre et à celles des investissements commerciaux à l'étranger. A ce prix, l'avenir est plein de promesses. « De nombreux facteurs vont dans le sens d'une croissance soutenue au cours de la prochaine décennie », note le rapport en guise de conclusion.

La morosité actuelle est très exagérée, estime M. Lionel Stoleru qui, « malgré la guerre des monnaies qui ne fait que commencer », assure que la croissance va reprendre. Le secrétaire d'Etat donne deux conseils : accepter de payer cher l'énergie, inventer un modèle européen d'entreprises « entre Ford et Toyota ». Et le reste sera donné de surcroît...

ALAIN VERNHOLLES

INSOLITE

Adieu, Trabant

Cette fois, c'est la fin. La dernière Trabant, la petite voiture symbole de l'ex-RDA, sortira le 30 avril des chaînes de l'usine Sachsenring Automobilwerke de Zwickau (Saxe) (le Monde du 14 février).

Produite à plus de trois millions d'exemplaires depuis 1958, la Trabant n'a pas résisté à l'unification allemande. Équipée d'une carrosserie plastifiée et d'un moteur deux temps, ce véhicule aux formes obsoletes avait été modernisé l'an passé en se dotant d'un moteur de Volkswagen Polo et même d'un pot catalytique monté en série. Néanmoins, la « Trabi » n'a pu trouver preneur auprès des consommateurs d'Allemagne orientale séduits par l'arrivée des modèles occidentaux. A Zwickau, l'arrêt de la production va directement poser le problème de la reconversion de 6 400 salariés. Volkswagen ne pourra reprendre dans un premier temps que 2 000 personnes.

Souhaitant « une croissance soutenue dans la stabilité des prix »
Les pays industrialisés du G 7 restent divisés sur les taux d'intérêt

Réunis en marge de la session de printemps du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, les ministres des finances et les gouverneurs des banques centrales du groupe des Sept (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Royaume-Uni) se sont retrouvés, dimanche 28 avril à Washington, pour tenter de se mettre d'accord sur les moyens de remédier au ralentissement général de l'économie mondiale. Les nettes divergences apparues en matière de politique de taux d'intérêt n'ont pu être réellement surmontées. Le G 7 a cependant encouragé les politiques visant à accroître l'épargne mondiale et réaffirmé le besoin de « réformes économiques soutenues » en Union soviétique.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial
Fait exceptionnel, la réunion du G 7, qui a eu lieu le 28 avril dans la capitale fédérale américaine, a été précédée d'un entretien de près d'une heure entre le président Bush et les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés, signe de l'importance particulière que la Maison Blanche accordait à l'événement. Au cours de cet entretien, M. George Bush a souligné l'importance qu'il attachait à une coordination des politiques visant

à retrouver le chemin de la croissance et il a évoqué le problème des taux d'intérêt, qu'il juge trop élevés. Au sortir de cette « audience », la délégation allemande, à qui cette dernière remarque était naturellement destinée, s'est félicitée de la qualité de l'échange de vues en indiquant, en revanche, qu'elle n'avait pas du tout l'impression d'avoir été indirectement sermonnée par le président américain...

Passe d'armes américano-allemande

Si elle a applaudi des deux mains le communiqué final et son couplet sur « l'importance des politiques monétaire et budgétaire, qui créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et de reprise de l'économie mondiale dans la stabilité des prix », l'Allemagne, sur le fond, n'a rien cédé. Reprenant les fermes propos tenus trois jours plus tôt par le président de la Bundesbank, M. Theo Waigel, ministre allemand des finances, a confirmé à l'issue de la réunion du G 7 que son pays demeure opposé « à une baisse artificielle des taux », leur niveau actuellement élevé étant, selon lui, surtout dû à « la forte demande de capitaux provenant de plusieurs régions du monde ».

De quoi agacer un peu plus le secrétaire d'Etat américain au Trésor, qui, interrogé tout de suite après sur le bien-fondé de la politique de taux élevés pratiquée par Bonn, s'est contenté de répondre : « Je laisse le soin de répondre aux Allemands », avant de souligner l'effort accompli, sur ce

chapitre, par son pays : « Je n'ai jamais dit que les Etats-Unis devaient réduire les taux d'intérêt et ignorer les risques d'inflation », a expliqué M. Nicholas Brady, mettant cependant en avant la situation actuelle sur les marchés américains, où les taux d'intérêt ont baissé de deux points au cours des six derniers mois. « Une très bonne évolution », que M. Brady souhaite voir bientôt amplifiée par la Réserve fédérale, au moment où les dernières statistiques relatives au produit national brut américain (en baisse de 2,8 % au premier trimestre 1991) ajoutent à la préoccupation de l'administration (le Monde daté 28-29 avril).

Cette passe d'armes américano-allemande, attendue, a montré la difficulté de faire coïncider l'idée d'une économie mondiale étonnamment interdépendante, dans laquelle les pouvoirs et les responsabilités économiques sont partagés, selon l'expression du communiqué final, avec les intérêts spécifiques d'un gouvernement allemand - qui refuse de s'enliser dans les dérapages inflationnistes d'une réunification qui lui coûte bien plus cher que prévu - et les craintes américaines de voir l'économie sortir de la récession plus tard et de façon moins nette qu'espéré.

« Nous constatons des signes précurseurs de reprise chez les pays qui connaissent la récession (Etats-Unis, Royaume-Uni, Canada), alors que, dans le même temps, les pays qui avaient conservé un taux de croissance soutenu (France, Allemagne, Italie et surtout Japon) subissent un ralentissement de leur activité éco-

nomique », a souligné, de son côté, le ministre français de l'économie, M. Pierre Bérégovoy. « C'est le double constat qui nous a conduits à recommander des politiques monétaire et budgétaire strictes, toutes susceptibles de contenir l'inflation, tout en pesant sur les taux d'intérêt réels », a expliqué le ministre d'Etat, rappelant qu'à l'heure actuelle les taux d'intérêt réels ressortent à un peu plus de 6 % en Allemagne, à un peu moins de 6 % en France et aux alentours de 3,5 % en Grande-Bretagne.

Le gouffre financier de l'Europe centrale

Pour tous les participants à la réunion de Washington, qui ne se sont guère préoccupés de la hausse du dollar (en progrès de 20 % depuis février dernier), il est clair que la reprise économique est actuellement insuffisante pour financer les immenses besoins de capitaux nécessaires à l'économie mondiale. Surtout au vu du gouffre financier que représente la conversion de l'Europe centrale à l'économie de marché. « Les pétrodollars se sont envolés depuis longtemps. Les excédents

allemands sont maintenant uniquement consacrés à l'Allemagne, qui est fortement préoccupée par la faiblesse du mark, et les excédents japonais ont été sensiblement réduits », constate un familier de ces réunions. « En septembre 1990, la crise du Golfe avait dominé les débats, mais les marchés de changes avaient su se montrer raisonnables. En janvier, lors de la précédente réunion du G 7, on avait évoqué les risques jumeaux d'inflation et de récession et mis l'accent sur la coordination des politiques monétaires. Aujourd'hui, on a peu parlé de parité monétaire, mais beaucoup de taux d'intérêt et du problème de l'épargne mondiale », ajoute-t-il. « Les marchés devraient apprécier ce réalisme, loin d'une quelconque euphorie, et considérer comme un élément favorable que les Sept aient passé plusieurs heures à parler de ce qui les préoccupe beaucoup : le foyer de l'argent », a indiqué, de son côté, M. Bérégovoy.

SERGE MARTI

Le communiqué

« Poursuivre la coordination internationale des politiques économiques »

Le communiqué publié dimanche 28 avril à Washington, à l'issue de la réunion des ministres des finances et des gouverneurs des banques centrales des sept grands pays industrialisés (le G7), insiste sur l'indispensable « poursuite de la coordination internationale des politiques économiques » pour réaliser l'objectif commun de croissance soutenue dans la stabilité des prix.

Les ministres et gouverneurs du G7 ont noté des signes précurseurs d'une reprise économique et d'une baisse de l'inflation dans les pays qui connaissent une récession. Ils ont également noté le maintien de taux d'intérêt réels élevés et le ralentissement de l'activité économique dans les pays qui jusqu'à récemment enregistraient une croissance forte. « Dans ce contexte, les ministres

et les gouverneurs ont souligné l'importance de politiques monétaires et budgétaires qui créent les conditions d'une baisse des taux d'intérêt réels et d'une reprise économique mondiale dans la stabilité des prix. Ils pensent qu'une telle stratégie à moyen terme constitue la meilleure façon de réduire les risques potentiels et les incertitudes de la situation actuelle. »

Le communiqué réaffirme aussi l'engagement de « coopérer de manière étroite sur les marchés des changes ». Après avoir souligné « le besoin de réformes économiques soutenues » en Union soviétique, les membres du G7 se sont engagés à mettre en œuvre l'augmentation des quotes-parts du Fonds monétaire international avant la fin de l'année.

Le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace en visite au Japon

M. Quilès souligne les dangers d'un déséquilibre persistant des échanges franco-japonais

Au cours d'une visite officielle de quatre jours au Japon, M. Paul Quilès, ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, a plaidé auprès de ses interlocuteurs, ministres et industriels, pour un réajustement des échanges commerciaux, notamment dans le domaine des télécommunications.

TOKYO

de notre envoyé spécial
« Objectifs modestes mais atteints » : au terme de quatre jours de visite officielle à Tokyo, le ministre des postes, des télécommunications et de l'espace, M. Paul Quilès, n'avait nul contrat spectaculaire à annoncer samedi 27 avril. Mais ses contacts avec ministres et industriels japonais lui ont permis de marteler un message en deux volets. D'une part, corriger l'image de la France au Japon, mettre en avant les réussites de la haute technologie hexagonale plus que la trilogie classique champagne-fromage-moche qui colle au drapeau tricolore. D'autre part, mettre en garde ses interlocuteurs contre les risques pour le Japon d'un déséquilibre accru des échanges commerciaux. Les chiffres du seul secteur des télécommunications, pourtant l'un des plus dynamiques de l'électronique française, sont éloquentes : face à 15 millions de francs d'exportations françaises, 977 millions d'importations japonaises.

Produits non adaptés au marché nippon, indépendance des firmes privées, ces arguments des autorités japonaises laissent sceptiques les Français. La première compagnie de téléphone au monde, NTT, n'achète par exemple que 10 % de ses matériels à l'étranger. « Je ne suis pas partisan des appels au protectionnisme qu'on entend ici ou là », dit M. Quilès en écho au débat actuel sur l'électronique européenne. « Mais une action concertée des pouvoirs publics et des industriels au Japon me semble indispensable. »

Dans le secteur spatial, où les projets fourmillent au Japon, les prochains appels d'offres pour

lanceurs et satellites seront un test de la volonté d'ouverture de Tokyo. Et les Européens souhaitent que cette ouverture ne se limite pas aux constructeurs américains, dont les moyens de pression sont autrement puissants.

Au-delà de ce débat classique, M. Quilès a évoqué des projets de coopération franco-japonaise. Pour la télématique, dont le décollage en France impressionne les Japonais alors que leur système Captain stagne relativement avec 100 000 terminaux installés. Mais aussi pour la télévision à haute définition. « La norme européenne HD-Mac est maintenant reconnue comme une réalité », se félicite le ministre. « Et mes discussions confortent mon impression que la démarche européenne par étapes est plus fondée que jamais. Pourquoi ne pas essayer alors de trouver des convergences entre les deux

normes, japonaise (Hi-Vision) et européenne, pour échanger des programmes ? »

Après des années de dur affrontement, cette relative détente entre les deux protagonistes de la télévision à haute définition est nouvelle. Il est vrai que les Japonais ont perdu, coup sur coup, deux satellites de télévision directe, ce qui handicape leurs projets de diffusion grand public. Et ils sont d'accord avec les Européens pour minimiser une menace qui pointe à l'horizon, celle d'une télévision numérique américaine, qui démoderait Hi-Vision et HD-Mac. « Pas avant dix ans », se rassurent en chœur Japonais et Européens, pour une fois à l'unisson. Chacun ayant besoin de programmes pour accélérer ses projets, le dialogue peut s'amorcer.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Dans les stations françaises

La fréquentation des remontées mécaniques a presque doublé au cours de l'hiver 1990-1991

Si l'on en croit les résultats d'un panel de 65 stations réparties sur l'ensemble des montagnes françaises, la fréquentation des pistes de ski a considérablement augmenté au cours de la saison qui s'achève. Leur chiffre d'affaires a progressé de 73 % au cours de la période allant de Noël 1990 jusqu'au 10 mars 1991 par rapport à la période correspondante de 1989-1990. Le nombre des passages aux remontées mécaniques, qui était de 53,1 millions au cours de la saison précédente, a atteint le chiffre de 103,7 millions. Selon M. Jean-Charles Simiand, délégué général du Syndicat national des téléphériques de France (SNTEF), le chiffre d'affaires de la profession s'élève, pour l'année entière, à 3,5 milliards de francs au lieu de 2,15 milliards.

M. Gérard Morand, maire UDF de Megève et président des maires des stations françaises de sports d'hiver, s'est déclaré, le 24 avril devant l'assemblée générale de son

association, satisfait de cette saison « dans l'ensemble bonne », en raison du retour à un enneigement satisfaisant. Avec les professionnels présents, il a dénoncé la date tardive des vacances de printemps qui, associée à la remontée du thermomètre, prive les skieurs de neige. Il s'est félicité du rétablissement des trois zones pour les vacances de février et de printemps en 1992 et 1993, mais il a rappelé qu'un meilleur remplissage des stations passait par un étalement des congés d'été, dans le respect des rythmes scolaires.

Les maires des stations plaident pour une amélioration de l'accueil afin de mieux supporter la concurrence des destinations exotiques. Par exemple, ils souhaitent que la superficie des appartements en location soit accrue. Un studio classé « confort » pour deux personnes, que les pouvoirs publics voudraient au moins de 16 mètres carrés, devrait selon les élus mesurer 20 mètres carrés.

AL. F.

CE MOIS-CI DANS

CHALLENGES

COMPRENDRE, C'EST GAGNER

AUTOMOBILE

L'HEURE DES COMPTES

Pour faire face à la puissance japonaise et américaine décidée à bouffer le marché européen, PSA et Renault devront faire mieux que d'en appeler au patriotisme.

ET AUSSI :

LE DIKTAT DE LA GRANDE DISTRIB'

Après l'ère des producteurs, les distributeurs imposent leur loi. Ils ont déjà fait plier les industriels, dénuderont-ils les clients-rois ?

FRANÇOIS PINAULT

Portrait d'un inconnu qui pèse 32 milliards.

EN VENTE PARTOUT 30 F

سكيا من الاجل

Les dangers de la dette

Suite de la première page

Deuxième risque — il découle du premier, — c'est celui d'une dégradation des relations entre créanciers et débiteurs, d'une part, et au sein des pays en développement, d'autre part. Le troisième danger est connu depuis longtemps, mais revêt aujourd'hui une actualité nouvelle : en privilégiant les réductions de créances sur les flux de capitaux nouveaux, les chances de réussite du développement économique de nombreux Etats pourraient être encore reportées dans le temps.

Situations contradictoires

Au rythme des concessions du Nord et des restructurations du Sud, il ne fait pas de doute que le problème de la dette a avancé. Après avoir continué à augmenter au cours de la première moitié des années 80, le stock de la dette est désormais stable (1). Soucieux de réduire le fardeau financier des Etats en développement, les responsables des pays industrialisés ont décidé, en 1988, d'annuler un tiers de la dette des pays les plus pauvres ; ils ont ensuite persuadé les banques d'effacer une partie de leurs créances sur les Etats lourdement endettés à revenus intermédiaires, comme le Mexique (2). Enfin, le Club de Paris, qui réunit les créanciers officiels, a renoncé il y a quelques semaines à son principe sacré : selon lequel toutes les dettes contractées à son égard étaient dues.

En l'espace de quelques années, on est passé du plan Baker (1983) — qui stipulait que pour que la dette puisse être remboursée, il fallait prêter davantage — au plan Brady, qui constatait que, pour que les pays soient capables de payer, les banques devaient annuler une partie de leurs créances. Finalement, on a abouti à un mélange des deux, et à une différenciation de plus en plus grande entre les pays. Est-il logique que

les pays industrialisés mettent en place une nouvelle banque de développement qui servira, entre autres, à prêter des fonds à l'Europe de l'Est, au moment où ils effacent une partie des créances de ces Etats ?

On arrive à des situations contradictoires. A Varsovie, le gouvernement réclame une annulation de 80 % de sa dette publique, alors qu'il vient d'obtenir un allègement déjà exceptionnel de 50 % (le Monde du 18 mars). Au même moment, à Budapest, le ministre hongrois des finances répète avec insistance qu'il n'est pas question que son pays cesse de rembourser ses échéances. En Amérique latine, alors que le Mexique a retrouvé l'accès au marché obligataire international, le Brésil, premier débiteur du monde, pécunia dans ses négociations avec les banques...

Comme l'affirme le secrétaire d'Etat aux affaires financières internationales du Mexique, M. Angel Gurría, un premier groupe de pays, dont le sien, sont aujourd'hui plus ou moins sortis du piège de la dette : le Venezuela, le Chili, la Costa Rica, l'Équateur, la Bolivie. Tous ont profité des initiatives d'allègement de dette offertes par les banques ou les gouvernements. Tous ont mis en œuvre des politiques économiques saines. Mais ils sont dans leur majorité des Etats « à revenus intermédiaires », et producteurs de pétrole. Leurs progrès économiques n'ont d'ailleurs pas pour l'instant suffi à réduire les tensions sociales.

Un deuxième groupe de pays, le plus vaste, est constitué par les pays qui ont déjà restructuré leur dette, donc témoigné de leur incapacité à honorer leurs échéances, mais n'arrivent pas à remonter la pente. Il s'agit aussi bien d'Etats pauvres d'Afrique que de grandes économies latino-américaines. Pour eux, la « life after debt » (la vie après la dette), selon le mot de M. Gurría, est encore loin, notamment pour les petits Etats « qui ne sont pas l'objet d'une

grande attention, et envers lesquels il n'existe plus de stratégie globale ». La vie après la dette sera, de l'avis de M. Gurría, d'autant plus difficile à atteindre pour la majorité des Etats endettés que, d'une part, les banques commerciales ont, beaucoup plus dure, et que, d'autre part, les demandes de capitaux publics se multiplient.

Un troisième groupe comprend des Etats lourdement endettés, mais qui n'ont jamais restructuré leur dette, comme l'Inde, la Hongrie ou l'URSS. Malgré leur relative sagesse, ces pays inquiètent l'Inde connaît actuellement d'importants problèmes de trésorerie et cherche à obtenir de nouveaux prêts bancaires (le Monde du 30 mars). Quant à l'URSS, malgré son faible taux d'endettement en proportion de sa richesse nationale, la situation de ses paiements extérieurs est tellement catastrophique que nombre d'experts s'attendent à l'annonce prochaine d'un moratoire ou d'une demande de restructuration des paiements... Les grandes banques européennes, françaises en particulier, ne manqueraient pas d'en souffrir. Aujourd'hui, la plupart de ces bons payeurs ne cachent pas leur amertume devant les concessions faites à leurs voisins, alors qu'eux-mêmes se trouvent au bord de l'asphyxie financière.

Les chances de la politique

Un quatrième groupe, enfin, a émergé : celui des « chances de la politique ». Sa naissance vient d'être très complexe. Pour l'instant, seules la Pologne et l'Égypte ont intégré cette catégorie, la première pour cause de transformations économiques et surtout politiques, majeures, la deuxième pour cause de solidarité avec la coalition internationale dans la guerre du Golfe. Le Club de Paris a beau insister sur le caractère exceptionnel des concessions accordées à ces deux Etats, et leur fondement économique, le précédent est ouvert.

Conséquence heureuse de cette multiplication des cas particuliers, il est probable que les pays industrialisés consentent aujourd'hui une nouvelle annulation de dette aux Etats les plus pauvres, car il leur est difficile de justifier de faire plus pour la Pologne que pour la Côte-d'Ivoire par exemple. Est-ce le chemin de la démocratisation ? Ses difficultés financières créées ? Ses conséquences négatives ? Mais les conséquences négatives sont nombreuses. D'une part, l'initiative du Club de Paris donne aujourd'hui aux banques de meilleurs arguments pour clamer que c'est aux gouvernements, et non à elles, de consentir des traites dures à l'égard de leurs débiteurs, issue de leurs propres problèmes financiers et de l'impérialisme après de longues années d'arrières, pourrait devenir plus rigide encore. L'Institut de finance internationale, organisme financé par les grandes banques commerciales, a fait savoir

ÉTRANGER

Pas d'appellation contrôlée pour le fendant suisse

Le tribunal fédéral, l'instance judiciaire suprême en Suisse, a repoussé, le 26 avril, l'introduction d'une appellation d'origine contrôlée (AOC) dans le canton valaisan, producteur du vin suisse le plus connu à l'étranger, le fendant.

Cette décision a satisfait les vignerons, qui reprochaient aux autorités du canton de n'avoir retenu que deux critères pour introduire des AOC : une réduction uniforme des rendements et la teneur en sucre. Ils redoutaient aussi d'avoir à réduire sensiblement leur production, jugée pléthorique.

Le tribunal fédéral n'a pas dit non à l'introduction d'appellation d'origine contrôlée ni au déclassement des nombreuses piquettes, qui peuvent en toute légalité afficher « fendant » ou « dôle » sur leurs étiquettes. Il a simplement renvoyé le Conseil d'Etat à l'ouvrage en lui demandant d'être plus nuancé dans ses critères de rendement.

récentement qu'il jugeait l'accord avec la Pologne « très dangereux » et que les établissements privés ne consentiraient pas de tels traitements privilégiés, car « l'aide internationale n'est pas l'affaire des banques ».

D'autre part, nombre de pays en développement ne peuvent que s'insurger contre le traitement politique de la dette : la Hongrie l'a déjà fait savoir, tandis qu'au Brésil, le président du Parti des travailleurs, M. Luis Inácio da Silva, dit Lula, s'est prononcé pour la « suppression immédiate du paiement de la dette extérieure » de son pays, en réaction à la politique « flexible » déployée par l'Europe dans les anciens pays socialistes. Il est vrai que le Brésil ne rembourse plus entièrement ses échéances depuis longtemps déjà...

TGV économique

De toute évidence, non seulement la politique d'annulation provoque de graves clivages au sein des pays endettés, mais elle ne suffit pas pour assurer, dans les pays bénéficiaires, les bases d'un véritable développement économique. Au-delà de la mise en œuvre de politiques saines, le manque de capitaux est criant. L'Amérique latine continue d'enregistrer les mêmes transferts nets négatifs, c'est-à-dire qu'elle rembourse plus à ses créanciers que ceux-ci n'investissent sur son territoire ou ne lui prêtent ; son revenu par habitant est le même aujourd'hui qu'en 1978.

Les investisseurs privés boude aujourd'hui la quasi-totalité du territoire africain. De source française, on estime que les pays de la zone franc ont remboursé l'an dernier 220 millions de dollars de plus aux institutions internationales (FMI et Banque mondiale) que ce qu'ils ont reçu d'elles. Les estimations données par la reconstruction de l'Europe de l'Est, ou simplement sur celle de la RDA, ont jeté une nouvelle lumière sur l'insuffisance des transferts de capitaux vers le Sud. Alors que l'on disait que la reconstruction du Koweït coûterait jusqu'à 100 milliards de dollars, le total de l'aide au développement recensée par l'OCDE pour l'ensemble du monde s'élevait en 1989 à 34 milliards de dollars.

M. Louis Emmerij, président du centre de développement de

l'OCDE, et M. Enrique Iglesias, président de la Banque interaméricaine de développement (3), réalisaient récemment le phénomène de « TGV économique » et écrivaient : « Au même moment où nous voyons les pays d'Europe de l'Est et l'Union soviétique tenter de rejoindre la grande poussée de l'économie mondiale, une autre partie de l'économie mondiale est abandonnée à elle-même contre sa volonté, tandis que toute l'attention du monde est mobilisée par les événements de l'Europe de l'Est ou par ceux du Golfe. » Quand bien même placeraient-ils la dette au sommet de leurs priorités, les pays industrialisés pourraient difficilement financer massivement le monde en développement : leur taux d'épargne est faible, leurs banques sont fragiles, et ils sont entrés dans une phase de croissance économique lente. La balance économique ne cache pas que ses transferts nets (prêts moins remboursements) seront très faibles au cours des prochaines années.

Dans ces conditions, le risque est donc que, aujourd'hui, malgré les réductions de créances, la majorité des pays en développement n'arrive pas à aborder le chemin d'une croissance vertueuse. A force de tenter de faire avancer au cas par cas ce qu'on n'a pas réussi à résoudre globalement, il ne faudrait pas que soit perdue de vue la nécessité de développement économique régional. Et, comme le remarque le responsable du département économique de la Banque mondiale, M. Lawrence Summers : « Puisqu'il n'y aura pas beaucoup d'argent pour le développement au cours de la prochaine décennie, il faudra qu'il y ait beaucoup de bonnes idées. »

FRANÇOISE LAZARE

(1) Selon les statistiques de la Banque mondiale, le stock total de la dette des pays en développement n'a pratiquement pas varié depuis 1987, s'élevant à 1 340 milliards de dollars l'an dernier.

(2) Lancé en mars 1989, le plan Brady prévoit l'annulation d'une partie des créances bancaires, avec soutien des organismes multilatéraux, en faveur des pays à revenus intermédiaires ayant mis en œuvre des programmes de politique économique approuvés par les institutions financières internationales.

(3) Rétablir les flux financiers vers l'Amérique latine, OCDE, 1991, Paris.

REPÈRES

ASSURANCE-MALADIE

Hausse de 0,1 % en mars

Avec 28,754 milliards de francs de remboursements versés aux usagers en mars, les dépenses de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) ont progressé de 0,1 % en un mois, confirmant le ralentissement observé en février (+ 0,1 %).

Selon les dernières statistiques diffusées par la Caisse, la progression sur les douze derniers mois s'élevait à 6,9 %. Ce fléchissement combine une diminution des dépenses d'hospitalisation (- 0,4 %) et des indemnités journalières (- 0,6 %) avec une hausse des honoraires privés (+ 0,6 %) et des remboursements d'ordonnances (+ 0,9 %).

CRÉDITS

La Banque asiatique de développement devrait reprendre ses prêts à la Chine

La Banque asiatique de développement (BAD) pourrait reprendre prochainement ses prêts à la Chine, a annoncé son président, M. Kimimasa Tsurumizu, lors de la réunion annuelle de la banque, qui a eu lieu à Vancouver au Canada à la fin de la semaine dernière (le Monde daté 28-29 avril). Deux prêts pour un montant de 138 millions de dollars seraient accordés rapidement.

Les crédits octroyés à la Chine avaient été gelés à la suite de la répression meurtrière de juin 1989 à Pékin. Les Etats-Unis s'étaient jusqu'à présent opposés à ce que soit mis fin au gel des crédits. La Vietnam et le Birmanie pourraient également bénéficier de prêts. Les prêts de la BAD se sont élevés au total à 4 milliards de dollars en 1990.

TRANSPORTS

Décibels, sécurité, agriculture de pointe

Les opposants drômois du TGV renoncent provisoirement à bloquer les voies

Les opposants au tracé du TGV Méditerranée ne se trouvent pas dans les Bouches-du-Rhône. Une coordination d'associations s'est montrée très active dans la Drôme, où elle a organisé l'occupation du siège départemental du Parti socialiste, ainsi que des blocages à répétition du trafic ferroviaire, au grand dam des voyageurs. Dans l'entretien ci-dessous, M^{me} Mariette Cuvelier, sa présidente, rappelle les raisons de ce combat et explique la suspension des manifestations sur les voies ferrées.

« Pourquoi votre coordination est-elle opposée au tracé retenu près de Montélimar, alors que le rapport Quénien affirme qu'il détruit moins de maisons qu'un autre ? »

— La SNCF avait projeté une voie à grande vitesse très droite à 30 kilomètres à l'est du couloir rhodanien. Ce tracé a suscité l'opposition du monde de la viticulture, et la SNCF s'est mise à imaginer des tas de variantes à travers la Drôme. Nous ne sommes pas contre le TGV, mais encore faut-il que ce tracé réponde à des critères stricts. Le premier de ceux-là consiste à éviter les zones peuplées. Or, pour fonder son choix, le passage près de Montélimar, dans une zone d'habitations, le rapport Quénien a fait comme si

le TGV ne faisait pas de bruit. Il s'est préoccupé des maisons touchées par la voie, mais pas des futurs riverains.

« Le deuxième critère de choix aurait dû être la sécurité. Les spécialistes pouvaient faire passer le TGV dans les vignes, dans les champs ou dans la centrale nucléaire de Pierrelatte. Ils ont choisi la centrale, solution aberrante, qui obligerait à suspendre toute circulation ferroviaire en cas d'accident nucléaire. Nous allons déposer un recours contre cette décision devant la Cour de Luxembourg. »

« Le troisième critère concerne l'agriculture. Il n'est pas normal que le lobby viticole ait imposé sa loi. En faisant circuler le TGV dans des plaines alluviales, on détruit une agriculture de pointe qui prépare le futur. Un TGV qui permet pas une pollinisation maîtrisable des plants en cours d'étude... »

« Pourquoi prétendez-vous aussi défendre le service public ? »

— Nous avons fait le tour de France des TGV et nous avons constaté que ce n'était pas la panacée. Trop souvent, le TGV signifie une diminution des liaisons ferroviaires et la fermeture de gares. Qu'on veuille passer à toute allure sous nos fenêtres se comprend, mais nous disons, aux pouvoirs publics : de grâce, ne dévalisez pas nos économies locales.

« Les blocages de voies ferrées vous ont valu beaucoup de critiques et vous abandonnez cette tactique. Pourquoi le remplacez-vous ? »

— Nous avons commencé à nous défendre par des actions très conventionnelles, comme une pièce de théâtre consacrée à nos problèmes. Cela n'a ému personne. Nous nous sommes aperçus que nous n'avions pas d'autre moyen pour nous faire entendre que le blocage des voies. Nous allons tenter d'organiser

désormais des prises de parole, plutôt que des cris : le 1^{er} mai, nous organiserons à La Garde-Adhémar, village classé et situé juste au-dessus de la future voie du TGV, une exposition d'art et d'artisanat qui traitera de nos thèmes. La journée s'achèvera par une table-ronde.

« Le schéma directeur des trains à grande vitesse sera bientôt rendu public. Continuerez-vous à militer contre les solutions qu'il retiendra ? »

— Nous ne pouvons accepter de vivre avec 85 décibels toutes les cinq minutes. A moins de 150 mètres des voies, nos maisons deviendront inhabitables et invendables, comme nous l'avons noté les experts immobiliers. Oui, nous essaierons de nous introduire dans le débat dont les contre-pouvoirs sont exclus. Nous ne sommes pas une bande d'abrutis. Qu'on nous entende, au lieu de nous contraindre à faire le siège de la commission administrative de transmission des documents publics pour obtenir de la SNCF des informations auxquelles nous avons droit.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS

□ Air Canada veut annuler l'achat de vingt et un avions. — Selon le Financial Times du 29 avril, Air Canada demanderait à Boeing l'annulation de la vente de vingt et un appareils, soit trois quadricoptères 747 et dix-huit biréacteurs 767, dont douze en option. Cette révision du plan de renouvellement de la flotte du transporteur canadien est motivée par l'accumulation de déficits, sous l'effet de la concurrence avec Canadian Airlines et de la crise consécutive à la guerre du Golfe. La démarche d'Air Canada est la première de cette importance ; d'autres compagnies en difficulté pourraient négocier avec les avionneurs des abandons de commande.

PES

Financement de l'économie et politique financière

Christian SAINT-ÉTIENNE

288 pages - 130 F

Et dans la même collection :

PES

MEILLEUR LIVRE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE 1991

PES

Finance internationale Marchés et techniques

Philippe d'ARVISENET et Thierry SCHWOB

304 pages - 159 F

PES

CALCUL FINANCIER INITIATION PRATIQUE

Didier SCHLACTHER

96 pages - 88 F

HACHETTE Collection P.E.S.

La collection de référence pour le Politique, l'Economique, le Social.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

CHAMPS ECONOMIQUES

Comment contrôler les exportations stratégiques ?

Un casse-tête technique

Equipements informatiques, télécommunications, lanceurs spatiaux...
De plus en plus de technologies civiles peuvent être adaptées à des fins militaires
et les pays capables de le faire sont de plus en plus nombreux

« **S** 'il était possible à Colbert de choisir le nombre de vaisseaux de la flotte royale et de faire abattre des forêts de chênes en conséquence, ce temps est révolu (1)... » Un pays, pour se doter de matériels stratégiques, qu'il s'agisse d'armements proprement dits ou de technologies stratégiques, ne peut plus compter sur ses propres forces. Exportations et importations d'armes se sont intensifiées, ces dernières années.

En France, par exemple, les exportations d'armes ont augmenté de 88 %, en volume, entre 1973 et 1989, tandis que les importations s'accroissent de près de 600 %. Aussi a-t-on pensé que pour empêcher ou fortement limiter l'équipement militaire d'un pays il « suffisait » d'en interdire ou d'en limiter sévèrement les importations de produits stratégiques.

A cet effet, des dispositifs ont été créés qui permettent en théorie de contrôler les échanges, qu'il s'agisse d'armes proprement dites, de missiles, ou de produits chimiques, électroniques, nucléaires ou autres systèmes potentiellement dangereux. Mais l'efficacité de ces dispositifs est loin d'être parfaite : le conflit irakien en a été la preuve - d'où la volatilité actuelle des politiques de tout bord de les améliorer. Reste à savoir comment.

Un COCOM Nord-Sud ?

Or le problème est des plus complexes. Les systèmes d'armes étant de plus en plus élaborés, ils intègrent tous ou presque des technologies à « double usage » civil et militaire. Difficile donc de dresser des lignes de partage entre ce qui peut être autorisé et ce qui ne l'est pas.

Cela est en particulier vrai pour les équipements informatiques et de télécommunications, sans lesquels une armée moderne ne peut fonctionner, mais qui servent aussi et plus généralement à des tâches fort pacifiques. Mais il en est de même des missiles, qui ressemblent comme deux gouttes d'eau aux lanceurs spatiaux civils, ou des composants nécessaires à la fabrication d'armes chimiques.

En outre, le nombre de produits à contrôler ne cesse de s'étendre, puisque, pour être efficaces, ces contrôles ne doivent pas se limiter aux armes proprement dites, mais être étendus à leurs composants (chimiques, électroniques, mécaniques, etc.). Enfin, de plus en plus de pays, et pas seulement les grands pays industrialisés occidentaux, sont à même de fournir tout ou partie de ces équipements (les pays d'Asie du Sud-Est en particulier pour le matériel informatique, le Brésil pour les missiles anti-chars, la Chine pour les missiles balistiques, entre autres...).

A ces difficultés techniques s'ajoutent bien évidemment des réticences politiques, liées au fait que les décisions en matière d'armement relèvent de la souveraineté nationale, et que certains pays font souvent preuve en la matière d'une certaine hypocrisie (voir le Monde daté 10-11 mars 1991). Les Etats-Unis en donnaient encore récemment la preuve. D'un côté, dans certaines instances, ils insistent pour multiplier le nombre de produits à contrôler, de l'autre ils encouragent les ventes « surtout pour des pays amis, comme l'Arabie saoudite, le Koweït, l'Egypte et les Emirats arabes unis ».

Dans un premier temps, pour résoudre cette question des exportations de produits stratégiques, certains experts américains ont suggéré de créer à l'intention des pays en voie de développement, un dispositif similaire au COCOM (Comité de coordination pour le

contrôle multilatéral des exportations), mis en place en 1949, en pleine guerre froide, à l'encontre de l'URSS et des pays de l'Est.

Mais de nombreuses raisons furent aussitôt opposées, du côté des responsables français en particulier, à la réalisation de ce COCOM-bis, ou COCOM Nord-Sud : « Un tel dispositif provoquerait une levée de boucliers de la part des pays en voie de développement, qui chercheraient à le contourner en coopérant entre eux. » Sa réalisation sous-entendrait en effet l'idée, peu souhaitable, de la possibilité d'un affrontement Nord-Sud.

« A la différence de la situation qui a suscité la création du COCOM, il n'y a pas, ici, de ligne de partage clair ; les critères d'identification du risque propre à chaque pays sont difficiles à établir. » Un tel dispositif pourrait bloquer toute évolution technologique des pays en voie de développement, et « institutionnaliser un décalage industriel entre le Nord et le Sud ». Au contraire, « il faudrait associer ces pays au dispositif ».

En outre, cette idée d'un COCOM-bis est émise au moment même où le COCOM est en complète réorganisation du fait de l'assouplissement des relations entre l'Est et l'Ouest. Les listes de produits soumis à contrôle sont en train d'être complètement revues, pour les limiter à un « noyau dur » de technologies jugées particulièrement sensibles et réparties en huit secteurs : ordinateurs, télécommunications, systèmes de propulsion, matériaux industriels et machines outils, électronique, aviation, technologie sous-marine, biotechnique.

« Plutôt que de vouloir créer un COCOM Nord-Sud, mieux vaut donc commencer par vérifier et éventuellement améliorer les systèmes existants », affirme-t-on de source autorisée française. Outre le COCOM, quatre autres dispositifs de contrôle sont en effet opérationnels : le « groupe australien » pour les armes chimiques, la directive de Londres pour le nucléaire, le MTCR (Missile Technology Control Regime) pour les missiles, et en France la CIEEMG (commission interministérielle pour l'étude des exportations de matériel de guerre) pour les armes proprement dites.

Un code de conduite

Le Groupe australien, destiné à contrôler la vente de « précurseurs » nécessaires pour la fabrication d'armes chimiques, tire son nom du simple fait qu'il se réunit tous les six mois à l'ambassade australienne à Paris. Créé en 1984, lors du conflit Iran-Irak, il regroupe vingt pays, mais n'est régi par aucun texte écrit, soulignant ainsi son caractère informel. Ces pays échangent des informations et contrôlent chacun tout ou partie des cinquante produits susceptibles d'être utilisés pour fabriquer des armes chimiques et dont le groupe a établi la liste.

La France exige une licence d'exportation pour quinze de ces produits, chiffre qui devrait être doublé d'ici peu. Particulièrement rigoureux, les Etats-Unis menacent de sanction pénale les entreprises américaines qui aideraient un pays à se doter d'armes chimiques. Certains Etats contrôlent aussi les exportations d'équipements pouvant être destinés à la fabrication d'armes chimiques.

Cette mesure laisse les spécialistes français sceptiques quant à son efficacité : « Rien n'est spécifique dans ce domaine. Comment peut-on prétendre contrôler des exportations de tubes, vannes, cuves, aux multiples usages ? » Le fait que l'Allemagne, dont une



entreprise, Imhausen-Chemie, avait permis la construction de l'usine de Rabta en Libye, prétendait contrôler ce type d'équipements encourage ce scepticisme.

Des contraintes plus fortes résistent la non-prolifération dans le domaine du nucléaire. Si la France n'adhère pas au traité de non-prolifération (TNP), elle participe en revanche au club de Londres qui, depuis 1975, rassemble vingt-six pays, principaux fournisseurs de matières et d'équipements nucléaires. Les membres du club s'engagent à ne livrer des matières et équipements atomiques que pour des usages pacifiques, les installations étant ensuite placées sous le contrôle de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique), basée à Vienne. Les matériaux et équipements livrés à un pays ne peuvent ensuite être réexportés sans accord préalable du fournisseur.

Si ce club n'a élaboré qu'un « code de conduite » sans prévoir de sanction pour ceux qui y dérogeraient, il se trouve qu'aucun signataire ne l'a encore violé. Mais ce système a lui aussi des maillons faibles. Tout d'abord, des pays ayant des programmes nucléaires « appartiennent » pas au club de Londres ; ainsi en est-il de l'Inde, du Pakistan, de l'Argentine, du Brésil, d'Israël, de l'Afrique du Sud, qui agissent en dehors de tout contrôle international.

En outre, comme le souligne un expert du secteur, « primo, rien n'interdit à un pays d'avoir des mines d'uranium, ce qui est le cas de l'Irak, par exemple. Secundo, dans les années 50 et 60, des stocks d'uranium enrichi se sont accumulés. L'Irak a ainsi pu se procurer légalement matière première et équipements qu'il a transformés, à des fins militaires. Car si les centrifugeuses nécessaires pour enrichir l'uranium sont soumises à contrôle, il n'en est pas de même des aciers spéciaux et des machines-outils. »

Freiner la prolifération

Dans le nucléaire aussi, la plupart des produits nécessaires pour fabriquer l'arme atomique sont à double usage. Une réflexion est menée actuellement pour identifier quels sont les éléments déterminants dans la fabrication de l'arme, non encore soumis à contrôle, et qui pourraient être ajoutés aux directives de Londres. A la différence du nucléaire, l'exportation de missiles est soumise à un véritable mécanisme, le MTCR (Missile

Control Regime). Créé en 1987 par les sept pays du G7, il a depuis été ratifié par seize pays (2). Ses membres se réunissent une fois par an. Conçu au départ comme une extension du traité de non-prolifération, le MTCR visait à contrôler les missiles susceptibles de porter 500 kilogrammes d'armes nucléaires. Ses signataires réfléchissent actuellement aux possibilités de l'étendre au transport d'armes chimiques et bactériologiques.

Comme pour le COCOM, ils ont élaboré des listes de produits à contrôler. Un exercice particulièrement délicat dans la mesure où tous ses éléments sont à double usage. « Les différences entre un missile balistique et un lanceur spatial civil sont quasiment nulles », explique un expert de ce secteur.

En outre, à la différence du nucléaire, près de quarante pays développent des missiles. Il est donc possible de freiner, mais non d'empêcher la prolifération.

A l'autre extrême, les exportations d'armes, si elles ne posent guère de problèmes techniques, sont soumises à de fortes contraintes politiques ; il n'existe donc pas de dispositif d'harmonisation au niveau international. En France, les exportations d'armes sont réglementées par la CIEEMG.

Informels pour la plupart, n'incluant qu'un nombre limité de pays, tous ces systèmes sont donc plus ou moins contournables. On l'a vu récemment en Allemagne, où Daimler-Benz a été accusé d'avoir livré des semi-remorques à l'Irak en violation de l'embargo, où la firme chimique WET aurait livré

des produits chimiques nécessaires à la fabrication de gaz de combat, etc. Des réflexions sont donc en cours pour renforcer les dispositifs. Certains estiment que l'ONU pourrait jouer le rôle de chien de garde, imposant à chaque pays d'exercer effectivement un contrôle national. Les esprits « positifs » pensent aussi que l'évolution pourrait se faire naturellement, « un peu à l'instar de ce qui s'est passé pour la protection de l'environnement. Il y a vingt ans, les entreprises étaient furieuses de devoir respecter les contraintes imposées par les défenseurs de la nature. Aujourd'hui, les mêmes firmes se vantent de tout ce qu'elles peuvent faire en faveur de l'écologie. »

Le risque du boomerang

Des considérations financières pourraient aussi conduire à une certaine autolimitation. « car il existe un lien entre le surarmement d'un pays et ses difficultés financières », explique un expert du domaine. « Une analyse du risque financier d'un pays freine donc les exportations de technologies duals vers des pays à risque politique. »

La menace la plus efficace est de réaliser que ces ventes peuvent être aussi un jour ou l'autre une menace pour la sécurité des vendeurs. Si les marchands de canons n'hésitent pas, pour justifier leurs ventes, à utiliser l'argument selon lequel mieux vaut avoir à se battre contre des armes que l'on connaît, il n'est guère réjouissant de penser qu'un jour ou l'autre celles-ci pourraient bien, comme un boomerang, se retourner contre l'envoyeur.

ANNIE KAHN

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 25 AVRIL 1991

Le conseil d'administration de CERUS s'est réuni le 25 avril 1991 afin d'arrêter les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1990.

L'année 1990, et en particulier le second semestre, se sont caractérisés par le recentrage de CERUS sur les sociétés dont elle a le contrôle et la réduction de son endettement par la cession des participations non stratégiques ou de celles dans lesquelles elle ne pouvait pleinement exercer son métier d'opérateur.

Dans cet esprit, CERUS a, d'une part, renforcé son rôle dans Valeo, la Banque Duménil-Leblé et les activités internationales, en particulier Cofir, et, d'autre part, cédé sa participation dans la Société Générale de Belgique à travers un accord conclu avec Suez. Elle a également procédé à la cession de la participation qu'elle détenait dans Arnault et Associés ainsi que d'un certain nombre d'autres participations minoritaires.

Au cours du 1^{er} semestre 1991, CERUS a vendu 1,5 % du capital de Suez sur le marché, à un prix moyen de 333 francs par action correspondant à la valeur au bilan au 31 décembre 1990, conservant ainsi une participation de 3,5 % au titre de l'alliance existant entre les deux groupes.

D'autre part, le conseil de CERUS a approuvé la cession, avant le 31 mai prochain, de la totalité de la participation (14,9 %) détenue dans Yves Saint Laurent Groupe à une société contrôlée par MM. Yves Saint Laurent et Pierre Berge. La transaction sera effectuée à un prix global de 545 millions de francs faisant apparaître une légère plus-value dans les comptes consolidés qui s'ajoutera à celle, très significative, réalisée en juillet 1989.

La politique de recentrage et de désendement de la société a permis de réduire la dette consolidée de CERUS de 4,1 milliards de francs fin 1990 à environ 800 millions de francs après cession de la participation détenue dans Yves Saint Laurent Groupe, pour une situation nette proche de 7 milliards de francs.

L'exercice 1990 clôture avec une perte consolidée part du groupe de 2,2 milliards de francs, cette perte étant constituée essentiellement par les provisions comptabilisées pour la cession des titres Société Générale de Belgique au cours du 1^{er} semestre 1991 ainsi que par les frais financiers liés à l'endettement.

Le compte de résultat social fait apparaître une perte de 3,7 milliards de francs. L'écart avec le résultat consolidé est dû, pour une grande part, à la réduction de la valeur des titres Société Générale de Belgique qui avait été faite dans les comptes consolidés au moment de la fusion avec Duménil-Leblé.

Le conseil d'administration a décidé de proposer à l'assemblée générale d'imputer cette perte sur les réserves et primes existantes.

L'assemblée générale des actionnaires est convoquée pour le 10 juin prochain.

CERUS

هذا من الاجل

هكذا من الاصل

CHAMPS ECONOMIQUES

Que cache l'Europe monétaire ?

Le roi est nu

Le projet communautaire risque de livrer la France

à la logique de la « main invisible » et de lui faire perdre sa place dans le monde

par Robert Pelletier

Le débat sur la monnaie européenne prend une ampleur grandissante au fur et à mesure que se rapproche l'échéance de l'union monétaire en 1993. L'union monétaire (UM) est présentée comme le complément indispensable à la réalisation du grand marché de l'Europe des Douze. Mais le débat a curieusement tendance à se limiter à un problème subalterne de calendrier, sur la mise en place de la Banque centrale européenne (1994 ?) et l'entrée en vigueur de la monnaie unique (1997 ?).

La promotion de l'union monétaire, y compris dans son objectif ultime de la monnaie unique, a bénéficié d'un puissant soutien médiatique en direction de l'opinion publique, des parlementaires, des chefs d'entreprise, des universitaires, etc. En revanche, la contestation des fondements du projet, quant à sa nécessité pour la construction de l'union économique, quant à sa faisabilité et quant au bénéfice que l'on pourrait en tirer, a été faible, pour ne pas dire inexistante.

Soucieux de recueillir un soutien populaire à des projets dont l'opinion publique est totalement incapable de saisir les multiples et complexes implications, la Commission européenne, suivie par une cohorte de thuriféraires appointés, fait grand cas des économies que permettrait de réaliser l'usage d'une monnaie unique. Mais les voyageurs n'auraient plus à s'adresser aux bureaux de change au cours de leurs périples européens.

Des arguments de pacotille

En fait, l'argument sur les commissions de change n'est plus pertinent compte tenu des fulgurants progrès de la monnaie. L'usage des cartes de crédit permet désormais de voyager dans le monde avec peu de monnaie locale en poche, de quoi payer un taxi ou un journal. La commission de change, à la charge du porteur de carte, est minime, de l'ordre de 1,75 %, et sans rapport avec la facilité offerte et la suppression du risque de vol ou de perte de numéraire. En cas de besoin, la même carte permet de tirer dans les guichets automatiques largement répandus en Europe n'importe quelle devise pour un coût de l'ordre de 1 %.

Face à des arguments de pacotille, personne n'a, semble-t-il, évoqué le gigantesque traumatisme

qu'entraînerait l'abandon de la monnaie nationale, pour un écu dont la valeur, calculée par référence à l'ensemble des monnaies européennes, ne pourrait pas être dans un rapport arithmétique simple du type 1 NF pour 100 anciens francs. Les difficultés d'adaptation des Français au nouveau franc, qui font qu'aujourd'hui encore bon nombre d'entre eux continuent à calculer mentalement en anciens francs, ne sont rien à côté du prodigieux effort qu'exigerait l'appréhension des prix sur la base d'un écu valant par exemple 6,90 F ou 7,20 F. Une génération en serait sans doute durablement perturbée.

C'est également sous la rubrique « coût de la non-Europe » que l'on a vendu aux chefs d'entreprise l'idée qu'ils feraient une économie sérieuse par l'élimination des coûts de transaction en devises et du risque de change. En fait, il y a longtemps que les entreprises ont appris l'usage des mécanismes de couverture du risque de change, du reste fort réduit dans le cadre du SME. Mais la faiblesse du raisonnement tient essentiellement au fait que la majeure partie (environ 70 %) des transactions des entreprises françaises sont facturées en francs. La partie restante est libellée pour l'essentiel dans la monnaie du commerce mondial, à savoir le dollar. Le solde facturé en monnaie européenne est tout à fait marginal.

Un silence pudique plane, en revanche, sur les conséquences de l'UM en matière de conditions de financement des entreprises. Les grandes ont déjà internationalisé leur financement. Leur comportement ne serait pas modifié car il est fondé sur la mondialisation et la libre circulation des capitaux. Le jeu de la concurrence continuera à écraser les marges d'intermédiation des banques déjà dangereusement réduites ; mais l'effet novateur de l'UM serait négligeable. Il en serait tout autrement de l'effet de neutralisation des pouvoirs d'intervention des Etats dans la conduite de la politique économique.

Les entreprises ont toutes les chances d'être lourdement pénalisées dans un processus qui remet à la technocratie bruxelloise le soin de décider ce qui leur convient. Mais les victimes potentielles à peu près assurées seraient les petites et moyennes entreprises, à la fois victimes du taux d'intérêt résultant de la politique de rigueur de la Banque centrale et de la concentration des activités financières autour de deux ou trois pôles fixant les conditions de crédit sur la base du « rating » et laminant ce qui reste de finance-

ments spécifiques aux PME. Le risque de change majeur porte sur le dollar et ce risque ne serait en rien diminué par l'usage d'une monnaie européenne unique. Il est même permis de considérer qu'une monnaie européenne, dotée d'une parité de change irrévocablement fixée, gérée par une Banque centrale dont le mandat impératif serait de sauvegarder sa valeur internationale contre vents et marées, deviendrait une cible privilégiée pour la spéculation internationale et les arbitrages entre elle, le dollar et le yen.

Un écu fort serait sans doute paradoxalement un facteur d'instabilité majeure du marché des changes tant qu'un peu d'ordre n'aurait pas été mis dans le système monétaire actuellement fondé sur le flottement des monnaies. L'analyse technique des conséquences pour l'économie européenne d'une politique des changes fixes dans un monde dominé par la volonté américaine de laisser au marché le soin de fixer les parités, n'a pas été réellement menée. Cette lacune est difficilement compréhensible dès lors qu'un consensus existe pour ne pas isoler l'Europe du contexte économique mondial et jouer le jeu de la concurrence avec les pays de la zone dollar ou yen.

Les risques de l'écu

Quel type de politique de changes devra être adoptée pour éviter les effets probables d'un écu devenu monnaie de réserve à l'échelle mondiale. Les problèmes que la Grande-Bretagne a affrontés lorsque la livre a joué ce rôle ? Comment éviter les conflits d'intérêt majeur entre la Banque centrale européenne et les milieux économiques, singulièrement les entreprises européennes, face à une perte de compétitivité des prix européens et une politique monétaire inspirée par des considérations autres qu'industrielles, mais que les statuts de la Banque centrale lui feront mission de défendre, avec une indépendance hautement affichée par rapport aux instances politiques.

Entre autres questions laissées sans réponse, quel sera le sort de la politique agricole commune (PAC), dont un principe de base repose sur la fixation des prix en écus, si la valeur de la monnaie européenne se revalorise par rapport au dollar et de ce fait les prix agricoles européens perdent leur compétitivité, déjà quelque peu chahutée ? Faudra-t-il encore abaisser les prix européens et démanteler un peu plus la PAC ?

Le projet de statuts de l'Eurofed permet d'éprouver les plus vives inquiétudes. Un directoire composé de six personnalités inamovibles pendant huit ans, dépourvues de toute légitimité démocratique, sera doté des pouvoirs les plus larges pour réaliser l'objectif prioritaire de la stabilité des prix. Un tel mandat ne pouvant être rempli par le moyen exclusif des taux d'intérêt, le mandat confié à la Banque centrale implique que son autorité s'étende à la politique budgétaire, fiscale, salariale, etc.

Très au-delà des contraintes légitimes d'une coordination des politiques monétaires, l'Eurofed sera l'organe de tutelle non seulement des banques centrales réduites au rôle d'exécutant, mais aussi des gouvernements et des Parlements nationaux dans l'exercice des pouvoirs que leur a confiés le suffrage universel. Jamais un tel abandon de souveraineté n'a été concédé dans des conditions comparables.

Le type de politique susceptible d'être dicté par l'Eurofed n'exige pas un important effort d'imagination. Ce que l'on connaît des comptes rendus des réunions des gouvernements des banques centrales à Bâle le justifie. La priorité à la défense de la monnaie, à la stabilité des prix, à l'équilibre budgétaire, à la maîtrise des contreparties de la masse monétaire, forme l'essentiel de la doctrine et du code de conduite des gouverneurs. Le discours n'a guère changé par rapport à celui tenu en 1934 au conseil général de la Banque de France.

Dans l'absolu, personne ne peut contester l'intérêt de la stabilité des prix et d'une monnaie forte. Il en est de même du rôle essentiel que doivent jouer les banques centrales pour assurer la stabilité monétaire. Mais s'il suffisait de se doter d'une Banque centrale autonome et puissante pour vaincre l'inflation qui empoisonne l'économie mondiale depuis trois quarts de siècle, il y a longtemps que cette solution aurait été universellement adoptée. Les sources de l'inflation sont trop nombreuses et trop complexes pour que l'on puisse se fier aux seules interventions des moyens mis à la disposition des banques centrales.

Certes une intense propagande a réussi à imposer à l'opinion publique allemande l'idée que la stabilité du deutschemark était le fruit de l'action de la Bundesbank bénéficiant d'une absolue indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics. En fait, la force du deutschemark repose essentiellement sur un excédent de la balance commerciale de l'ordre de 80 milliards d'écus

(560 milliards de francs) par an, reflet de la puissance de l'industrie allemande. La contre-épreuve peut être trouvée dans l'accès de faiblesse de la monnaie allemande face aux difficultés de la réunification et au fléchissement de l'excédent de la balance commerciale.

L'expérience montre que l'action d'une banque centrale est en grande partie neutralisée face aux mouvements économiques et sociaux de grande amplitude (mai 1968). Il en est de même en cas de crise majeure du système monétaire international, d'une explosion du prix du pétrole, etc. Dans de telles circonstances, la régulation de la masse monétaire à travers les taux d'intérêt apparaît mal adaptée et la puissance publique ne peut que dévier par rapport à la stricte orthodoxie monétariste. Il existe des impératifs plus contraignants que la stabilité des prix, parmi eux figure un insupportable accroissement du chômage associé à une récession économique bouleversant l'équilibre social.

Le projet de traité sur l'union économique et monétaire comporte un exposé des motifs particulièrement volontariste : « Les gains à attendre de la réalisation d'une union économique et monétaire, tout particulièrement de l'adoption d'une monnaie unique, sont apparus considérables. Aux gains directs liés à l'élimination des coûts de transaction s'ajoutent en effet des gains indirects ou dynamiques, potentiellement bien supérieurs mais certes difficiles à chiffrer. » Parmi ces gains, le projet de traité cite la stabilité des prix, une efficacité économique accrue et une gestion plus efficace des finances publiques.

Un postulat non démontré

Aucune démonstration, techniquement fondée, de la justesse de ces postulats n'a été faite jusqu'ici. L'idée que l'Europe puisse notamment s'affranchir des contraintes de l'environnement international, des variations des taux de change des monnaies tierces, des hausses de matières premières, etc. de façon à se constituer en oasis de stabilité des prix et de progrès économique est une simplification abusive du fonctionnement de l'économie mondiale.

Si un élève de troisième année en économie politique affirmait dans sa copie qu'il sera possible, d'ici cinq à six ans, de mener la même politique monétaire à Londres et à Athènes, on lui refuserait son diplôme. Il n'améliorerait pas son cas s'il indiquait que le retour

à la prospérité économique de l'Europe repose sur l'abandon par les gouvernements et les Parlements nationaux de l'essentiel de leurs pouvoirs et de leurs moyens d'action sur l'activité économique et la régulation conjoncturelle, au profit d'une instance supranationale.

Aucune des convergences macro-économiques considérées à juste titre comme les préalables indispensables à l'union monétaire ne sont actuellement réalisées, voire en voie de réalisation dans l'Europe des Douze. Les écarts de performances économiques en termes de produit intérieur brut (PIB) vont de 1 à 5. L'inflation s'échelonne de 20 % en Grèce à 2 ou 3 % dans les pays les plus performants, dont la France. La dette publique de l'Italie dépasse 650 milliards d'écus, soit plus de 100 % du PIB et son financement ressort plus de l'acrobatie monétaire que de l'orthodoxie communautaire. La sage Belgique supporte une dette publique représentant 130 % de son PIB (35 % en France, 6 % au Luxembourg), etc.

Les implications du projet d'union monétaire pour l'avenir de la France, son indépendance et sa place dans le monde sont considérables. Des zones d'ombre existent notamment quant aux effets implacables d'une économie livrée à la logique de la « main invisible ».

Face à ces incertitudes, à ces interrogations, la réponse des inconditionnels de la construction européenne consiste à se référer au grand dessein politique d'une Europe unie, sorte d'acte de foi transcendant les intérêts nationaux les plus fondamentaux. A cet égard, la place tenue par les diplomates dans les négociations des Douze, alors que les problèmes de fond dépassent nettement leurs compétences et devraient être laissés aux ministres des finances, est en soi une source d'inquiétude.

S'il est vrai qu'en final la construction de l'Europe sera le fruit d'une volonté politique, rien ne prouve en revanche que l'union monétaire soit indispensable à sa réalisation. Quoi qu'il en soit, il est inacceptable que soit dissimulée à l'opinion publique la nature des enjeux. Il n'est pas sain que le débat politique reste à un niveau incantatoire dissimulant ce que l'union monétaire signifie. Un démontage, pièce par pièce, de sa mécanique démontre qu'elle va à l'encontre des convictions et des programmes économiques sociaux de la majorité comme de l'opposition. Qui osera dire que le roi est nu ?

► Economiste.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 10,20 % NOVEMBRE 1978

Les intérêts courus du 9 mai 1990 au 8 mai 1991 seront payables à partir du 9 mai 1991, à 183,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 30,40 francs (montant brut : 204 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,18 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 6,32 francs, faisant ressortir un net de 167,10 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 4 mars ont paru au Journal officiel du 9 mars 1991.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 10,80 % MAI 1978

Les intérêts courus du 13 mai 1990 au 11 mai 1991 seront payables à partir du 13 mai 1991, à 194,40 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 31,60 francs (montant brut : 216 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 10,78 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 6,69 francs, faisant ressortir un net de 176,93 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 6 mars ont paru au Journal officiel du 17 mars 1991.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 11 % DÉCEMBRE 1976

Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 99 francs par titre de 1 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 11 francs (montant brut : 110 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9,69 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,41 francs, faisant ressortir un net de 90,10 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 9,70 % MAI 1979

Les intérêts courus du 25 mai 1990 au 24 mai 1991 seront payables à partir du 25 mai 1991, à 174,60 francs par titre de 2 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 19,40 francs (montant brut : 194 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément libératoire sera de 9,69 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 6,01 francs, faisant ressortir un net de 158,90 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 14 mars ont paru au Journal officiel du 28 mars 1991.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 14,50 % MAI 1980

Les intérêts courus du 29 mai 1990 au 28 mai 1991 seront payables à partir du 29 mai 1991, à 652,50 francs par titre de 5 000 francs après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 72,50 francs (montant brut : 725 francs). En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément sera de 36,21 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 22,47 francs, faisant ressortir un net de 593,82 francs.

Les renseignements concernant les obligations sorties au tirage du 25 mars ont paru au Journal officiel du 11 avril 1991.

Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE OBLIGATIONS 9,10 % AVRIL 1988

Les intérêts courus du 9 mai 1990 au 8 mai 1991 seront payables à partir du 9 mai 1991, à 455 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 66,75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,10 francs, faisant ressortir un net de 372,65 francs.

SAPAR FINANCE - P3R 0,10 % OCTOBRE 1989

Les intérêts courus du 13 février 1991 au 12 mai 1991 seront payables à partir du 13 mai 1991, à 120,83 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 18,12 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,72 francs, faisant ressortir un net de 98,99 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE OBLIGATIONS 8,90 % MAI 1989

Les intérêts courus du 16 mai 1990 au 15 mai 1991 seront payables à partir du 16 mai 1991, à 445 francs par titre de 5 000 francs. En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 66,75 francs auquel s'ajouteront les retenues de 3,1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,79 francs, faisant ressortir un net de 361,46 francs.

Les retenues mentionnées au 2^e paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code général des impôts.

Tous ces titres ne sont pas pris en compte (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981) ; le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

Mai
1991

SPÉCIAL EXAMENS

Chaque année, ces dossiers font le point sur les grandes régions du monde et sur la France. Avec les chiffres les plus récents, les données les plus neuves et les analyses des spécialistes du Monde.

LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

La guerre du Golfe et ses conséquences. Les principaux événements économiques et commerciaux en URSS, au Japon, en Chine et aux États-Unis. L'Europe et la CEE. La réunification allemande. L'écroulement du bloc de l'Est. Les difficultés des pays les plus pauvres.

LE DERNIER ÉTAT DE LA FRANCE

Les principales lignes de la vie économique française en 1990. Le ralentissement de la croissance et ses origines. Des inégalités préoccupantes. L'aggravation du chômage. La crise de la protection sociale. Le mal des banlieues. Le mécontentement des agriculteurs. Un numéro indispensable pour tous les élèves de terminale et les étudiants qui souhaitent actualiser leurs connaissances avant les examens.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'HERMÈS Editeur
nouveau pour B.T.S.
manuel de gestion
A. Brigid et J. Obadia
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

CHAMPS ECONOMIQUES

Qui redressera l'Albanie ?

La fin d'une longue autarcie

Après quarante-six années d'obscurantisme le « pays des aigles », exsangue, a besoin de l'appui occidental

SADDAM HUSSEIN a décidé de détruire le monde. Ses avions reviennent à Bagdad. Missions accomplies : Paris, le Japon, les États-Unis... sont rasés. Je suis passé au-dessus de l'Albanie, raconte un des pilotes, mais je n'ai pas eu besoin de larguer mes bombes : le pays était déjà détruit !

Si cette histoire à la mode dans une Albanie qui découvre les plaisirs d'une liberté confisquée pendant près d'un demi-siècle fait beaucoup rire les habitants du « pays des aigles », c'est sans doute parce qu'elle est... presque vraie. Il faut avoir vu quelques-unes des grandes « entreprises » du pays pour se rendre compte de son état de délabrement.

Les vitres absentes ou cassées, les murs abîmés, les tuyaux éventrés, les slogans « Organisation-Discipline-Emulation-Vigilance » fanés, justifient la question que tout étranger de passage pose : « Mais, dites-moi... cette entreprise fonctionne-t-elle encore ? » La présence de quelques ouvriers, qui paraissent davantage baguenauder que travailler réellement, et - surtout - la fumée noire qui s'échappe des cheminées prouvent que, pourtant, « elle tourne » !

Un constructeur français de bateaux de pêche, étonné par les faibles quantités de poissons pêchés par les Albanais était venu proposer, il y a quelques années, une flottille de petites embarcations. Il a reçu d'un ministre cette réponse, qui en dit plus que tout autre commentaire : « Comment voulez-vous que je leur achète des bateaux. Ils vont tous s'en servir pour fuir le pays ! »

Point n'est besoin d'ailleurs de noircir le trait. Les actuels dirigeants se chargent, à satiété, de dresser un tableau particulièrement sombre de... leur gestion passée. Ramiz Alia, le chef de l'Etat et successeur du fondateur du régime socialiste, Hodja, laisse entendre que « plus personne ne travaille » ; Fatos Nano, actuel premier mini-

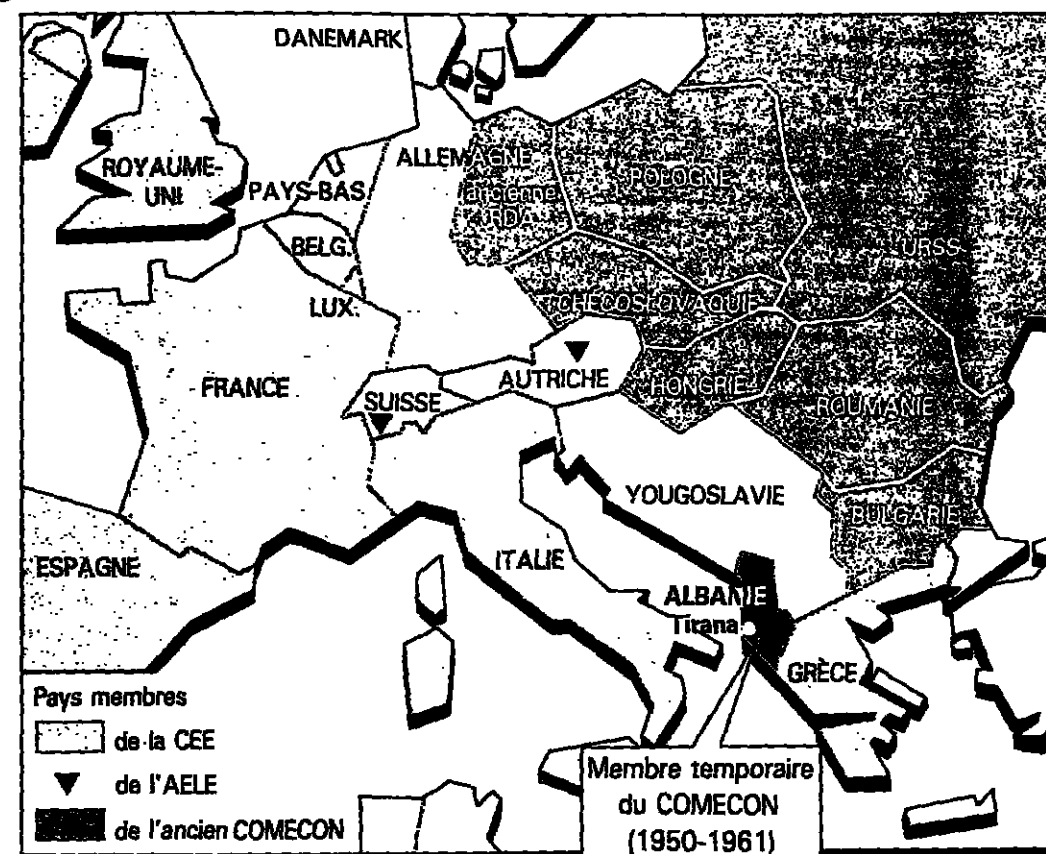
tre, annonce qu'il est temps que son pays « rejoigne le groupe des nations civilisées ». « Incompétence », « productivité nulle », « bureaucratie envahissante », « gabegie », « corruption », etc., ont maintenant remplacé dans le vocabulaire officiel les slogans staliniens de jadis. Conversion sans doute un peu trop rapide pour être honnête, notamment pour ceux qui se souviennent avoir vu, le 29 novembre 1989 - hier ! - lors des défilés officiels pour la fête nationale, des pancartes ornées du slogan : « La perestroïka est le système le plus pourri du capitalisme international. »

Trois chiffres révélateurs

Trois chiffres illustrent la gravité de la crise économique albanaise. 700 grammes : la consommation quotidienne moyenne de pain par habitant, ce qui signifie qu'un grand nombre d'Albanais ne se nourrissent pratiquement que de pain. 3 % : le pourcentage des travaux qui, dans l'industrie, du bâtiment, sont effectués à l'aide de machines, ce qui veut dire que le reste des équipements est inutilisé. 2 748 : le nombre de kilomètres de routes asphaltées, à joindre aux 673 kilomètres de lignes de chemin de fer.

Comment expliquer ce désastre qui fait de l'Albanie le pays le moins développé du continent européen et le plus malade de toutes les anciennes démocraties populaires ? Il faut d'abord souligner que l'Albanie a toujours été considérée comme le pays le plus arriéré économiquement du Vieux Continent. En 1947, n'était-il pas le seul à ne pas avoir une seule ligne ferroviaire ?

En plus de facteurs naturels défavorables, comme l'insalubrité de nombreuses terres fertiles, l'histoire politique du pays explique cette arriération. Après le joug turc, qui a isolé l'Albanie de l'Europe pendant des siècles, les puissances balkaniques tentèrent de



dépecer le pays, qui sombra dans l'anarchie : en 1914, on ne comptait ainsi que six gouvernements locaux.

Durant la première guerre mondiale, l'Albanie fut successivement occupée par les armées serbe, autrichienne, italienne, française, grecque et bulgare. La seule expérience démocratique que connut l'Albanie, avec le gouvernement de l'évêque libéral Fan Noli, ne dura pas un an ! Quant à la réelle indépendance du pays, elle fut aussi de courte durée, puisque Ahmed Ben Zog, un chef de tribu devenu président de la République avant de se faire proclamer roi, parvint au pouvoir avec l'aide de la Yougoslavie, avant de se tourner vers l'Italie.

Le Parti du travail (communiste), qui domina totalement le pays à partir de la fin de la seconde guerre mondiale, changea aussi plusieurs fois de « partenaires » privilégiés : Yougoslavie jusqu'en 1948, puis l'Union soviétique jus-

qu'en 1961. Chine populaire enfin, jusqu'en 1978. Ces alliances variables, chaque fois suivies de ruptures catégoriques, empêchèrent l'Albanie d'ancrer son développement économique. Ainsi, Soviétiques et Chinois rapatrièrent leurs experts, leurs cadres, leurs fournitures, laissant à leur triste sort certaines entreprises qu'ils avaient contribué à bâtir. Tirana se lança ensuite dans une politique d'autarcie, poussée jusqu'à la caricature. Toute forme de crédit n'était-elle pas interdite par la Constitution même ? « Comment développer un pays qui, beaucoup plus que tous les autres pays socialistes, s'était totalement coupé du monde ? »

Deux éléments sont aussi intervenus ces dernières années pour encore détériorer la situation économique du pays. Celui-ci a beaucoup souffert de la sécheresse, qui a entraîné une baisse de la production agricole, une diminution de la production d'électricité et, en conséquence, une baisse des exportations d'énergie hydroélectrique et de ferrocrom, les deux grandes richesses du pays.

Les changements dans les pays socialistes ont aussi profondément affecté le commerce extérieur de l'Albanie, qui se faisait sous forme d'accords de compensation ou de clearing en roubles convertibles.

L'Albanie, faute de productions intérieures, n'étant plus capable d'honorer ses accords de compensation, se « partenaria » de l'Est ont progressivement exigé le remboursement du solde des échanges en dollars. Tirana s'est alors tournée vers les pays occidentaux, mettant fin à quarante-six années d'autarcie.

Chrome et tourisme

Le grand tournant a donc été pris le 31 juillet 1990, lorsque l'Assemblée nationale populaire a adopté plusieurs décrets sur la protection de l'investissement étran-

ger, la possibilité de créer des sociétés mixtes et la double imposition. Les changements s'accélérent ensuite, sous la pression notamment des révoltes étudiantes de décembre.

La victoire du Parti du travail aux élections libres, les premières depuis 1946, du 31 mars dernier ne devrait pas fondamentalement modifier la nouvelle orientation prise par les autorités. Celles-ci n'ont guère le choix : le pays est exsangue et ne peut sortir de cet état qu'avec l'appui de la communauté internationale.

A condition d'espérer du pays les habitudes créées par un demi-siècle d'obscurantisme absurde et, surtout, de remobiliser une population dont toute la partie jeune ne pense qu'à émigrer, l'Albanie ne manque pas d'atouts :

- Une agriculture qui jouit de conditions climatiques plutôt favorables et qui pourrait occuper une place non négligeable dans certains créneaux spécifiques. La firme française Ducros vient ainsi de créer une société mixte pour exploiter les « herbes de Provence » du pays, considéré comme le premier « cueilleur » européen... Occupant près de 65 % de la main-d'œuvre active, l'agriculture entrerait aujourd'hui pour seulement 24 % dans le PNB du pays.

- Un sous-sol riche. L'Albanie, avec une production annuelle de 1,1 million de tonnes de chrome, 160 000 tonnes de concentrés et 39 000 tonnes de ferrocrom, est le troisième producteur mondial après l'URSS et l'Afrique du Sud. Le pays extrait aussi du cuivre, du charbon et du pétrole, en quantités encore minimes. L'industrie du bois est assez développée, les forêts occupant 36 % de la superficie du pays.

De nombreux experts estiment, en fait, que la principale chance de l'Albanie pourrait résider dans ses capacités touristiques. Merveilleusement située, jouissant d'un climat propice et de paysages contrastés, le pays a toutefois besoin de créer, à partir de zéro, une structure d'accueil adéquate.

De là à imaginer l'Albanie de demain comme une « petite Suisse » des Balkans est encore bien illusoire. « C'est un rêve, et nous le savons, commentait un étudiant de Tirana, mais, justement, les rêves c'est ce qui nous avons été le plus privés pendant quarante-cinq ans. »

de Tirana
JOSÉ-ALAIN FRAJON

1990 L'ALLEMAGNE RÉUNIFIÉE
Une coédition Le Monde et Olycom
EN VENTE EN LIBRAIRIE

PARIS - SEMAVIP
CONSULTATION DE PROMOTEURS
OBJET : la SEMAVIP, Société d'Economie Mixte d'Aménagement de la Ville de PARIS, lance un appel d'offres ouvert de promoteur sur charge foncière en vue de l'acquisition des droits de construire un ensemble de logements dénommé lot 2, situé 17 à 21, quai de la Seine, dans la ZAC BASSIN DE LA VILLETTE, à PARIS 19^e.
PROGRAMME : sur un terrain de 1 303 m² environ est prévue la réalisation d'un ensemble immobilier de l'ordre de 4 800 m² H.O.N. se décomposant en 3 930 m² de logements non aidés, 540 m² de locaux commerciaux à rez-de-chaussée et 330 m² de locaux d'activités de la Ville de PARIS, accompagné d'un parking en sous-sol de 69 places au minimum.
RETRAIT DES DOSSIERS : le dossier de consultation peut être retiré contre un chèque de 1 000 F à partir du jeudi 2 mai 1991 à la SEMAVIP, 10-16, rue de la Justice, 75020 PARIS, tél. : 43-64-52-72.
REMISE DES OFFRES : les offres seront remises sous double enveloppe cachetée, l'enveloppe intérieure contenant la soumission. Elles devront être transmises au plus tard à la SEMAVIP le lundi 10 juin à 16 heures, soit par pli recommandé avec A.R., soit par dépôt contre reçu à la même adresse.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS
A.G.F. : NOUVELLE PROGRESSION DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS

AGILITES DES PRINCIPALES SOCIÉTÉS DU GROUPE

A.G.F. VIE
Son chiffre d'affaires atteint 15,9 milliards de francs, marquant une progression de 8,8% réalisée pour l'exercice avec les produits à vocation d'épargne et de retraite. Les participations attribuées aux assurés ont fortement augmenté (21,3%). Le bénéfice net, de 1 511 millions de francs, progresse de 14% sur l'an dernier.

A.G.F. I.A.R.T.
Le chiffre d'affaires atteint 14 milliards de francs, en hausse de 5,6%. L'augmentation de 2,4% pour l'assurance automobile qui entrepasse une nouvelle progression de 4,5% du nombre de véhicules assurés.

A.G.F. S.A.
Cette société, filiale à 100% de la Société Centrale, a enregistré en 1990 des revenus d'intérêts, de participations et de rétrocessions pour 904 millions de francs, dont 150 millions de dividendes versés par A.G.F. Vie et A.G.F. I.A.R.T. Elle a par ailleurs réalisé des plus-values pour un montant de 714 millions de francs. Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 1 157 millions de francs.

METROPOLIS S.A.
Cette société de portefeuille spécialisée dans l'acquisition et la gestion de participations industrielles a réalisé un bénéfice net de 136 millions de francs, équivalent à celui de l'an dernier.

COMPAGNIE FINANCIÈRE DU PHENIX
Cette société holding qui détient des participations dans le secteur bancaire et financier a pris une participation dans la Banque Française du Commerce Extérieur à hauteur de 13%.

A.G.F. REASSURANCES
Le chiffre d'affaires en progression de 17% s'élève à 2,3 milliards de francs. Le bénéfice net s'élève à 16 millions de francs contre 7 millions de francs en 1989.

A.G.F. INTERNATIONAL
Cette société holding qui regroupe l'ensemble des filiales et participations non de France a réalisé un chiffre d'affaires de 21,2 milliards de francs contre 22,5 milliards de francs en 1989, en hausse de 54% dont 36% dus aux opérations de cession et de vente : plusieurs sociétés ont été acquises en 1990, dont trois de taille moyenne en

LES RESULTATS CONSOLIDES
(en millions de francs)

	1986	1987	1988	1989	1990
Chiffre d'affaires	25 366	29 186	32 835	36 233	40 017
Produits financiers	5 629	6 538	7 677	9 189	11 046
Plus-values nettes	2 121	2 250	2 452	2 378	3 627
Résultat net par action	1 601	1 750	2 102	2 570	2 793
Dividende distribué	235	271	339	453	483

L'ACTION A.G.F.
(données ajustées pour tenir compte de la division du titre par 2 en 1990)

	1986	1987	1988	1989	1990
Bénéfice net par action	36,99	39,77	41,77	58,41	61,43
Dividende par action	5,34	6,16	7,20	10,30	13,70

AGF
assurances

هكذا من الاصل

صكنا من الاصل

CHAMPS ECONOMIQUES

CHRONIQUE

PAUL FABRA

Maladies déclarées ou cachées des pays de la CEE

UNE inopportune conjonction assombrit les perspectives européennes. Chacun des trois plus influents pays membres de la Communauté a plus ou moins échoué sur la matière qui lui tenait le plus à cœur. Simultanément, France, Grande-Bretagne et Allemagne négocient pour s'unir plus étroitement au sein des Douze, économiquement, monétairement, politiquement. Pour un peu, on serait tenté – mais ce serait la tentation de la facilité – de rapporter la situation qui risque d'en découler au cruel dicton espagnol. En présence d'un couple où la femme est aussi disgracieuse que l'homme et l'homme aussi vain que la femme, le Castillan s'écrit : « Dieu les a créés et eux se sont séparés », comme si, par leur libre décision de se marier, ils n'avaient fait qu'aggraver l'erreur distraite commise par le Tout-Puissant de les mettre au monde.

Laissons-là la grinçante ironie ibérique. Les défauts graves dont souffrent, chacune de leur côté, et parfois ensemble, l'économie française, l'économie britannique et l'économie allemande ne tiennent pas à la nature des choses, malgré l'impuissance montrée jusqu'à ce jour par les gouvernements de Paris, de Londres, de Bonn pour les corriger.

En ce qui concerne la France, l'insuccès le plus patent de l'équipe au pouvoir, c'est le maintien d'un niveau élevé du chômage (9,3 % de la population active, contre 5,8 % sur le territoire de l'ancienne Allemagne de l'Ouest et 7,4 % au Royaume-Uni). Et sa tendance à augmenter de nouveau. Le tort serait, comme le font ouvertement ou à voix basse beaucoup de socialistes, d'imputer cette triste situation à la politique trop étroitement « comptable » de Michel Rocard et de son ministre de l'économie et des finances. Sur ce chapitre, le premier ministre et Pierre Bérégovoy ont pris le seul parti qui soit tenable et qui permette, précisément, de s'évader de la médiocrité. Avoir le souci de la gestion du franc et des finances publiques (les deux choses vont de pair) n'est pas se montrer égoïste. C'est au contraire créer des conditions propices à l'investissement des entreprises. Du reste, la création de nouveaux emplois a suivi.

On ne saurait trop louer, vu les malheurs précédents encore à la mémoire des Français, le gouvernement pour son refus catégorique des illusions d'un volontarisme primaire. En juin 1981, Pierre Mauroy déclarait que, face au chômage, il se com-

portait comme « un chef de guerre ». Mais un chef de guerre, en principe, tout pouvoir sur tous les hommes mobilisés. Dans son programme, Mauroy avait annoncé que la fonction publique occuperait 200 000 personnes de plus. Il croyait ou feignait de croire que cela ferait 200 000 chômeurs de moins.

Rien peut-être n'illustre mieux le progrès accompli dans la politique économique que la réflexion de gestionnaire classique qu'a eu le gouvernement devant le risque de récession (ou de « ralentissement ») et la montée du chômage : arrêt de l'augmentation des effectifs du personnel de l'Etat. En limitant la progression des dépenses publiques, il prélève d'autant moins sur la part des ressources laissée à l'économie productive. Ian Davidson, correspondant à Paris du *Financial Times*, considère (dans un article publié le 22 avril) comme « un trait remarquable » du récent retournement de la conjoncture en France qu'il n'ait pas provoqué une forte demande du public en faveur d'un relâchement de la politique économique. Serait-ce que le changement de mentalité, en France, depuis 1983, aurait été plus marqué qu'en Grande-Bretagne après onze ans de thésaurisme ?

Il n'en demeure pas moins que le premier ministre français et son équipe ont manqué un des objectifs essentiels que, fort légitimement, ils s'étaient assignés. En présentant le 13 septembre 1989 son deuxième « plan emploi » (guère étonnant que, sous une pareille enseigne, on rate son coup !), Michel Rocard avait déclaré : « La lutte contre l'exclusion et le chômage est une donnée permanente des priorités du gouvernement, celle autour de laquelle s'organise toute son action. » Plusieurs des mesures contenues dans ces plans emploi ont pu avoir un effet positif. Leurs auteurs étaient les premiers à n'y voir qu'un accompagnement. C'est donc, comme il se doit, sur l'effet d'entraînement de leur politique générale qu'ils comptent. Dans la mesure où cette politique générale était – et est toujours – plutôt orientée dans le bon sens, pourquoi n'ont-ils obtenu que des résultats aussi peu convaincants ?

Une première raison pourrait être celle-ci : si beaucoup a été fait pour écarter les mécanismes de marché, le plus

important de tous, celui de l'emploi, est resté très insuffisamment organisé. Si des progrès non négligeables ont été accomplis pour rapprocher les offres et les demandes d'embauches, rien de comparable à ce qui existe, dans ce domaine, en Suède (qui reste le modèle), en Allemagne, en Autriche et même en Grande-Bretagne, n'a été mis en place. Sans doute s'agit-il plus d'un problème de société que d'un problème de gouvernement, mais un gouvernement, s'il ne peut changer la vie (sinon en pire, s'il s'avise de s'en mêler), peut avoir une action pédagogique. Michel Rocard ne dira pas le contraire.

EN Suède, c'est sous le contrôle des syndicats que la recherche des emplois est pratiquée, et sont respectées les conditions posées par la réglementation pour en refuser un nouveau. Dans ce pays qu'on dit « permissif », tout est fait pour que le moins possible d'ayants droit aient la tentation de considérer l'indemnité de chômage comme ouvrant une option entre le travail et le non-travail. Tout se tient : en laissant, comme on le fait encore en France, beaucoup trop de chômeurs dans un quasi-abandon pour chercher efficacement un nouveau travail, on favorise l'installation de fait d'une sorte de système d'assistance socialement de moins en moins satisfaisant dans la mesure où il est utilisé par une minorité (mais une minorité croissante) à des fins très personnelles.

Une autre cause, également diffuse mais probablement encore plus importante, est liée à ce qui subsiste, et qui n'est pas négligeable, de structure corporative, de droit ou de fait, dans notre pays. La défense des intérêts professionnels, c'est encore, souvent, les obstacles mis à l'entrée dans la profession. Alfred Sauvy, jusqu'à sa mort, a dénoncé ce malthusianisme. Un gouvernement réformateur se devrait, comme il le réclamait, de commencer par dresser un inventaire. Combien d'occasions de travail sont ainsi perdues ? Ici, la déréglementation britannique mériterait d'être étudiée de près, objectivement. L'expérience d'outre-Manche n'est pas seulement négative.

L'échec britannique majeur de ces dernières années, c'est évidemment le retournement dans l'inflation. Il est vrai que la livre a

été indirectement la victime de la chute du dollar pendant les années 1987-1988. Mais une victime qui, par entêtement doctrinal, est allée au-devant de ses malheurs. Le chancelier de l'Echiquier de l'époque, Nigel Lawson, a voulu profiter de la faiblesse de la devise américaine pour se reconstruire d'énormes réserves de change (triplées pendant la période). En participant activement à la stabilisation du dollar – rendue systématique par l'accord du Louvre de février 1987, aux effets déstabilisants pour tout sauf, temporairement, pour le cours du dollar, – la Banque d'Angleterre a fortement augmenté l'émission de livres sterling (mises en circulation pour acquiescer les dollars). Très à l'aise, les banques commerciales ont financé allégrement la consommation et la spéculation immobilière et boursière. La leçon n'a pas été oubliée.

Lorsqu'il fut enfin décidé, à l'automne dernier, de lier la livre sterling aux autres monnaies du SME par un taux de change fixe, John Major, alors chancelier de l'Echiquier, fit choix d'une parité relativement élevée. Une monnaie sous-évaluée aurait fait courir le risque, au moment le plus inopportun, d'attirer les capitaux indésirés. Le gouvernement de Londres marche encore sur des œufs, mais paraît décidé à réduire l'inflation en s'aidant de sa participation renforcée au SME.

Quand on parle ici d'échec de la politique allemande en matière monétaire, on ne fait pas allusion aux conditions – jugées « désastreuses » par le président de la Bundesbank, Karl Otto Poehl – dans lesquelles le deutschemark a été introduit dans l'ERDA. Les déboires du deutschemark sont antérieurs à la réunification. De puissantes pressions extérieures ont eu raison de la proverbiale sagesse monétaire allemande. Contre toute logique financière, les Etats-Unis, la France (alors gouvernée par l'actuelle opposition) et la Grande-Bretagne contraignirent la RFA – en vertu de l'accord du Louvre – à baisser le coût du crédit à un niveau totalement injustifié (taux d'escompte ramené à 2,5 % en 1987), et cela pour mieux masquer les inconséquences de leurs propres politiques. Pour la même raison, George Bush revient aujourd'hui à la charge.

RETROUVANT difficilement son assiette, la République fédérale multiplia les fausses manœuvres, notamment en matière fiscale. Pour satisfaire la coopération européenne, Bonn institua hâtivement une retenue à la source sur les revenus des obligations, qui fut annulée. Entre-temps se produisit une gigantesque fuite de capitaux. Le piège que redoutait à juste titre la Bundesbank depuis des années allait se refermer sur elle. Il lui fit perdre une bonne partie de son indépendance véritable, au moment où il n'est question, à Bruxelles, que de s'inspirer du statut reconnu à la banque centrale de Francfort pour construire le futur système européen des banques centrales.

Profitant de la baisse du deutschemark (fin 1988, courant 1989), les instituts d'émission étrangers, et notamment la Fed, se portèrent acheteurs pour des montants considérables. Voilà le deutschemark promu au rang de monnaie de réserve à concurrence de 17 % à 20 % du total des réserves mondiales en devises. Pour la Bundesbank, ces réserves détenues sous forme de marks par des organismes étrangers sont une dette. Cette dette pèse lourd sur la gestion. Mais ce n'est pas tout : pour compenser les effets fortement déflationnistes à l'intérieur de la fuite des capitaux, la Bundesbank, dont les pratiques avaient été, en 1985, alignées sur les méthodes d'intervention en usage dans les autres pays « modernes » (*open market*), a dû fournir à tour de bras des « liquidités » aux banques : de fin 1986 à fin septembre 1990, le montant a doublé. Coincée entre son rôle de gestionnaire de la deuxième monnaie de réserve internationale et sa mission, devenue de plus en plus difficile à accomplir, de garder la stabilité interne, la banque centrale allemande est accusée à tort de durcir sa politique du crédit. Avec des taux d'intérêt élevés, le deutschemark est entré dans la catégorie des fausses monnaies fortes.

Reste à savoir si la banalisation de la Bundesbank est de bonne augure pour la stabilité de la future union monétaire européenne.

Où en est la pensée économique ?

Walras et le sacrifice du réel

On choisit des hypothèses se prêtant à la démonstration mathématique même si elles trahissent des traits essentiels du vécu

par Michel de Vroey

UN des faits marquants de l'histoire récente de la science économique est le développement prodigieux de la théorie walrasienne. Mais ces progrès, aussi impressionnants soient-ils, n'ont pas levé l'hypothèque quant à la faiblesse principale de cette théorie, sur laquelle nombre d'auteurs walrasiens éminents sont au demeurant parfaitement lucides. Si la théorie walrasienne est forte sur la question de l'existence logique de l'équilibre, elle est extrêmement faible sur celle du processus de son atteinte.

Ce qui fait la spécificité d'une économie décentralisée, l'absence de coordination a priori des décisions privées, lui échappe presque totalement. La notion de déséquilibre ne peut s'y intégrer, la dysfunction maximale susceptible de l'être étant la pluralité de situations d'équilibre. Bref, la théorie walrasienne analyse les caractéristiques d'un résultat possible (et extrême) du fonctionnement de l'économie du marché, l'équilibre, sans expliquer comment il se produit !

Tels sont les deux types de considérations opposées susceptibles d'entrer dans un bilan : d'une part une fécondité théorique et une capacité d'autodépassement remarquables, d'autre part une incapacité à expliquer la coordination des décisions, en tant que processus. Selon qu'on est plus sensible à l'un ou l'autre de ces aspects, le jugement sera plus laudatif ou critique.

Ceux dont l'objectif intellectuel est de comprendre d'une manière immédiate le fonctionnement des marchés font sans doute mieux de s'adresser à d'autres approches ou, s'ils veulent rester dans la nébuleuse néoclassique, de chercher du côté de Hayek. Mais alors on tombe dans l'autre travers.

Le contraste entre Walras et Hayek est pour cela éclairant. D'un côté, nous avons une théorie peu appropriée à son objet mais ouvrant la voie à un réel programme de recherche, intellectuellement fécond et progressif. De l'autre, nous trouvons quelques écrits à l'intuition tranchante – si la science économique devait consister en un essai unique et final, les articles d'Hayek sur l'information seraient sans doute plus dignes d'être retenus que l'œuvre de Walras – mais pas de réel programme de recherche.

La théorie comme langage

Un autre trait du discours walrasien ne cesse d'être étonnant pour l'historien des théories. C'est l'assertion selon laquelle la qualité principale de cette théorie serait son aptitude à rendre compte de la complexité du réel. Enoncer une telle vue équivaut, selon nous, à tomber dans le travers, que les économistes se sont pourtant fait une spécialité de pourfendre, de vouloir en même temps le beurre et l'argent du beurre.

En effet, si la théorie walrasienne a évolué d'une manière prodigieuse, c'est parce qu'elle s'en est donné les moyens et a accepté de payer le prix, à savoir précisément le sacrifice du réalisme, au profit de la « tractabilité démonstrative ». Cela se manifeste dans une série de principes méthodologiques, comme le choix d'hypothèses se prêtant à la démonstration mathématique, même si elles trahissent des traits essentiels du réel.

Une stricte conformité au postulat de la rationalité maximisatrice est un autre exemple. Une telle démarche est parfaitement acceptable, sauf à la vendre pour ce qu'elle n'est pas, à savoir comme correspondant à une visée réaliste.

Une conception épistémologique

« wittgensteinienne » nous paraît bien mieux rendre compte de la pratique théorique effective des économistes walrasiens. La théorie y est vue comme un langage, dans lequel tout peut être dit pour autant que la syntaxe soit respectée. L'objet du discours théorique est une économie-fiction construite collectivement, et la théorie un dispositif intellectuel servant à poser et résoudre des problèmes.

Ce dispositif permet une argumentation rigoureuse, procédant par démonstrations (et donc d'une manière formalisée) et débouchant sur l'obtention de résultats faisant l'objet de consensus. La possibilité de développements cumulatifs et la perception des questions nouvelles en résultent. Dans cette perspective, les avancées théoriques sont souvent de caractère négatif, car elles consistent à détruire des résultats.

Les modèles de base sont certes un « camp de base » mais aussi un « punching-ball ». Ils servent à être battus en brèche. (Parler de crise de la théorie walrasienne, parce que des modèles dits non walrasiens, opposés à des modèles walrasiens, révèlent alors une incompréhension de la dynamique du progrès théorique.)

Au-delà des apparences

Une telle conception épistémologique met bien mieux en évidence ce qui fait la force principale de la théorie walrasienne – elle est avant tout un « appareillage conceptuel » permettant de poser et résoudre un encheînement de puzzles théoriques. Tel est le registre dans lequel elle excelle. Est-ce à dire alors qu'elle n'est qu'un exercice d'ordre esthétique ou ludique ? Nous ne le pensons pas, car un autre type de rapport au réel, d'ordre normatif, peut être mis en avant. La théorie a beau être vue comme un « dispositif langagier », le travail qui s'y fait vise néanmoins

à intervenir dans des discussions portant sur l'économie réelle et son organisation. Si l'extrapolation au réel de résultats atteints dans l'univers fictionnel est à strictement parler toujours indue, il n'empêche qu'elle est la motivation principale présidant au travail théorique.

Il en résulte qu'au-delà des apparences l'économiste walrasien d'aujourd'hui, hautement mathématisé, fait la même chose que ses aînés classiques, à savoir de la philosophie politique ! Si le langage et les règles d'énonciation des propositions théoriques ont évolué, l'enjeu reste le même : réfléchir sur l'organisation idéale de la société, en particulier sur l'arbitrage à faire entre interventions étatiques et « laissez-faire », et plaider en faveur de l'une ou l'autre des options possibles.

Personnellement nous ne verrions pas d'inconvénient, au contraire, à ce que le caractère esagé de l'activité théorique en économie soit clairement admis. Et ce d'autant plus que, dernier inféliciteusement décollant de l'adoption d'une perspective wittgensteinienne, l'association faite traditionnellement entre théorie walrasienne et conception politique libérale doit, elle aussi, être remise en cause. La théorie walrasienne, étant un « dispositif langagier », est en principe utilisable aussi bien pour mettre en avant des thèses interventionnistes, voire marxistes, que libérales.

► Professeur à l'université catholique de Louvain.

BIBLIOGRAPHIE

Les « bâtisseurs de cathédrales »

LORSQU'UNE haute personnalité française ayant exercé des fonctions au sein des institutions de Bruxelles aussi bien que dans les conseils de l'Elysée gaulien nous propose ses réflexions sur l'Europe, elle est écoutée avec attention. Et l'on n'est pas déçu par Alain Prate. Son livre, d'une grande clarté d'exposition, a le double mérite de nous faire revivre les « riches heures » de la construction communautaire et de poser les bonnes questions d'aujourd'hui.

« Nous, Européens, disait le général de Gaulle, sommes des bâtisseurs de cathédrales. » L'étagement de l'édifice, Alain Prate le suit au cours de son ouvrage, en présentant pour chaque niveau l'histoire du chantier et ce qui reste à accomplir : le marché commun, base la plus solide qu'il faut annexer à son terme du marché unique ; les politiques communes, dont seule l'agriculture a fait l'objet de tous les soins ; l'union monétaire, où les essais n'ont pas manqué, un seul ayant été « transformé », celui du système monétaire européen en 1979 ; l'union politique, enfin, où tout reste à faire.

Le noyau dur

Des précisions utiles sur les intentions des acteurs et des choses vues et entendues donnent de la vie à son analyse. Avec le souci constant de « diviser les difficultés en autant de parcelles [...] qu'il se pourra ». Alain Prate examine les finalités de la construction communautaire non pas idéales, mais telles qu'elles ont été conçues ou peuvent l'être : l'Europe supranationale des fondateurs, l'« Europe européenne » du général, l'Europe du libre-échange, l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, qui redevient d'une étonnante actualité.

Quelle architecture pour l'Europe ? Alain Prate constate que les éléments d'un système fédéral sont déjà en place (passage des compétences nationales à des institutions communes) en matière économi-

que et bientôt peut-être monétaire. Les transferts de souveraineté vont maintenant attendre le « noyau dur ». Alain Prate défend un principe et une méthode.

Le principe, c'est celui de subsidiarité : il ne faut garder au sommet que les affaires qui seraient mieux réglées au niveau européen que dans le cadre national. La méthode, c'est celle qui a été éprouvée avec succès depuis le début de l'Europe des Six. La Commission fait des propositions, les modifie au cours des discussions du conseil et présente des compromis sous forme de « paquets globaux ».

Cette « méthode communautaire » pourrait être transposée dans le domaine politique, notamment pour la mise en place – la plus difficile – d'un « pilier européen » de l'alliance atlantique. Mais la Commission, là, n'est plus habilitée à jouer le rôle que lui a confié le traité de Rome en matière économique.

Selon Alain Prate, le conseil européen pourrait se prononcer sur les propositions « d'un organisme multinational chargé de rechercher l'intérêt commun en tenant compte de tous les points de vue nationaux ». Une pierre de plus sur le chantier d'une Europe balancée d'avantage entre deux ambitions, celle de l'élargissement et celle de l'approfondissement.

PIERRE DROUIN

► *Quelle Europe ?* d'Alain Prate. Julliard, coll. « Commentaire ». Préfaces de Raymond Barre et de Jacques Delors. 440 p., 180 F.

► **RECTIFICATIF.** – Dans la bibliographie « Mars et Mercure » publiée le 23 avril sur le livre de Christian Schmidt : *Penser la guerre, penser l'économie*, il fallait lire au début de la deuxième colonne : « ce qu'il appelle la stratégie » (et non « la stratégie ») ; et pas parce qu'il est impossible de formaliser les passions de Mars et de Mercure qu'il faut les évacuer. »



COMPAGNIE OPTORG

RÉSULTATS 1990

Le Conseil d'administration réuni le 24 avril 1991 a pris connaissance des comptes de l'exercice 1990.

Le résultat net consolidé, part du Groupe, s'élève à 29 037 000 F, contre 18 235 millions, contre 22 267 000 F pour 1989 hors éléments exceptionnels non récurrents.

Le résultat de la Compagnie Optorg atteint quant à lui 27 505 000 F pour 1989, 18 235 000 F hors résultat positif exceptionnel après IS.

Tant pour le Groupe que pour le Holding, les résultats 1990 ci-dessus n'intègrent pas les plus-values latentes engendrées par la part de trésorerie investie en Sicav de capitalisation.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale Ordinaire, qui sera convoquée le 27 juin 1991, de distribuer un dividende net par action de 10,30 F auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5,25 F, contre 9,50 F plus 4,75 F l'an dernier.

Dans un environnement contrasté, les premiers mois de l'exercice se sont déroulés de manière globalement satisfaisante. Si cette tendance persiste, les résultats du Groupe pourraient enregistrer en 1991 une nouvelle progression.

Les comptes 1990 seront adressés aux personnes qui en feront la demande écrite au Siège de la Compagnie.



Le conseil d'administration a, dans sa séance du 23 avril 1991, examiné l'activité et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

Le résultat consolidé ressort à 80,4 MF part du groupe, en forte progression par rapport à 1989 (19 millions).

Le bénéfice social de la société est de 148 MF contre 77 MF en 1989.

Au vu des résultats obtenus, le conseil proposera à l'assemblée générale prévue pour le 18 juin prochain de distribuer un dividende de 12 francs par action, avoir fiscal en sus, en augmentation de 30 % par rapport à l'exercice précédent.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE)
Anci. Banque Sudameris France

A la suite du rachat intégral de BANQUE SUDAMERIS FRANCE à BANQUE SUDAMERIS par BANCA COMMERCIALE ITALIANA, Milan, la dénomination sociale de BANQUE SUDAMERIS FRANCE est devenue :

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE)

Son capital a été porté à FRF 427 625 000 et se trouve, dans un premier temps, libéré à hauteur de FRF 277 625 000. Il devrait être, dans un délai de deux ans, porté à FRF 500 000 000 et entièrement libéré.

Le Président Directeur Général est Jean-François MALLE, précédemment Représentant de Banca Commerciale Italiana à Paris, les Vice-Présidents du Conseil d'Administration sont Mario ARCA, Administrateur Délégué de Banca Commerciale Italiana, et Giorgio WINTER, Directeur auprès du Département Etranger de Banca Commerciale Italiana. Le Directeur Général est Laurent DUFAU qui était déjà le Directeur Général de Banque Sudameris France.

BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE) est présente à Paris, Marseille, Nice, Lyon, Cannes et Monte-Carlo.

Les moyens considérablement accrus dont bénéficiera BANCA COMMERCIALE ITALIANA (FRANCE) lui permettront de développer ses activités anciennes et nouvelles auprès de ses clients, en assurant de nouveaux services pour les entreprises à vocation internationale, grâce au réseau de BANCA COMMERCIALE ITALIANA présent en Italie avec 570 agences et à l'étranger dans tous les principaux pays.

Département Relations Publiques - 12, rue Halévy 75009 PARIS - Tél. 33 (1) 45 23 70 51



Compagnie Générale
de Bâtiment et de Construction

Le Conseil de Surveillance de la Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction - CBC - s'est réuni sous la présidence de Gilbert SIMONET le 24 avril 1991 pour examiner les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1990.

L'activité s'est élevée à 7 074 millions de francs hors taxes (en hausse de 20 % par rapport à 1989) et le résultat net part du Groupe à 80,4 millions de francs (en hausse de 34 %).

L'évolution du Groupe CBC qui rassemble plus de 4 600 personnes peut s'analyser ainsi depuis les cinq dernières années :

(en millions de francs)	1986	1987	1988	1989	1990
• Activité	3 147	3 817	4 423	5 916	7 074
• Résultat net part du Groupe	21,3	28,8	40,2	60,1	80,4
• Trésorerie au 31/12	523	574	643	760	840

Les perspectives pour 1991 se présentent de façon favorable, le carnet de commandes s'élevant au 1^{er} janvier 1991 à 6 165 millions de francs contre 5 275 millions de francs au 1^{er} janvier 1990.

L'Assemblée Générale, qui se réunira le 28 juin 1991, sera appelée à statuer sur une distribution de dividendes de 40 millions de francs à comparer aux 30 millions de francs distribués au titre de l'exercice précédent.

NOTRE PREMIERE RICHESSE, CE SONT LES HOMMES.



MAISON FONDÉE EN 1964

Le Conseil d'Administration de la Société Elf Gabon s'est réuni le 23 avril 1991 et a arrêté les comptes définitifs de l'exercice 1990.

Elf Gabon a enregistré un résultat bénéficiaire de 21 658 millions de francs CFA, contre 17 622 millions de francs CFA en 1989. Cette progression du résultat s'explique principalement par l'augmentation de la part d'huile revenant à Elf Gabon à la suite de la montée en production du champ de Rabi et par la reprise des prix du marché des bruts au cours du second semestre de l'année 1990.

Dans ces conditions, le Conseil a décidé de proposer à l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires qui sera convoquée le 13 juin 1991 au Gabon de distribuer un dividende net égal à 2 700 francs CFA par action au titre de l'exercice 1990, contre 2 250 francs CFA par action au titre de l'exercice 1989.



Le service téléphonique expert de l'emploi des cadres

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde est
le premier
titre
d'information
des cadres.
(IPSON 90)



Le Conseil d'Administration de la Société Locafrance s'est réuni le 24 avril 1991, sous la présidence de Monsieur Gérard Billaud, pour se prononcer sur l'Offre Publique d'Achat proposée par la Banque Indosuez.

Le Conseil a étudié avec attention les motifs et modalités de l'Offre.

Le Conseil a noté que cette OPA permettra une meilleure intégration de Locafrance au Groupe Indosuez et développera l'ensemble des complémentarités et des synergies de métier qui existent entre les deux sociétés.

Le Conseil a également constaté que le prix d'offre de Frs 550 capitalise 14,46 fois le bénéfice net moyen consolidé par action des trois derniers exercices et 18,27 fois le bénéfice net consolidé par action 1990.

Après délibération, le Conseil a approuvé à l'unanimité des membres présents ou représentés le projet d'Offre Publique d'Achat proposé par la Banque Indosuez et il invite les actionnaires à répondre favorablement à celle-ci.

Par ailleurs, les deux principaux actionnaires autres que le Groupe Indosuez - l'UAP (5,11 %) et les AGF (4,19 %) - ont indiqué à cette occasion leur intention d'apporter leurs titres à l'Offre Publique d'Achat.

Sous réserve de l'obtention d'une dérogation de la Commission Bancaire, le Conseil a également décidé de reporter la date de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires et de la convoquer le 28 juin 1991 à 11 heures au siège social de Locafrance.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

Avec l'Ecureuil, investissez dans l'Europe :
les Sicav des Caisses d'Epargne Européennes

EUFI-CASH

Avis de paiement d'un dividende
pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°1 des certificats EUFI-CASH classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à raison de :

54,69 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mardi 16 avril 1991.

EUFI-RENT

Avis de paiement d'un dividende
pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°1 des certificats EUFI-RENT classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à raison de :

4,82 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mardi 16 avril 1991.

EUFINVEST

Avis de paiement d'un dividende
pour l'exercice 1990

Nous avons le plaisir d'informer les actionnaires que le coupon n°1 des certificats EUFINVEST classe B sera mis en paiement à partir du 30 avril 1991 auprès des agents payeurs, à raison de :

1,63 ECU par action classe B

La date de détachement du coupon est fixée au mardi 16 avril 1991.

AGENTS PAYEURS :

Bank der Bondsparbanken N.V.
Hoogvorderdreef, 62, p.o. box 835
1000 AMSTERDAM

Banque et Caisse d'Epargne
de Luxembourg
1, place de Metz
L-1030 LUXEMBOURG

Caisse des dépôts et consignations
56, rue de Lille
75007 PARIS

Caisse Générale d'Epargne
et de Retraite
48, rue du Fossé-aux-Loups
1000 BRUXELLES

Caja de Ahorros y Pensiones
de Barcelona
Aribau 198, 7^e
08036 BARCELONA

Cassa Geral de Depositos
Largo do Calhariz
1109 LISBOA

Centre National des Caisses
d'Epargne et de Prévoyance
20, rue de la Tombe Isoloire
75014 PARIS

Deutsche Girozentrale -
Deutsche Kommunalbank
10, Taunusanlage
6000 FRANKFURT AM MAIN 11

TSB Trust Company
Charlton Place,
ANDOVER SP 10 IRE

Cassa di Risparmio
della Provincia Lombarda
Foro Buonaparte 35
20120 MILANO

Istituto di Credito delle Casse
di Risparmio Italiane
Via San Basilio 15
00187 ROMA



Caisse d'Epargne Ecureuil
L'Ami Financier



Mesdames, Messieurs, chers actionnaires

L'année 1990 que nous avons examinée lors de l'assemblée générale du 22 mars 1991, n'aura été facile pour personne, y compris pour votre Sicav.

Cependant, ces circonstances exceptionnellement difficiles ont permis de démontrer la validité du concept sur lequel est bâtie NORD-SUD DEVELOPPEMENT, la participation au financement du développement principalement par le marché obligataire et d'une façon plus réduite (environ 10 %) par les marchés financiers des pays en émergence.

La performance de l'année passée aura été de 4,34 %, plaçant votre Sicav au 2nd rang sur 55 dans sa catégorie. La politique de gestion prudente, notamment sur les obligations françaises, avec une bonne couverture de risque de taux, explique ce résultat honorable.

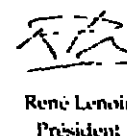
Mais c'est depuis la reprise des marchés financiers, que la structure du portefeuille de la Sicav montre tous ses avantages. Ainsi, depuis le 1^{er} janvier de cette année jusqu'au 15 mars dernier, la performance a été de 5,58 % plaçant NORD-SUD DEVELOPPEMENT au 1^{er} rang des 59 Sicav de sa catégorie (classement Europerformance).

D'ailleurs, si l'on examine ce qu'a fait NORD-SUD DEVELOPPEMENT sur deux années, 1982-83, votre Sicav se place au 4th rang de sa catégorie, toujours selon les mêmes sources.

Je pense que ce dernier chiffre est le plus significatif, car il correspond à la durée minimale de placement recommandée dans la fiche signalétique de la Sicav.

Le 28 décembre dernier, son actif était de 578 millions de francs. Depuis, grâce surtout à la performance de la Sicav, cet actif a franchi le cap des 610 millions de francs.

C'est, je le crois, la meilleure publicité que l'on puisse faire pour votre Sicav que d'afficher ces résultats. Ainsi, avec persévérance, nous nous rapprochons du but que nous nous étions assignés : associer les épargnants du Nord et les entrepreneurs du Sud.



René Lemoir
Président

Siège social et bureaux : 5, avenue de l'Opéra - 75001 Paris. Tél. : (1) 49 27 63 01

سكنا من الاموال

هكذا من الاجل

Le Monde des Dirigeants

Postes à + de 400 KF

UN DIRECTEUR ASSOCIE POUR LE CONSEIL EN RESSOURCES HUMAINES

700 KF + Bonus

Nous sommes un cabinet européen de conseil, leader en stratégie et organisation, et nous recherchons le "développeur" d'une de nos branches d'activité.

Intervenant au niveau des directions générales, il vendra et pilotera des missions de politique des ressources humaines en cohérence avec les stratégies de l'entreprise.

L'équipe qu'il animera est à un très bon niveau conceptuel et méthodologique sur toutes les dimensions des ressources humaines. Elle associe une démarche rigoureuse et instrumentée à la prise en compte des facteurs humains. Le patron recherché lui apportera sa vision du développement, sa capacité de contact à très haut niveau et son expérience du management. Il jouera un rôle éminent dans le rayonnement et la croissance de cette branche d'activité au sein du groupe en Europe.

La personnalité que nous recherchons, après avoir acquis un diplôme de tout premier plan :

- aura exercé, de préférence en début de carrière, une activité de conseil (en stratégie ou ressources humaines),
- assume actuellement des responsabilités de direction lui permettant de contribuer à traiter la globalité des problèmes d'une entreprise,
- désire faire une carrière de Directeur Associé dans une grande Société de Conseil.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. 18 A 2171-IM - Discretion absolue.

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

AFRIQUE ANGLOPHONE

Rejoignez la filiale africaine de ce grand groupe français. Directement rattaché à la Direction générale, vous avez la responsabilité de la gestion de la trésorerie, du département comptabilité. Vous êtes l'interlocuteur privilégié des auditeurs externes et des administrations fiscales et financières, mais également de la Direction générale Afrique basée à Paris.

Vous mettez en place l'informatique d'exploitation et de gestion.

Diplômé d'une école de commerce, les responsabilités que vous avez assumées dans les directions financières vous permettent de maîtriser les problèmes de gestion, d'organisation et de management. Anglais indispensable.

Rémunération attractive. Avantages liés à l'expatriation. Poste basé en Afrique.

Merci de téléphoner ou d'adresser votre CV sous réf. 3001.

FAIRWAY Horizon financier,
27 rue Marbeuf, 75008 Paris. Tél. : 47.20.40.46.



Directeur Financier



Nous sommes une entreprise de recherche et développement en biotechnologie créée en 1989. Notre financement (50 MF) issu du capital-risque européen en fait la plus grande start-up de biotechnologie jamais réalisée en Europe. Son but est de fournir au corps médical des tests de diagnostic originaux. Notre futur directeur financier, directement rattaché au Président du Conseil d'Administration, aura en charge l'ensemble des tâches comptables, financières, budgétaires et fiscales. Il devra aider la direction générale en proposant des solutions techniques aux problèmes de financement. Son service (3 personnes) gère la paye et les déclarations sociales. A la demande de la direction générale, il exécutera des missions ponctuelles : élaboration de contrats, préparation des assemblées... Ce poste, basé à Bonneuil sur Marne (94), s'adresse à une personne d'environ 30/35 ans, de formation ESC + DECS, ayant eu des responsabilités opérationnelles de contrôle de gestion, comptabilité et gestion de trésorerie dans une PME. La pratique de l'anglais est indispensable.

Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser votre candidature sous la référence 1278.91 M à notre conseil, 61 boulevard Hausmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

Membre de Syntec

INGENIEURS : DE L'INDUSTRIE A LA CHASSE DE TETES...

Vous êtes passionné par la technique mais aussi par les hommes. Le sens du service fait partie de vos priorités. La vente, vous l'avez découverte, elle vous est familière. Les structures hiérarchiques vous pèsent, vous aspirez à une autonomie plus large.

Vous ressentez le besoin de vous investir pleinement dans une activité qui vous permette de couvrir un champ plus vaste (toute l'industrie) et de mettre en valeur vos potentialités personnelles d'initiative, de dialogue et de conviction. Nous vous offrons l'opportunité de nous rejoindre, à PARIS ou LYON, en qualité de

DIRECTEUR ASSOCIE

Après une période d'adaptation et de formation (si vous ne venez pas déjà de notre métier), vous mettrez en œuvre les moyens nécessaires pour assurer, dans le cadre de notre éthique et de notre déontologie, le développement de notre département Industrie et constituer une clientèle dans le secteur qui sera le vôtre.

Notre image de marque, nos outils et notre savoir-faire vous aideront à réussir dans cette nouvelle voie.

Raymond POULAIN recevra personnellement et en toute confidentialité votre résumé de carrière sous la référence T/DAJ/LM : RPC - 34, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants



TOBACCOR
Division Tabac
du Groupe Bolloré
Technologies

2 800 Personnes
1,6 milliards de CA

Nous sommes
un Groupe Industriel
installé en Afrique
et dans l'Océan
Indien où nous gérons
10 usines de Tabac.

Nos perspectives
de développement
sont exceptionnelles
et nos implantations
vont s'étendre
prochainement
à d'autres pays
du monde.

Directeur Général Afrique Francophone

Nous recherchons pour l'une de nos filiales le Directeur Général.

Son expérience marketing et commerciale lui sera nécessaire pour conforter et développer une position déjà dominante sur le marché de la cigarette, renforcer et fiabiliser la distribution tout en améliorant la rentabilité.

Ses connaissances industrielles lui permettront de piloter avec efficacité la fabrication, dans le respect des normes et de la qualité des plus grands groupes internationaux, avec le souci permanent de recherche de productivité et de maîtrise des coûts.

Ses qualités de communication seront déterminantes pour développer des relations harmonieuses avec les plus hautes autorités comme avec les équipes qu'il aura la charge d'animer.

Vous êtes attirés par un poste de Direction Générale en Afrique, tout en intégrant un groupe au dynamisme exceptionnel.

Nous vous offrons une opportunité si vous avez une expérience de l'expatriation et un niveau de Direction Générale confirmé.

Nous vous remercions d'adresser votre CV, lettre manuscrite, sous référence DGIAF à J.C. BOE - 5,7 rue Salomon de Rothschild - 92150 SURESNES.

Le Monde des Juristes

JURISTE D'AFFAIRES

Pour la Direction des Affaires Juridiques et Fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Intégré dans une équipe de 9 juristes, vous serez placé sous l'autorité directe du Chef de Service et, à ce titre, vous serez chargé de : • conseiller et assister l'ensemble de la Communauté Société Générale sur toutes questions de droit bancaire, contentieux exclu • représenter la Société Générale dans les instances interbancaires et auprès des autorités de tutelle • participer à la formation de jeunes juristes.

De formation supérieure BAC + 5 en droit privé, vous justifiez d'une solide expérience (10 ans environ) dans un service juridique bancaire et possédez une bonne maîtrise de l'anglais.

Ce poste vous offre de réelles possibilités d'évolution en fonction de l'expérience acquise.

Merci d'adresser CV et prétentions sous réf. JURI à
Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement
7, rue Caumartin - 75009 PARIS.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

JURISTE D'AFFAIRES SENIOR

Groupe de dimension internationale, Lafarge Coppee, leader mondial des matériaux de construction, développe un CA de 33 milliards de francs, avec 33 000 personnes et 500 unités réparties en France et dans une trentaine de pays.

L'une de nos importantes filiales recherche dans le cadre du développement de la division LAFARGE BETONS GRANULATS (3,8 milliards de CA, 3 000 personnes) un professionnel du droit des affaires.

Directement rattaché au Directeur administratif et financier de la Division, vous aurez la responsabilité de l'ensemble des opérations juridiques sur un important secteur géographique (40 sociétés, 1 milliard de CA).

Assisté d'une petite équipe, vous assurerez la protection des intérêts des différentes sociétés de votre secteur et garantirez la légalité de leurs opérations

juridiques. Vos compétences s'exprimeront dans des missions diversifiées telles que :

- créations, acquisitions, liquidations et restructurations de sociétés
- consultations juridiques, contrats et contentieux
- formation des Responsables opérationnels et fonctionnels.

Diplômé en droit des affaires et fiscalité (DESS ou équivalent), votre expérience d'au moins cinq ans en entreprise industrielle ou en cabinet vous permet de vous affirmer comme un solide professionnel.

Vos qualités personnelles et votre réussite à ce poste vous ouvriront de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions), sous la référence M/232/L, à notre conseil M&A RH, 3 avenue des Ternes, 75017 Paris.



leader mondial des matériaux de construction

Le Monde Juristes

Le Monde Gestion

Directeur
Général
Afrique
Francophone

AUGUSTE-THOUARD

IMMOBILIER D'ENTREPRISE

La Direction Internationale du Groupe Auguste-Thouard, qui a pour mission de développer en Europe (principalement) l'ensemble des activités d'immobilier d'entreprise du groupe, recherche :

UN JURISTE INTERNATIONAL (H ou F)

Rattaché au Directeur Général, il assurera le suivi de la vie juridique des filiales et bureaux étrangers (création, organisation des assemblées et conseils d'administration...), de même il prendra en charge l'administration du personnel (détachement, expatriation, transferts...). En relation avec des conseils extérieurs, il veillera particulièrement au suivi de la réglementation juridique et fiscale régissant les activités immobilières dans les pays concernés. Il préparera les éléments de communication interne des différentes filiales en liaison avec la Direction de la Communication du Groupe. Ce poste sera confié à un candidat (H ou F) âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure juridique (droit international, droit social) IEP ou ESC et possédant quelques années d'une expérience professionnelle identique acquise dans une société française ayant des filiales à l'étranger. La pratique courante de l'anglais est impérative, celle d'une autre langue européenne (allemand, espagnol) est vivement souhaitée. Ce poste qui nécessite capacité d'autonomie, esprit d'adaptation et puissance de travail implique des déplacements assez fréquents, mais de courte durée.

Adressez votre candidature sous référence 1325 M à :

GRH Conseils

Discrétion assurée.

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS

Juriste international

BSN

Danone, Patisserie, La

Kronenbourg.

Evian... BSN est le

3e groupe alimentaire

européen : 53 Mds

de F de CA.

45 000 personnes,

une implantation

industrielle dans

20 pays.

Directement rattaché au responsable du service juridique international du Groupe BSN situé à Paris 8e, vous intervenez sur l'ensemble des problèmes juridiques liés à notre développement international. Vos compétences couvrent :

- la rédaction et la négociation d'accords de licences, les contrats de joint-venture, les prises de participations, les fusions et les acquisitions,
- l'analyse des législations étrangères, la prévention des litiges, la coordination avec les avocats étrangers...

Négociateur averti, vous allez à votre formation de juriste une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine du droit commercial international et européen. Autonome, disponible, vous pratiquez couramment l'anglais et peut-être une deuxième langue européenne.

Merci d'adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle et la référence BS25042, à BSN, Service recrutement des cadres, 7 rue de Téhéran, 75781 Paris Cedex 08.

Radio France

recherche pour sa
Direction du Personnel
et des Relations Humaines

UN SPECIALISTE EN DROIT SOCIAL

Chargé de l'animation, de la coordination et de l'encadrement d'un secteur regroupant :

- les activités d'études et de réglementation en droit social (négociation d'accords collectifs, élaboration de textes d'application, conseil et assistance à l'encadrement),
- la gestion des affaires sociales (logement, médecine du travail, assistance sociale).

Le candidat âgé d'au moins 40 ans, titulaire d'un diplôme d'études supérieures en droit du travail, justifie d'une expérience réussie de plus de 10 ans dans un poste de contenu similaire.

Qualités requises : rigueur, disponibilité, expérience de l'animation d'une équipe, goût du dialogue social.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et ordonnances) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines, Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris Cedex 16

FRANCIS LEFEBVRE FORMATION
recherche pour son équipe pédagogique

JEUNE JURISTE SPÉCIALISÉ EN DROIT FISCAL

Dans une optique de qualité de l'enseignement dispensé, son rôle sera de :

- concevoir et rédiger les documents pédagogiques,
- travailler en étroite collaboration avec l'équipe des rédacteurs et les intervenants,
- et prendre toute initiative favorable à l'amélioration des stages.

Le candidat âgé de 27 à 30 ans, de formation DESS fiscal ou équivalent, aura réussi une première expérience.

Si cette opportunité vous motive, merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo) sous référence 8662.

HERTZ

34, rue de l'Arcade
75008 PARIS

KAMPHUIS MORGAUT FINANCE

a le plaisir de vous informer de
l'ouverture de son nouveau
département
JURIDIQUE et FISCAL
dirigé par Michel QUIOT
(ENA 79).

Contactez-nous pour toute
information

14, rue de Téhéran
75008 PARIS

Kamphuis Morgaut

Tél. : 45.62.90.00
Fax : 45.62.14.28

METTEZ VOTRE REUSSITE A NOTRE CREDIT

FLYGT - CA : 400 MF, 310 personnes - leader mondial des électropompes submersibles, filiale française d'un groupe international recherché dans le cadre de son développement un :

Credit manager

De formation Ecole de commerce, âgé de 30 à 35 ans, vous maîtrisez le Droit commercial et justifiez d'une première expérience d'au moins trois ans dans une fonction similaire. Vous pratiquez bien l'anglais et une connaissance de l'export serait appréciée.

Votre mission :

- gestion des comptes clients : risque clients, encours, budgets et recouvrement
- responsabilité du Reporting Credit Management vers notre maison mère en Suède
- étude de dossiers juridiques et analyse de contrats
- animation d'une équipe de trois personnes
- contact permanent avec le réseau commercial.

Pour ce poste à responsabilité, merci d'adresser C.V., photo et prétentions à ITT FLYGT SA, Parc de l'île - 28, rue du Port 92022 NANTERRE Cedex.

FLYGT

JURISTE

Le candidat âgé de 27 à 30 ans, de formation DESS fiscal ou équivalent, aura réussi une première expérience. Si cette opportunité vous motive, merci de nous envoyer votre dossier complet (CV + lettre manuscrite + photo) sous référence 8662.

TRANSCET

progecar

HERON BUILDING - 66, AVENUE DU MAINE - 75014 PARIS

Syndicat patronal Industrie agrochimie
Recherche

JEUNE CADRE JURIDIQUE

Justifiant obligatoirement de :

- Formation Sup juridique (maîtrise, DEA, DESS)
- Pratique de projets de réglementation (France et CEE)
- Expérience des contacts avec milieux prof. et administration (France et CEE)
- Bonne connaissance de l'anglais courant
- Expérience quelques années souhaitée

Adressez lettre manuscrite + CV + photo à :
M^{me} HURAND, 2, rue Desferrière-Rochereau,
92100 BOULOGNE

KARRENA

Lyons

Fumisteries
industrielles

Les filiales françaises (200 personnes) du groupe allemand leader de son marché, recherchent leur

Vous êtes rattaché au DG commun et responsable du réseau administratif et comptable (10 personnes) de KARRENA-FRANCE. Votre fonction, très complète, comprend en particulier :

- la mise en œuvre des procédures comptables : budgets, gestion, trésorerie, l'établissement des bilans, la fiscalité,
- la responsabilité de la fonction personnel.

A 35/40 ans, de formation supérieure, avec le DECS, vous avez soit une solide expérience de cette fonction DAF en milieu industriel ou du BTP, soit une expérience de 3 à 5 ans en cabinet d'audit ou de commissariat aux comptes. Vous avez un bon niveau en allemand ou en anglais.

Le poste est basé à LYONS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et n° de téléphone à : JACQUES PERRET CONSEIL, 29 bis chemin du Tronchon, 69130 Ecully.

J P

AVIGNON

L'évolution, la région en plus

Filiale (2 000 personnes) d'un important groupe, nous recherchons pour notre Direction Financière, 3 Avignon, un

AUDITEUR

300 KF

Charge de réaliser et coordonner toute mission d'investigation, de contrôle financier ou comptable, vous proposez et faites appliquer les procédures de fonctionnement des différentes activités de la société en France et en Europe.

A 30 ans environ, après une formation HEC, ESSEC, ESC, DECF, venez valoriser votre expérience (3 à 5 ans) acquise en cabinet d'audit ou en entreprise, auprès d'une société internationale aux objectifs de progrès ambitieux. De larges possibilités d'évolution vous seront ouvertes au sein de la société ou du groupe.

Adressez votre dossier de candidature complet, sous réf. JFC/PL1, à notre conseil Jean-François CARADOT, CORHUS, Espace européen, 1 allée Claude-Debussy, Bat. F, 69130 Ecully.

CORHUS
CONSEIL EN
RESSOURCES
HUMAINES

Contrôleur de Gestion Industrielle

180.000 Francs

BRETAGNE SUD

Ce groupe agro-industriel de grande notoriété, leader sur ses marchés, recherche le contrôleur de gestion de l'une de ses unités de production. Rattaché au directeur de cette unité et dans le cadre des procédures de gestion du groupe, il aura pour mission de maîtriser et d'assurer le développement des outils de gestion ainsi que leur mise en place dans les différents services.

Il aidera les responsables opérationnels à mesurer, interpréter et anticiper leurs résultats, afin d'atteindre les objectifs économiques de l'usine. Ce gestionnaire pourra soit être diplômé de l'enseignement supérieur (type ESCAE), soit posséder une formation en agro-alimentaire (BTS-DUT) doublée d'une formation en gestion.

Une première expérience de contrôle de gestion industrielle est souhaitée. Une évolution professionnelle peut être envisagée au sein du groupe.

Ecrire sous référence A/5041/LM à :

J F

Jean-Bernard FOURNIER et Associés
1 rue Racine - 44000 NANTES - Tél. 40.73.46.33

CHARGES D'AFFAIRES ENTREPRISES

EXPERIMENTES

LE CREDIT
AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
REGIONALE
252 AGENCES
3 000
COLLABORATEURS.

De formation supérieure (universitaire et/ou ITB), vous serez responsable du développement commercial et du suivi d'un fonds de clientèle entreprises. Vous assurerez la promotion d'une gamme compétitive de produits et de services bancaires adaptés. Bonne maîtrise des risques.

Donnez un élan à votre carrière au sein d'une banque en plein essor.

Adressez pour cela votre candidature (lettre, CV et photo), sous réf. CA/LM/04, au Crédit Agricole d'Ile-de-France - Service du Recrutement - 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris.

CA

5021 من الاحول

هكذا من الاعمال

Le Monde de la Gestion

AUJOURD'HUI LIBREVILLE,
DEMAIN NEW YORK, TOKYO OU SINGAPOUR ?

MANAGER AUDIT

UNE STRATEGIE MONDIALE POUR VOTRE CARRIERE

Membre de l'un des plus grands et prestigieux réseaux internationaux d'audit, nous avons depuis de nombreuses années une position très forte en Afrique. Notre développement continu nous amène à recruter un manager audit. Des relations au plus haut niveau (Ministères, Direction Générale de grandes sociétés...), des missions passionnantes par leur diversité et leur contenu humain vous apporteront la satisfaction immédiate nécessaire à l'épanouissement d'un bon professionnel. Mais votre réussite sera aussi le moyen d'être reconnu dans notre organisation

internationale, dans notre environnement et d'y faire une brillante carrière. De nombreux succès passés peuvent en témoigner. Si vous souhaitez élargir votre horizon professionnel, évoluer, et possédez 6 à 8 ans d'expérience en audit comptable, envoyez ou télécopiez votre CV à notre Conseil sous la référence E240M. Une bonne maîtrise de l'anglais est bien sûr nécessaire. La rémunération, très attrayante, est assortie d'avantages en nature (logement, etc...). La plus totale discrétion vous est assurée. Nos collaborateurs sont informés de cette annonce.

nervet pont
conseil

15 rue Cardinet 75017 PARIS - Fax 47 54 94 56

Responsable audit interne/organisation Prendre la mesure d'une société financière



CECICO, Filiale du groupe AXA, est spécialisée dans le financement des biens d'équipement de l'entreprise. Pour amorcer une nouvelle phase de son développement, elle désire conforter ses structures internes, et crée le poste de Responsable de l'Audit et de l'Organisation.

Directement rattaché à la Direction Générale, vous effectuerez des missions d'ordre général et ponctuelles dont vous aurez préalablement défini le cadre.

Agé(e) de 28 à 35 ans, diplômé(e) d'Etudes Supérieures (ESSEC, Maîtrise de Gestion, etc.), vous avez idéalement débuté votre carrière dans un cabinet d'audit réputé.

Vous êtes rigoureux et méthodique, diplomate, capable d'assimiler rapidement le fonctionnement d'une entreprise à réseau.

La connaissance du métier des institutions financières est vivement souhaitée.

Le poste est basé à Paris.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence L104.997 M, à Bernard Krief Rhône-Alpes, Le Britannia C, 20 bd Eugène-Deruelle, 69432 Lyon Cedex 03.

BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

PARIS LILLE LYON SOPHIA-ANTIPOLIS

Un département de Bernard Krief Consulting Group

Nous sommes un groupe financier important et l'un des premiers intermédiaires sur les actions européennes. Présents à Londres, Paris, Francfort, Stockholm et New York, nous disposons de l'appui de la plus grande banque suédoise pour assurer notre développement en Europe.

A Paris, au sein d'une structure légère, jeune et performante, notre Directeur Financier recherche son bras droit qui fera partie de la Direction Générale de la filiale française.

Nous vous confierons principalement le contrôle de gestion, le reporting financier en étroite relation avec Londres, ainsi que la supervision de la comptabilité de l'activité boursière. En outre, vous assumerez progressivement des responsabilités plus larges au rythme de notre croissance soutenue couvrant de multiples métiers.

De formation supérieure, la trentaine, vous avez 5 ans d'expérience environ dans le Service Titres d'une banque ou dans une société de bourse. Le sens des responsabilités, le goût du contact et une bonne pratique de l'anglais sont des qualités indispensables à la réussite de ce poste nouvellement créé.

Nous disposons, bien sûr, d'outils informatiques très performants pour une meilleure fluidité de votre travail.

Si vous souhaitez rejoindre une structure de taille humaine qui offre à la fois autonomie d'action, réelle ouverture internationale, et évolution de carrière, alors adressez-nous vite votre candidature sous référence 24338 à Organisation et Publicité 2 rue Marengo, 75001 PARIS, qui transmettra.

Des titres... au contrôle de gestion

Enskilda



Constructions Industrielles
de la Méditerranée
La Seyne sur Mer-Var

Contrôleur de gestion

En ligne directe avec le Responsable du Département Administratif et Financier, vous réaliserez les analyses budgétaires relatives aux affaires (objectifs, prix de revient, facturation) et aux frais de fonctionnement.

Garant du respect des procédures et de la qualité des informations de gestion, vous assurez le reporting pour la Direction Générale et proposez les actions correctives nécessaires.

A 30 ans environ, de formation HEC, ESSEC, Sup de Co..., votre expérience de gestionnaire est complétée par une bonne connaissance des systèmes informatiques (gros systèmes et micro). Une formation d'ingénieur ou des compétences acquises dans un environnement technique seraient très appréciées. Vous êtes déjà formé(e) à l'analyse de coûts (contrats de travail...) et vous possédez une bonne capacité relationnelle. Anglosaxon ou bilingue (français et anglais souhaités).

Mer. Encl. lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à M. Macquillan, CNIM, BP 205, 83707 La Seyne-sur-Mer Cedex. Tél. : 94 30 32 16.

Cabinet International, membre de l'un des tout premiers réseaux
mondiaux d'Audit et de Conseil

Auditeurs Juniors et Seniors

Vous êtes débutants : vous valoriserez votre formation supérieure dans le cadre de missions variées auprès d'une clientèle nationale et internationale.

Vous possédez une expérience de 3 à 4 ans : vous mettrez à profit vos compétences acquises en cabinet d'audit ou commissariat aux comptes.

Exercez votre goût de la performance, votre sens des responsabilités, affirmez votre esprit d'initiative... Pour réussir, vous bénéficierez d'un plan de formation, d'un réel soutien dans la préparation des examens professionnels. Vous progresserez dans un environnement propice à la diversité des carrières en France et à l'étranger.

Rejoignez nos équipes à Paris, Grenoble, Lille, Lyon, Marseille ou Strasbourg.



Adressez votre dossier de candidature s/réf. M/50/H,
à notre Conseil 8, avenue Delcassé 75008 Paris.

**Coopers
& Lybrand
Consultants**

RECRUTEMENT

Professions DEAUVILLE

TOURISME INTERNATIONAL
DIRECTEUR ADMINISTRATIF
ET FINANCIER H/F

Vous êtes titulaire d'une formation supérieure, type Science de Gestion (+ DEC), vous possédez une expérience (3 à 5 ans) en gestion administrative et financière, dans une entreprise de tourisme international. Vous êtes déjà formé(e) à l'analyse de coûts (contrats de travail...) et vous possédez une bonne capacité relationnelle. Anglosaxon ou bilingue (français et anglais souhaités).

Votre Mission : gérer le budget de la société d'économie mixte incluant le Centre International et l'Office de Tourisme de Deauville. • Mettre en place les structures administratives, comptables et les outils de contrôle de gestion. • Informatiser les différents services. • Gérer le personnel. Rémunération : 350/380 Kf. Résidence Deauville ou environs.

Merci d'envoyer CV + lettre man. + photo + prêt, sous référence 121/1 à Mme VORUZ, PROFESSIONS TOURISME - 35, avenue de l'Opéra 75002 Paris, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

Un Organisme Collecteur 1 % logement
situé à Paris recherche un

CONSEILLER FINANCIER SECTEUR IMMOBILIER H/F

Responsable d'un service Prêts (action des prêts, gestion, suivi des impayés et contentieux),

il sera chargé de :

- la mise en place de nouveaux produits négociés avec des banques
- la commercialisation de ces produits en collaboration avec la force de vente
- l'encadrement d'une équipe de 5 personnes.

Dynamique, entrepreneur et négociateur, le candidat devra justifier d'une expérience réussie d'au moins 3 ans dans le milieu bancaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet (CV, photo et prétentions) à : Développement et Management des Hommes et des Entreprises, département recrutement.



8, RUE CHAUVEAU-LAGARDE - 75008 PARIS



GUERARD VIALA

CHEFS DE MISSION AUDIT

A nos clients, nous offrons : • des prestations de qualité marquées par la rigueur et le sens du service • notre expérience de certains secteurs dans lesquels nous sommes spécialisés : banque, assurance.

A nos collaborateurs, nous offrons : • la responsabilité des équipes et la gestion des interventions • la mise en œuvre du programme à la synthèse finale • une formation permanente à nos méthodes • la reconnaissance de votre activité et de vos qualités • une bonne ambiance au sein d'une équipe soudée.

Votre Profil : • Etudes supérieures et expérience réelle en cabinet d'audit • méthode, rigueur, autonomie • sens de l'écoute et force de conviction.

Pour une présentation individuelle le 15 ou le 17 Mai, merci d'adresser CV, lettre, photo à ADJ Consultant, 34 Bd Haussmann 75009 PARIS en précisant la réf. 1255 sur la lettre et l'enveloppe ou de télécopier au 45.23.18.30

A D J
CONSULTANTS

Location



recherche
pour son Centre de Gestion
Inter-Régional de Besançon

UN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Chargé d'assurer le traitement des opérations comptables de 9 radios locales de Radio France.

Il doit posséder de bonnes connaissances comptables, fiscales et informatiques ainsi qu'une solide expérience professionnelle en matière financière.

FORMATION : DESCF ou diplôme équivalent.

Expérience minimum 5 ans

LIEU DE TRAVAIL : Besançon
Les candidats masculins devront être libérés du service national

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions) à : Direction du Personnel et des Relations Humaines Radio France 116 avenue du Président Kennedy 75786 Paris cedex 16

Ensemble, exceller dans
nos métiers, gagner en Europe.

EXPLOITANTS COMMERCIAUX

LE CREDIT AGRICOLE
D'ILE DE FRANCE
CONFIRME
SA DYNAMIQUE
DE SUCCES :
PREMIERE BANQUE
REGIONALE
252 AGENCES,
3 000
COLLABORATEURS.



Notre développement commercial nous amène à renforcer l'encadrement de notre réseau d'agences en Ile-de-France. Nous souhaitons accueillir des candidats de formation supérieure (universitaire et/ou BP, ITB...), avec une expérience bancaire réussie dans le domaine de la clientèle entreprises et particuliers.

- DIRECTEURS D'AGENCES
- SECONDS D'AGENCES
- ANIMATEURS DE GUICHET

Ecrivez rapidement en précisant le poste choisi et votre rémunération au Crédit Agricole - Service du Recrutement - 26 Quai de la Rapée - 75012 Paris.

Le Monde C des Cadres

ADJOINT A LA DIRECTION

Site Japonais à Paris

CADRE

pour occuper son PDG, formation et expérience commerciale, langues courantes. Envoyer CV et photo à : 37, rue des Minimes 75008 Paris.

QUOTIDIEN NATIONAL

Pour son département vente directe

TELEVENDEURS (EUSES)

Chargés (ées) de la commercialisation d'espaces publicitaires, secteurs consommation, tourisme... Poste à temps complet formation bac + 2, goût des contacts, mobilité, dynamisme, bonne présentation. Salaire 5 500 F + primes. Adresser CV, photo, lettre manuscrite, le Monde Publi- cation, département vente directe 5, rue de Montmartre 75007 Paris.

L'AGENDA

Capitales

PRETS IMMOBILIERS
PRETS TRAVAUX
ECC, 7, r. de Constantinople 75008 Paris.

Enseignement

Paris, sept. 91, prof. pour assister 3 ans. (5, 7, 9 ans) devoirs et entretiens culturels (18 h 30-20 h 30). CV, photo, réf. A 3120 Daxès, Wilmont, Quai Canada, 75022.

Jeune fille

au pair
Allemande de 20 ans ch. place au pair de la ville française de mod. 51 pour 6 mois. Post. Witz, Kussatz 5, 5600 Völs 11 Allemagne.

MRJC

(Mouvement rural de Jeunes chrétiens)

recherche pour septembre 91

1 DIRECTEUR

ADMINISTRATIF

ET FINANCIER

Exigences : bonne connaissance et expérience du milieu associatif et de la gestion. Rémunération : 180 000 F annuels.

Envoyer CV + photo à :

MRJC

53, rue des Minimes 75007 Paris.

PROFESSEURS

CONFIRMES

de français, anglais, mathématiques, sciences, pour classes de 3^e (niveau 91).

Adresser CV à :

CHARE THORA

1/3, rue N.-Toussaint 75019 Paris.

Société internationale

de traitement d'eau

INGÉNIEUR

PROJET EAUX

RÉSIDUAIRES

Anglais indispensable. Région parisienne. Salaire en fonction expérience. Envoyer CV et références à :

CLY 2/81

122, av. du Général-de-Gaulle 92200 Neuilly.

ANGLAISE

Traductrice - Secrétaire

Activité française ou

étrangère au choix. D'abord

mi-temps puis temps

complet. Traiter

références et CV à : TTSI

20-28, av. Louis-Aragon 93000 Bobigny.

ANGLOLÉ

SALON INTERNATIONAL

DE LA BANDE DÉSSINÉE

recherche

DIRECTEUR (trice)

Vous avez une connaissance parfaite du monde de l'édition (BD) et de ses aspects culturels et économiques. Vous possédez d'excellentes qualités relationnelles, la capacité de direction d'une équipe et l'expérience dans la gestion de projets à caractère événementiel. Vous êtes disponible immédiatement.

Adresser CV, lettre

manuscrite et références à :

M. le Président du SIBD

121, rue de Valenciennes 16000 Angoulême.

ICARE Ingénierie recherche

TECHNIQUES

INFORMATIQUES

RTS/DUT, conseils, OSB

et langage C

Env. CV + photo

à : ICARE - BP 46

13872 Aubagne CEDEX.

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune homme 24 ANS

CAP de comptabilité

CAP d'employé de bureau

BEP ASA

ch. poste stable PUPITREUR

Paris et région parisienne

(diplôme IFA sur IBM-386 : connaissances pro-

grammation BASIC et

SAP. Tél. : 34-72-616

(étudie toutes propositions).

31 32 ans sérieux, cult. dyna-

mique, physique agréable,

grande disponibilité, sachant

donner la machine de lui- même, recherche une activité

HOMME DE MAISON

DE COUPAGE, CHAUFFEUR

Ecrire au Monde Publi- cation

sous n° 5294

5, rue de Montmartre 75007 Paris.

Professeur d'anglais, russe,

esp., réf. resp. pour Paris

province. Tél. : 44-53-03-43.

Groupe de Marketing et Distribution en forte croissance (CA : 350 MF) recherche dans le cadre de l'acquisition de nouvelles activités un

Financial Controller

Ouest de Paris

350 KF ±

Rattaché au Directeur Financier, vous êtes responsable du contrôle financier et comptable des filiales. Vous devez mettre en place de nouveaux outils de gestion au sein des structures existantes. Vous assurez le suivi administratif et juridique des différentes activités. Votre mission consiste également dans les analyses financières liées au développement interne et externe du Groupe.

Agé de 27/35 ans, de formation grandes Ecoles de Commerce et/ou DESCF, vous avez acquis une expérience de 4 à 5 ans en cabinet d'audit anglo-saxon. La parfaite maîtrise de l'anglais et des notions d'allemand seront exigées. Contacter Eric Gandibleu, au (1) 45.53.26.26 ou adresser CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. EG6841MO.



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier



Le groupe COGEMA, leader mondial dans son domaine (17.000 personnes-24 Milliards de CA FF dont 33 % à l'étranger), recherche son :

Analyste de Gestion Central

Banlieue Ouest Vélizy

300 KF ±

Intégrée à l'équipe de Contrôle de Gestion Central du Groupe, vous devez vous assurer de la cohérence et de la qualité de l'information de gestion pour nos principales branches d'activité (reporting - budget - actualisations - plan...). Participant à l'ensemble du processus de suivi de gestion de la Société, vous contribuez à l'analyse des résultats de synthèse et vous prenez en charge toute étude économique jugée utile (rentabilité, investissements...).

excellente connaissance des systèmes de gestion à des qualités intellectuelles et de communication éprouvées. Ce poste vous permettra d'acquies une vision globale de nos méthodes de gestion pour évoluer, à échéance de 3 ou 4 ans, au sein du Groupe. Vous êtes diplômé(e) d'une grande école de commerce et vous justifiez d'environ 10 ans d'expérience professionnelle.

Contacter Frédéric Pougnot au (1) 45.53.26.26 ou envoyer CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité 30 bis, rue Spontini 75116 PARIS sous réf. FP6920MO



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

Une banque de la région parisienne recherche un

Organisateur Confirmé

Proche Banlieue Nord

250-280 KF

Directement rattaché au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, vous aurez en charge la conduite de missions d'organisation dans lesquelles vous vous impliquerez totalement : diagnostic et négociation de plans de réorganisation du réseau, études sur l'organisation générale des services de la Banque... A 30/35 ans, vous êtes un professionnel de la Banque et justifiez d'une expérience de l'organisation du travail en milieu bancaire.

Homme de terrain vous êtes capable d'être reconnu d'emblée par chacun de vos interlocuteurs.

Contactez Yves Le Levreur au (1) 42.89.30.03 ou adressez votre CV + Photo + lettre manuscrite + tél. + rémunération actuelle à Michael Page Banking & Insurance, 10 rue Jean Goujon, 75008 Paris sous réf. YLL6932MO.



Michael Page Banking & Insurance
Spécialiste en recrutement Banque - Assurance

Le siège européen d'un puissant groupe américain cherche pour une de ses divisions un

Contrôleur de Gestion Européen

Nord de Paris

300 KF +

Rattaché au European Controller, vous êtes responsable du reporting et du contrôle financier et opérationnel des activités de la division. En contact permanent avec les unités logistiques européennes, vous développez les procédures, préparez les budgets et mettez en place des nouvelles structures analytiques. Vous participez également à l'harmonisation des systèmes administratifs et à l'élaboration de la stratégie.

Age de 28/35 ans, de formation ESC ou équivalent, vous avez plusieurs années d'expérience dans la finance et le contrôle de gestion, en milieu international. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Contactez Ralph Crockett, au (1) 45.53.26.26 ou adressez CV + photo + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis, rue Spontini, 75116 PARIS, sous réf. RC6899MO



Michael Page Finance
Spécialiste en recrutement Financier

bureaux

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de sociétés
Déclarations et sous services
Permanences téléphoniques
43-55-17-50

bureaux

A PARTIR DE 50 F HT/mois

Vers ADRESSE COMMERCIALE

PARIS 1^{er}, 2^e, 9^e, 12^e, 15^e, 17^e.

LOCATION DE BUREAUX,

INTERDOM. 43-40-31-45

DOMICILIATION 8^e

Burex, téléx, télécopie.

AGECO 42-94-95-28.

appartements

ventes

6^e arrdt

ST SULPICE/MADAME

Superficie 150 m², 5^e arrdt

11^e arrdt

MAISON 5/TOIT

140 m² + terrain

5 400 000 F - 45-48-28-25.

appartements

achats

Rech. URGENT 100 à

120 m² Paris 15^e, 6^e, 7^e, 14^e, 16^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

45-73-48-07.

locations

non meublées

demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008

PARIS recherche APPARTE-

MENTS DE GRANDE CLASSE

VIDES ou MEUBLÉS.

HOTELS PARTIC. PARIS et

VILLAS PARIS-EST.

Tél. : (1) 45-62-30-00.

immeubles

RER ST-MAUR (94)

Prairie ud. hum. récent de

bars, bars, R + G, 750 m²

env., asc., 18 park

850 000 F 43-45-00-75

1250 m² BUREAUX
modernes A LOUER
direct propriétaire
angle Rue PARADIS Paris 10^e
Rue D'HAUTEVILLE
Tél. (1) 45 01 99 62

مكتبة الامم المتحدة

BOURSE DU 29 AVRIL

Règlement mensuel

Cours relevés à 10 h 12

[illegible]

COMPTANT (sélection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Obligations								
Emp.Etr.8,8%77	...	8 22	C.I.M.	952	....	Magnan	800	800
Emp.Etr.8,8%78	...	7 01	C.I.T.R.A.M. (R)	2500	....	Mérid Délégué	535	535
10,0% 79/84	...	7 01	Colfinag	256	....	Mons	108	108
Emp.Etr. 13,4% 83	100 95	4 78	Cofigal	380	368 70	Navigation (M)	210	210
Emp.Etr. 12,2% 84	...	6 73	Comisphar	800	588	Optique	308 50	...
Emp.Etr. 11% 85	111 43	2 34	Ci Industrielle	4483	4480	Orléan (C)	287	...
10,25% min 86	106 83	2 04	Ci Leclercq	410	405	Orléan-Départ	1025	1010
OAT 10% 5/20/80	106 95	9 23	Ci Leclercq	860	...	Palais National	1080	...
OAT 8,5% 12/1987	105 05	2 39	Coatex	33	...	Petit Monnaie	1070	...
OAT 8,5% 1/1988	103 43	2 31	Cosmo (Ind. Pol.)	345	340 10	Perfor. (C)	850	...
FTT 11 28 88	...	4 28	Ci Univalent (C)	715	714	Perthuis (CP)	212	...
CFE 10,30% 86	...	2 51	Cedidel	126 10	126	Piste France	244	...
CFE 10,25% ann 90	106	4 28	Darbiay	700	...	Piste Orléans	331 10	...
CMA 10 % 1979	100 50	1 30	Département	1810	1815	Prestat Invest.	1200	...
CRI Bayeux 5000F	...	1 71	Département	1810	1810	Prestat Orléans	1850	...
CRI Paris 5000F	...	3 31	Département	4000	....	Purcell	1145	...
CRI Seine 5000F	102 80	0 35	Département	1115	...	Proximité (C)	1145	...
CRI 14 02 85	...	0 48	Département	2785	...	Publicité	694	...
CRI 9 06 85	106 80	3 22	Département	527	1018	Radiofrance	122	...
CRI 10,30% dec 85	...	...	Département	774	...	Rosario	307 80	...
OAHM FCF 3% 100	362	...	Département	348	349	S.A.C.E.R.	450	...
Covis	...	...	Département	3600	...	S.A.F.A.C.	481 30	...
Alstom 6 % janv. 89	...	...	Département	2124	2095	S.A.F.I.C. Alcan.	185	...
Ly. Eau et G.S.	...	...	Département	282 30	...	S.A.F.T.	1220	...
Thomson 8,25% 85	...	...	Département	150	...	S.A.T.	318	...
			Département	1610	...	Société Déléguée (F.)	131	...
			Département	882	882	Solins de l'Est	653	...
			Département	800	798	Société M.	158	...
			Département	950	...	S.C.A.C.	780	...
			Département	855	945	Sonacal Strasbourg	402	...
			Département	785	...	S.E.M.P. (P)	163	...
			Département	1600	1690	Sic	814	...
			Département	250	...	Statis	355	...
			Département	315	...	S.I.P.H.	324	...
			Département	589	565	S.M.C.I.	525	...
			Département	398 50	395	Sohal	54	...
			Département	276 10	274	Solins	1238	...
			Département	1200	...	Solins	538	...
			Département	1400	...	Solins (per Secord)	80	...
			Département	1140	461 70s	Solins	1450	...
			Département	370	272	Solins-Bail	421	...
			Département	785	775	Sopis	175	...
			Département	5310	5320	Soudaire Autogaz	915	...
			Département	361	362 50	Soudal	426	...
			Département	482 20	482 10	Staal	715	...
			Département	3080	...	Suez (CP)	300	...
			Département	1672	...	Télécom	370	...
			Département	294	...	Télécom-Autogaz	200	...
			Département	465	...	Tour Eiffel	2188	...
			Département	157 80	...	U.T.A.	1098	...
			Département	680	678	Vicat	2173	...
			Département	3520	3575	Vigilant	148	...
			Département	1780	...	Vicat	246	...
			Département	42 20	42 50	Vicat St-Basile	...	...
			Département	180				

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Actions		
Agache (Int. fin.)	1000	1091
Applications Hydr.	1441	1440
Alcatel	602	608
Banq. Calédonie	1218	1220
Banq. Europ.	357 40	...
B.N.P. Internat.	304 80	303
Boulogne-S (C. I.)	530	...
Bréguet-Sey	3750	...
Edisrama Internat.	615	...
Elmex Ours	2228	...
E.T.P.	74 10	...
Cambridge	750	720
Carsons Location	10	13 30
Cas Pouton	612	415 10
C.E.F.F. (Fipar)	530	528
Comptable Bénév.	93	85 70
Cordis	129 70	124 50
Chauxes Hy.	...	...
C.I.C. (P)	189	...
Grds Mousins Paris	1200	...
Groupe Violette	1410	...
G.T.J. (Transport)	370	272
Immothel	785	775
Immothel	5310	5320
Int. Alvarado	361	362 50
Int. Prime-Alvarado	482 20	482 10
Intertec	3080	...
Intels (St. Ch.)	1672	...
Lacoste Fines	462 80	...
Life Bonville	294	...
Luz-Expansión	465	...
Luz-Expansión	157 80	...
Locat. Location	680	678
Locat. Location	3520	3575
Louis	1780	...
Macchine Bull	42 20	42 50
Mag. Utopia	180	...

SICAV (sélection)

VALUES	Emission	Rachet	VALUES	Emission	Rachet	VALUES	Emission	Rachet
	Francs Incl.			Francs Incl.			Francs Incl.	
U.A.	1044 11	1018 64	Frans-Cap.	38 70	38 13	Plénat.	126 18	122 80
U.A. Ind.	226 30	215 89	Frans Court.	12681 18	12681 98	Prés. Gestion	53639 30	50569 30
U.A. Ind. Ind.	77 06	74 80	Frans Court.	31 06	33 79	Prés. Ind. Ind.	10609 95	10498 45
U.A. Ind. Ind. CP	100 46	108 13	Frans Court.	838 70	81 22	Prés. Ind. Ind.	106 89	107 81
U.A. Ind. Ind. CP	1130 22	1102 85	Frans Court.	29 47	28 75	Prés. Ind. Ind.	20854 41	20684 41
U.A. Ind. Ind. CP	1056 28	1046 82	Frans Court.	1427 89	1427 89	Prés. Ind. Ind.	1076 03	1049 79
U.A. Ind. Ind. CP	110 78	113 94	Frans Court.	4020 82	4020 82	Prés. Ind. Ind.	130 79	127 10
U.A. Ind. Ind. CP	103 47	110 77	Frans Court.	1306 12	1274 26	Prés. Ind. Ind.	941 17	913 75
U.A. Ind. Ind. CP	124 14	124 14	Frans Court.	1671 92	1336 14	Prés. Ind. Ind.	5284 87	5171 87
U.A. Ind. Ind. CP	130 77	130 77	Frans Court.	1424 94	1424 94	Prés. Ind. Ind.	1138 06	1122 25
U.A. Ind. Ind. CP	103 47	110 77	Frans Court.	1196 82	1196 82	Prés. Ind. Ind.	945 13	902 27
U.A. Ind. Ind. CP	115 11	112 96	Frans Court.	1261 19	1261 19	Prés. Ind. Ind.	10189 84	10139 14
U.A. Ind. Ind. CP	1153 51	1153 51	Frans Court.	1036 94	1036 94	Prés. Ind. Ind.	244 82	232 10
U.A. Ind. Ind. CP	643 90	624 10	Frans Court.	1036 94	1036 94	Prés. Ind. Ind.	763 58	716 65
U.A. Ind. Ind. CP	7408 82	7234 82	Frans Court.	13100 36	12673 42	Prés. Ind. Ind.	153 58	187 78
U.A. Ind. Ind. CP	633 06	614 06	Frans Court.	518 06	503 06	Prés. Ind. Ind.	63 53	59 26
U.A. Ind. Ind. CP	6514 06	6501 27	Frans Court.	175 94	170 94	Prés. Ind. Ind.	526 42	502 58
U.A. Ind. Ind. CP	1094 90	1094 90	Frans Court.	255 20	250 20	Prés. Ind. Ind.	1059 79	1049 79
U.A. Ind. Ind. CP	1273 10	1236 02	Frans Court.	255 20	225 61	Prés. Ind. Ind.	158 12	158 12
U.A. Ind. Ind. CP	1678 76	1678 76	Frans Court.	316 83	321 81	Prés. Ind. Ind.	1284 23	1264 23
U.A. Ind. Ind. CP	108 67	108 67	Frans Court.	221 86	221 86	Prés. Ind. Ind.	717 07	717 07
U.A. Ind. Ind. CP	125 95	140 23	Frans Court.	439 10	439 10	Prés. Ind. Ind.	663 25	643 82
U.A. Ind. Ind. CP	7145 98	7145 98	Frans Court.	140 53	134 53	Prés. Ind. Ind.	493 35	395 35
U.A. Ind. Ind. CP	124 38	124 38	Frans Court.	191 18	186 22	Prés. Ind. Ind.	103 63	103 63
U.A. Ind. Ind. CP	100 82	100 82	Frans Court.	392 32	374 32	Prés. Ind. Ind.	1454 28	1381 66
U.A. Ind. Ind. CP	122 88	122 88	Frans Court.	2047 11	2047 11	Prés. Ind. Ind.	65 86	63 40
U.A. Ind. Ind. CP	575 74	572 82	Frans Court.	1142 13	1142 13	Prés. Ind. Ind.	423 74	412 40
U.A. Ind. Ind. CP	1598 68	1598 68	Frans Court.	6485 06	6286 17	Prés. Ind. Ind.	222 63	218 26
U.A. Ind. Ind. CP	1177 02	1177 02	Frans Court.	11119 96	11119 96	Prés. Ind. Ind.	669 35	647 65
U.A. Ind. Ind. CP	1211 43	1181 88	Frans Court.	26800 80	26733 80	Prés. Ind. Ind.	1200 45	1185 48
U.A. Ind. Ind. CP	3178 08	3173 33	Frans Court.	288 99	288 99	Prés. Ind. Ind.	325 24	313 42
U.A. Ind. Ind. CP	386 06	370 25	Frans Court.	2281 01	2281 01	Prés. Ind. Ind.	1108 87	1087 82
U.A. Ind. Ind. CP	459 12	463 81	Frans Court.	2383 82	2383 82	Prés. Ind. Ind.	568 05	548 05
U.A. Ind. Ind. CP	1124 04	1124 04	Frans Court.	534 51	504 04	Prés. Ind. Ind.	2136 80	2138 27
U.A. Ind. Ind. CP	674 78	674 78	Frans Court.	70 72	68 31	Prés. Ind. Ind.	819 90	788 37
U.A. Ind. Ind. CP	1226 04	1196 14	Frans Court.	191 05	192 02	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	94 78	78 03	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	819 90	788 37
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	1007 50	Prés. Ind. Ind.	1200 80	1200 80
U.A. Ind. Ind. CP	120 10	97 05	Frans Court.	1007 50	10			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

هكذا من الاهل

